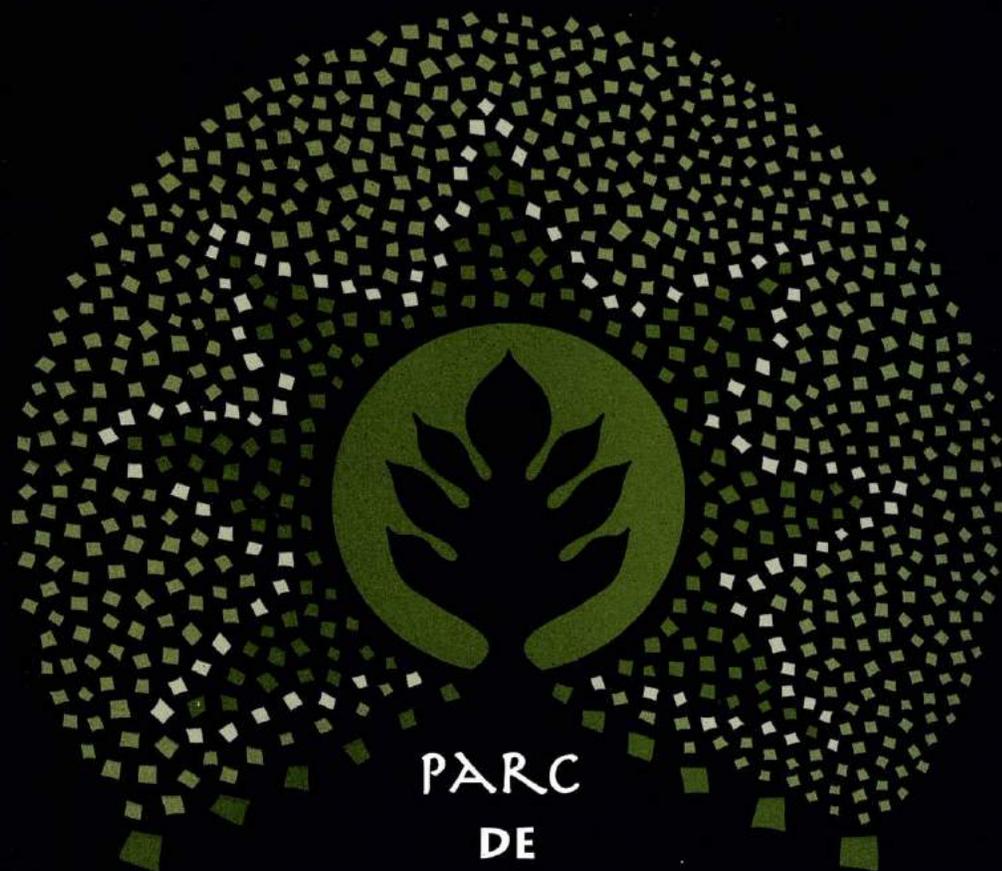


ESPACES
ESPAS
DE
PAWÓLYO
PAROLE



PARC
DE
MARTISSANT



ESPACE DE PAROLE

INTRODUCTION

Comment créer un parc public à haute valeur historique et symbolique dans le quartier de Martissant, quartier le plus important de la commune de Port-au-Prince par son poids démographique et sa superficie, mais aussi le plus délaissé par les pouvoirs publics ?

Comment oser croire que dans ce quartier en déshérence il était viable de sauver le dernier boisé de Port-au-Prince pour en faire un jardin botanique équipé d'infrastructures de proximité au bénéfice des habitants de la zone ?

Comment imaginer que la population de ce quartier qui, dans sa grande majorité, vit dans la précarité et l'absence de services publics parvienne à s'approprier ce projet de création du parc de Martissant jusqu'à s'investir dans les différentes phases de sa mise en œuvre et le revendiquer comme sien ?

Comment faire la démonstration qu'il est possible de construire, dans cette ville quasi détruite, un espace de beauté, de convivialité, d'éducation, de formation citoyenne, en misant sur la volonté de ceux et celles qui acceptent d'y croire malgré leurs doutes et leurs appréhensions pour avoir si longtemps vécu dans un quartier dit « de non droit » ?

Ce livre se veut d'abord un témoignage, en prise directe sur les réponses à ces questions. Pour en avoir fait ses propres interrogations en acceptant la délégation de maîtrise d'ouvrage du Gouvernement de la République pour créer et gérer le parc de Martissant, la Fondation Connaissance et Liberté - Fondasyon Konesans ak Libète/FOKAL avait certes pris la mesure de l'ampleur de la tâche à accomplir et des défis à relever, mais ce qui pour elle comptait avant tout était la participation des résidents du quartier et leur adhésion au projet.

Ce livre se veut le dépositaire de leurs paroles, ceux-là, hommes et femmes, qui pendant plus de trois ans ont en toute liberté pris part aux « espaces de parole » pour exprimer leur mode de vie, leur rapport au quartier, leurs questionnements sur les services publics et le rôle de l'État, leurs peurs et leurs ressentiments face à la violence sourde et aveugle qui continuent délité le lien social, et leur incrédulité première vis-à-vis du projet. Mais aussi l'espérance cent fois exprimée par la suite que ce parc en devenir soit la promesse réelle d'une nouvelle dynamique sociale, économique et culturelle dans leur quartier.

Ce livre se veut aussi une restitution. Plus de cent soixante seize organisations de base, et des habitants du quartier de Martissant ont pris part aux sessions d'« espaces de parole », lieux d'échanges institués par FOKAL dans le cadre de son programme « Implantation communautaire ». Il fallait rendre cette parole à ceux et celles qui ont eu la constance de participer aux sessions pendant plus de trois années consécutives, de 2008 à 2012. Il fallait une pause, le temps de reprendre cette parole, de la réécouter, car tous les espaces de paroles ont été enregistrés avec le consentement des participants, et en extraire dans le respect et la vérité des échanges, le contenu des dix fiches thématiques qui sont ici présentées.

Nul besoin de reprendre ici les principes, les règles, les valeurs qui ont guidé cet important travail de dialogue, de reconnaissance de l'autre et de réflexion sur la citoyenneté. Ils sont explicités et repris dans chacune des fiches. Les dix thématiques retenues expriment dans leur diversité les préoccupations des habitants du quartier, et la présentation qui en est faite ici ne procède pas d'une hiérarchisation :

1. FOKAL, le quartier et le parc de Martissant
2. Implantation communautaire et espaces de parole
3. La sécurité
4. La salubrité
5. Séisme et environnement
6. Les services publics
7. Les organisations de base
8. La citoyenneté et le sentiment d'appartenance
9. Santé et droit à la santé
10. Le mémorial du parc de Martissant

Pour en faire un outil pédagogique, le livre traite chacune des thématiques de manière analogue. La problématique est d'abord posée, suivie d'extraits des réflexions des participants/participantes, et certaines citations sont mises en exergue ; une synthèse est par la suite offerte ainsi qu'un glossaire qui reprend certains mots-clefs.

Il n'a pas été possible d'éviter les redites. Les échanges sur les différents thèmes s'entrecroisent et se recoupent nécessairement et il était important d'en montrer les correspondances. De même, il aurait été incorrect de ne pas laisser les participants exprimer librement leur perception du rôle positif de FOKAL dans le quartier, comme ils l'ont fait à plusieurs reprises. L'investissement de FOKAL à Martissant est réel et sans équivoque, à tous points de vue, et le degré d'appréciation des participants aux espaces de parole ne peut que l'encourager davantage à assumer son engagement et ses responsabilités dans ce projet novateur.

Les espaces de parole sont d'abord l'œuvre de Cécile Marotte, psychologue clinicienne expérimentée qui a rejoint l'équipe de FOKAL en 2008 pour travailler exclusivement à Martissant. C'est elle qui a conçu le format et les règles de ce programme, et qui, assidument, pendant plus de trois ans, a conduit la réflexion et les débats autour des thématiques qui constituent le substrat de ce livre. C'est à elle que l'on doit le déchiffrement et la transcription de centaines d'heures d'enregistrement qui témoignent de la richesse des discussions. Qu'elle soit vivement remerciée. Sa tâche n'est pas encore terminée. Elle dirigera les ateliers de restitution prévus dès la publication du présent ouvrage.

Nos remerciements vont également aux trois animateurs formés par Cécile Marotte à la méthodologie des espaces de parole, Rolando Etienne, David Dérosier et Eddy Robenson. Ils ont pleinement participé au programme d'implantation communautaire et permis de créer des liens indispensables avec la communauté.

Merci à Lorraine Mangonès, Directrice Exécutive de FOKAL et Lucie Couet, chargée de mission auprès de la Direction, pour le temps mis à lire et à relire les fiches en y portant ajouts et corrections. Merci à Danièle Magloire qui a fait la traduction créole de tous les textes, et à Jean Eder Hilaire qui nous fait une très belle mise en page.

Ce livre s'adresse particulièrement aux participants aux espaces de parole, à ceux et celles qui sauront retrouver dans les pages qui suivent l'expression de leur propre parole, mot à mot par moment. Une parole forte, crédible, courageuse, pour dire la vie comme elle est, mais pour dire aussi l'espoir qui naît des changements qui s'opèrent petit à petit. Nos remerciements s'adressent à vous, spécialement. La liste des organisations et des sous-quartiers de Martissant qui ont pris part aux espaces de parole est publiée en annexe.

Enfin, ce livre s'adresse aussi à ceux et celles qui de Martissant ou d'ailleurs s'intéressent aux processus de mise en commun qui tentent de décroiser notre société encore caractérisée par une profonde dichotomie sociale et culturelle.

Michèle Duvoivier Pierre-Louis
Présidente

PRÉFACE

Le jardin de la beauté

Je suis en ce moment dans mon lit, à Montréal, en train d'écrire cette préface avec, sur ma table de chevet, un verre de vin posé sur un exemplaire de La République de Platon. On cherche immédiatement le lien entre cet écrivain confortablement installé dans une ville calme d'Amérique du nord avec la vie d'une jeune musicienne dans un des quartiers les plus trépidants de Port-au-Prince. Si on regarde de plus près, il n'y a pas beaucoup de différences entre ces deux images. Pourquoi je choisis une musicienne? Simplement parce qu'en allant au Parc de Martissant, dans la voiture de Lorraine Mangonès, j'ai vu une jeune fille en train de jouer à la guitare. Elle était assise sur sa galerie, et elle chantait tout en regardant les gens passer dans la rue comme si son inspiration venait de cette vie qui se déroulait sous ses yeux. Trois secondes pour que cette image reste gravée en moi. J'ai pensé que sa vie n'était pas moins luxueuse que la mienne à ce moment-là. Bien sûr le reste du temps nos destins divergent. J'habite une ville où de solides institutions encadrent la vie du citoyen. Je n'ai qu'à faire ma part pour que tout roule. La machine bien huilée me protège des folies humaines. Alors que tout peut bouger si vite autour de cette jeune fille rendant d'une heure à l'autre sa vie quotidienne infernale. La situation sociale dans ce quartier est si dramatique qu'il est impossible de maîtriser trop longtemps le réel. Mais en dehors de tout ça, il s'agit d'un écrivain tentant de faire entrer la rumeur de la rue dans ses écrits et d'une musicienne dont il faut espérer que cette instabilité nourrisse son talent.

C'est, je crois, ma troisième visite à ce Parc magnifique qui n'est pas simplement le poumon de Martissant. Je ne vais pas refaire l'histoire de cette aventure écologique, ludique, sociale, et aussi politique, car Michèle Pierre-Louis s'en est chargée. Je veux simplement raconter ce qui m'a touché durant cette dernière visite au parc, en compagnie du champion du monde de football Lilian Thuram et du poète-éditeur Rodney Saint-Eloi. La promenade dans le jardin procure une immédiate sensation de sérénité. Le Parc étant ouvert, les gens n'ont qu'à franchir la barrière pour échapper à la fournaise d'un des quartiers les plus surpeuplés de Port-au-Prince. Nous croisons des étudiants qui préparent leurs examens, assis sur un muret, à l'ombre d'arbustes feuillus. Des fleurs si charnues et colorées qu'on les croirait artificielles. Une esplanade avec inscrits sur le pourtour des extraits de textes de poètes et de romanciers qui disent combien l'art et la vie s'entremêlent. Un couple qui a vécu sur les lieux, enterré sous un arbre vert qui les protège du «compère général soleil». Plus loin le Mémorial aux morts du séisme rappelle que ce Parc appartient à tous ceux qui en prennent soin, et qu'on est autant de l'endroit où l'on est né que de l'endroit où on est enterré. Ce monument aux morts fonde le Parc dans l'esprit de la population. Et me rappelle cette scène dans Cent ans de solitude de Garcia Marquez où une horde de gens s'installe dans un immense champ afin de construire une ville. Un soir un homme regarde par la fenêtre le large espace vide réservé au cimetière et pense qu'il n'y aura pas de ville tant qu'il n'y a pas au moins une tombe pour rappeler le lien étroit entre la vie et la mort. Ce n'est pas ici un éloge de la mort, mais un rappel du sacré dans la vie d'une population. Ce point a suscité un grand intérêt dans les débats publics que des gens ont tenus dans ce jardin, faisant de ce lieu un espace de la parole. Le jardin de la parole.

Au retour, après un crochet par le bibliobus (une bibliothèque dans un tap-tap) où Saint-Eloi, Thuram et moi avons fait la lecture à des élèves venant de diverses écoles de la région, nous avons conversé, un moment, avec l'équipe qui s'occupe de faire le lien entre la communauté de Martissant et le Parc. C'est là que j'ai entendu l'expression : Espace de paroles. Je pensais que c'était une idée abstraite, alors que c'est une action. Des gens se sont réunis durant des années pour discuter de leur rapport avec le parc. Parce que cet «espace de beauté» les a remués profondément. Rien n'a pu interrompre ce dialogue au fil des années, même pas le séisme, même pas la violence armée, même pas les difficultés inhérentes à la vie dans un quartier que l'État avait presque abandonné. Les gens n'arrêtent de discuter de choses graves : la santé, l'éducation, l'environnement, la sécurité, l'enfermement, la gestion des déchets, sans cesser de revenir à cette idée toute simple : une vie décente qui leur permettra de rêver ou de chanter comme cette jeune guitariste. L'art n'est jamais loin en Haïti où il fleurit même dans l'inconfort. C'est bêtise de croire que le confort tue l'art. Et ce que fait Proust couché dans sa chambre capitonnée qui lui évite d'entendre le moindre bruit, n'est pas différent de ce que fait cette jeune fille au milieu de ce charivari incessant. Les deux tentent d'éclairer la vie de cette lumière étrange qui vient du rêve.

Et ce débat que mènent les habitants de Martissant n'est pas non plus différent de celui qu'un petit groupe de philosophes d'Athènes ont mené il y a quelques siècles afin de jeter quelques lueurs scientifiques dans ce monde grec où la domination des dieux semblait pourtant absolue. Ces discussions que Platon appelle «dialogues» sont à l'origine de cette notion de démocratie qui semble être la base et l'horizon de tous ces débats que les habitants de Martissant mènent encore et toujours. Se rallier au programme national avec un vrai projet local, en un sens devenir des citoyens à part entière. D'où l'aspect profondément politique, dans le sens grec du terme, de ce fabuleux projet. D'où aussi la présence sur ma table de chevet de ce livre toujours d'actualité qu'est La République. Mais d'abord une gorgée de vin, car le plaisir est fondamental dans la vie des humains, nous dit gentiment Épicure.

Dany Laferrière

FICHE 1

FOKAL, LE PARC ET LE QUARTIER DE MARTISSANT



PROBLÉMATIQUE

Par arrêté présidentiel du 29 juin 2007, quatre propriétés privées situées en plein cœur de Martissant ont été déclarées d'utilité publique dans le but de préserver ce dernier boisé de Port-au-Prince pour en faire un parc naturel et un jardin botanique. Ces propriétés, d'une superficie d'environ dix sept hectares, constituent la surface d'implantation du parc. Elles ont résisté au temps et aux violences qui ont largement affecté le quartier de Martissant au cours des trente dernières années. L'arrêté présidentiel a ainsi créé le Parc de Martissant et délimité autour de celui-ci une zone tampon dénommée Zone d'aménagement concerté (ZAC).

En août de la même année, la création et la gestion du parc de Martissant ont été confiées, sur base contractuelle, par le Gouvernement haïtien avec un accord de la municipalité de Port-au-Prince, à la Fondation Connaissance et Liberté – FOKAL, institution qui a initié la démarche de sauvetage de ces propriétés. Outre le mandat de créer le parc et d'y mettre en œuvre des projets à caractère éducatif, scientifique, environnemental et culturel, FOKAL devait définir, planifier et coordonner des activités avec les habitants du quartier et des partenaires dans la ZAC.

En 2008, FOKAL lance le programme « Implantation communautaire » et met en place le volet « Espace de parole », en invitant les représentants des organisations de base de Martissant, à participer à des discussions relatives à la vie du quartier, aux problèmes qu'ils confrontent, aux solutions qu'ils y apportent le cas échéant, et aux espérances qu'ils nourrissent. Il s'agissait également de leur présenter le projet du parc de Martissant, de recueillir leurs suggestions, et de les tenir régulièrement informés des avancements du projet. La méthodologie des espaces de parole

est basée sur une approche consultative et participative permettant d'engager des discussions dans un format réglementé. Mais elle exige aussi des participants un comportement axé sur le respect de l'autre, la tolérance et l'écoute attentive. Ces discussions ont pour objet de porter la communauté à mieux comprendre la mise en place d'un nouveau projet dans son quartier, d'y participer, de se l'approprier, et de bénéficier de ses retombées. Les rencontres se tiennent régulièrement par petits groupes et visent à valoriser les réflexions individuelles dans le but de favoriser ultérieurement une mise en commun des enjeux et des actions qui en découleront dans l'intérêt collectif.

La méthodologie privilégiée pour instituer ce dialogue permanent est particulièrement adaptée aux communautés fragilisées par des violences diverses car elle travaille essentiellement à reconstituer le tissu social sur la base d'une appartenance citoyenne des individus qui les constituent, quelles que



Quartier de Kokochat en lisière de la ZAC, 2009

soient leurs activités passées ou présentes, à donner une reconnaissance à leur capacité créatrice, et à accorder un traitement égal des genres.

Les quatre sites qui constituent le parc sont situés au cœur de la ZAC, laquelle s'étend sur environ une douzaine de sous-quartiers parmi lesquels on peut citer : Soray, Baigne, La Paix, Deslouis, Crepsac, Jeannot, Ti Bois, Grand Ravine, Siyon, Kajou. Ces sous-quartiers se sont construits au fil du temps, résultant d'un exode rural en provenance surtout des départements du sud du pays, qui s'est accentué depuis 1990. Aucun plan d'urbanisme n'a été proposé pour la construction des routes, ruelles, corridors, logements, marchés, si bien que le quartier s'est développé de manière anarchique, au gré de l'afflux de nouveaux migrants, des espaces disponibles dans des zones accidentées ou des ravins, et dans l'absence quasi-totale de services publics.

Le projet du parc de Martissant a donc fait le choix de solliciter les résidents de ces différents sous-quartiers et d'engager avec eux une relation de proximité. Il fallait éviter le placage artificiel d'un projet de cette envergure dans un quartier où les habitants ne seraient pas directement informés de son implantation et de l'avancement des activités qui y sont liées, mais au contraire, de les inviter à en être partie prenante. Le bureau de FOKAL dans le parc a favorisé ces relations, et la communauté a pu s'intéresser progressivement aux différentes composantes du projet.

Dès les premiers espaces de parole, les discussions ont tourné autour des questions suivantes : « Qu'est-ce qu'un parc ? ; Qu'est-ce que le parc de Martissant ? ; Quel est le rôle de FOKAL dans la mise en œuvre du projet du parc ? ; Quel accueil la population réserve-t-elle au parc de Martissant ? ; Le parc aura-t-il une incidence sur la vie des organisations et des habitants du quartier ? ; Qu'est-ce que l'espace public ? ; Qu'est-ce que le bien public ? ».

Il a fallu approfondir ces questions et accueillir les réflexions et suggestions des participants. FOKAL a dû aussi expliquer le caractère novateur d'un tel projet dont la réalisation allait dépendre de la volonté de tous les acteurs concernés (l'État, la municipalité, les élus, la société civile). Sauver ce boisé dans une ville où les espaces verts sont quasi inexistantes, créer le premier jardin botanique public du pays, doter un quartier marginalisé d'un parc naturel, mobiliser toutes les ressources humaines, techniques et financières nécessaires, autant de défis à relever qui exigent vision, conviction et persévérance.

Les thématiques abordées n'ont pas concerné seulement le projet du parc de Martissant, mais aussi la vie quotidienne des habitants du quartier. Certaines thématiques importantes ont été priorisées et traitées séparément dans les espaces de parole tout en indiquant les liens entre chacune d'entre elles et en renforçant l'ancrage citoyen. Par exemple, débattre de la sécurité, le thème le plus important pour les participants, ne pouvait se faire sans aborder celui de la salubrité, de la santé, de l'éducation, des services publics et de la responsabilité individuelle et collective. Dans cet ordre d'idées, le projet a travaillé également à renforcer les liens de la communauté avec les services publics, par exemple avec le projet de gestion des déchets solides, grâce auquel FOKAL a fait en sorte que le Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS) procède au ramassage des ordures ménagères dans le quartier pour la première fois, et le projet santé/droits qui se fait en lien avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP).

De même, après le séisme, grâce au projet du parc de Martissant et à la présence de FOKAL dans le quartier, l'Agence française

de développement s'est engagée à financer l'étude du schéma d'aménagement du quartier de Martissant. Le Ministère des Travaux Publics, Transports, Communication et Énergie (MTPTCE) était le maître d'ouvrage de l'étude qui a été réalisée par le bureau d'études français ACT Consultants associé au bureau haïtien LGL S.A. Le MTPTCE a donné une délégation de maîtrise d'ouvrage à FOKAL pour assurer le suivi de l'étude. Des ateliers sur toutes les thématiques d'un schéma d'aménagement urbain ont eu lieu au bureau de FOKAL à Martissant et ont rassemblé des membres d'organisations et des notables du quartier pour en débattre.

L'histoire du projet du parc de Martissant c'est aussi l'histoire de la communauté, de sa vie, de ses aspirations et de son devenir.

PAROLE DES PARTICIPANTS

Les membres des organisations de base qui ont participé aux espaces de parole ont exprimé à la fois leur surprise et leur satisfaction d'avoir été conviés par courrier à participer aux espaces de parole. C'est ainsi qu'ils ont formellement pris connaissance du projet de la création du parc et du rôle de FOKAL dans sa réalisation. « (...) FOKAL représente une passerelle entre la communauté et le projet du parc de Martissant, ce qui a permis que celui-ci n'apparaisse pas comme un projet artificiel. Avec le Bureau de FOKAL à Martissant, on sent qu'il y a un travail qui se fait en profondeur. Maintenant je peux oser dire que j'habite à Martissant, c'est un lieu d'espoir, une fierté. FOKAL, c'est une autorité morale dans la zone. »

L'histoire des quatre sites du parc qui étaient auparavant des propriétés privées établies dans le quartier depuis les années 1950-1960, a suscité énormément d'intérêt. « (...) Le projet du parc de Martissant, c'est l'histoire de propriétés privées qui sont devenues propriétés de

l'État dans le but de valoriser et de protéger l'environnement et d'en faire un espace public.» Et les participants y ont vu une occasion inespérée de redonner au quartier une normalité qu'il avait perdue depuis longtemps. « *C'est le parc qui va faire les gens renaître, qui va leur donner vie une fois de plus, ce ne sont pas les armes... Ce n'est pas la zone qui va déterminer qui nous sommes, c'est nous qui allons changer notre quartier.* »

Les participants ont bien noté que le parc sera un lieu public, mais pour eux la gestion actuelle du projet par FOKAL demeure à date l'acquis le plus important parce que le plus visible. « *FOKAL nous a donné ce que l'État n'a même jamais pensé nous offrir. Même si FOKAL n'a pas toutes les compétences techniques, elle peut mettre ensemble et coordonner des ONG spécialisées, car les avancements techniques du Parc demandent des compétences spécifiques que nous n'avons pas toujours. Pour nous aider à mieux comprendre le processus de cause à effet, on a eu la communication dans les espaces de parole.* »

En qualité de membres d'organisations de base du quartier, les participants ont apprécié le fait qu'ils ont été invités aux espaces de parole sans qu'il y ait eu de discrimination, et cela a permis un certain rapprochement entre organisations qui jusque là n'avait pas été facile. « *Le projet du parc a permis que les organisations de la zone se connaissent davantage et se sentent davantage liées entre elles. Il a permis qu'un nouvel intérêt soit porté sur le quartier, et invité les habitants du quartier à exercer plus de vigilance sur la question de la sécurité.* »

La participation communautaire a également été présentée comme essentielle : « *Le parc va changer l'image et la perception de Martissant. Il nous faut solliciter la communauté sur le projet du parc... Le parc ne doit pas être laissé libre d'accès comme le Champ de Mars qui est libre mais galvaudé. Ce sont les organisations du quartier qui*

devraient assurer la continuité du travail de la communauté dans le parc. ».

Un certain enthousiasme a été jusqu'à considérer le projet du parc de Martissant comme « *un luxe, une manne qui descend du ciel... Le parc, c'est le plus grand miracle qui pouvait arriver dans la zone.* » Mais cela n'a pas empêché la persistance d'un certain doute, et

Ayant été informés de l'histoire des anciennes habitations qui constituent aujourd'hui le parc de Martissant, les participants ont su dire leur perception de la passation de biens privés à un bien public. « *Le projet du parc, c'est la naissance du bien public, un bien commun, pour tous, qui n'appartient à personne en particulier, tous ont donc intérêt à le défendre. Le parc, c'est une forme*



Travaux de canalisation d'une ravine dans le parc de Martissant, 2011

de manière paradoxale, l'anticipation de retombées positives pour le quartier : « *Si le Parc se réalise vraiment, tout va devenir normal; si on le veut vraiment, cela va arriver. On a une grande conscience que le parc, tôt ou tard, changera la vie dans le quartier avec la relance et l'exigence des services publics et des projets collectifs. Le projet du parc c'est aussi sortir de l'humiliation, c'est la carte d'identité de Martissant, c'est notre fierté caraïbéenne. Pak la, nou tèlman swaf li ! (Le parc nous en avons vraiment soif !)* »

de développement durable qui s'explique par son histoire et qui va permettre de perpétuer la mémoire des lieux. » Ils ont également reconnu la valeur du parc en tant que patrimoine historique, culturel et écologique. « *Le parc de Martissant, c'est la transformation d'un héritage de la zone, c'est le respect d'un espace qu'on a comme patrimoine. Pourquoi l'État haïtien néglige-t-il tellement le patrimoine du pays, son patrimoine ?* »

Les liens entre la réalisation du parc et l'amélioration de la vie du quartier ont été reconnus par tous les participants. « *Avoir de*

L'intérêt pour le parc, c'est en avoir obligatoirement pour le quartier. C'est la création du parc qui va permettre les aménagements dans le quartier, et non le contraire. Les sessions de formations et les ateliers complémentaires aux espaces de parole ont aussi permis de nouveaux apprentissages et ouvert des perspectives sur l'avenir. « L'investissement dans le parc va revaloriser l'image du quartier de Martissant, et développer notre sens des responsabilités. C'est une nécessité dans un quartier comme Martissant. »

« Le projet du parc de Martissant, c'est une parole qui s'incarne. »

(Un participant)

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Les échanges ont été fructueux et ont permis de porter un éclairage sur le quartier et sur la vie quotidienne de la communauté. Le projet du parc de Martissant est porteur d'espérance et les participants aux espaces de parole l'ont exprimé à leur manière. Ils ont aussi fait part de leur volonté de participer à sa réalisation selon leurs capacités. Ils ont insisté sur le rôle du bureau de FOKAL dans le parc qui, par sa présence, a facilité les échanges avec la communauté. Les habitants du quartier peuvent ainsi se rencontrer dans un espace public bien géré et discuter de leurs besoins et de leurs aspirations. Au bureau du parc de Martissant, travaille quotidiennement un personnel permanent en charge de l'accueil des résidents du quartier ou autres visiteurs, de l'organisation des réunions, des formations, des espaces de parole, de l'évaluation des projets et des ateliers sur des thématiques spécifiques. Le personnel responsable de l'administration du parc et des programmes

tels que « Santé/droits » et « Gestion des déchets », siège également dans cet espace. En attendant l'ouverture de toutes les composantes du parc, le bureau en a été le premier lieu d'accès.

Grâce aux explications relatives au processus d'implantation du parc, les participants ont pu mesurer l'ampleur du projet et mieux comprendre les contraintes techniques et financières qui ont une incidence sur le temps de la réalisation. Le parc ne pouvait être construit en un an même en deux ou trois ans, et à ce compte il a fallu lever les doutes et convaincre que le projet se ferait parce que FOKAL s'y était engagé en toute lucidité. La notion de travail collectif a aussi fait son chemin. Les membres des organisations ont admis que c'était là une démarche nouvelle car ils n'avaient pas l'habitude de se regrouper entre organisations. Ils sont toutefois disposés à s'engager dans cet exercice difficile parce qu'ils le jugent porteur pour la communauté. Les membres de différentes organisations doivent apprendre à discuter ensemble de problèmes communs, sans perdre leur autonomie, et être capables d'élaborer des projets collectifs susceptibles d'avoir des retombées positives pour eux et leurs zones d'interventions respectives.

Pour certains, le parc de Martissant est perçu comme une porte de sortie de l'isolement qui a caractérisé le quartier pendant longtemps. Mais cette perception a aussi ses ambiguïtés car elle est loin d'avoir diminué la tension entre les demandes constantes pour des petits projets, le positionnement des organisations dans le quartier, ou encore la pression pour l'obtention d'un emploi dans les activités du parc ou du quartier, et le fait que la création du parc engageait une dynamique qui exigeait une réflexion beaucoup plus profonde sur la citoyenneté, le rôle de l'État et des organisations de base. Il a

fallu expliquer à plusieurs reprises que la présence de FOKAL dans le quartier ne pouvait se réduire à financer des petits projets disparates pour des organisations dont les capacités de gestion sont encore très limitées. FOKAL a bien compris l'effet d'apaisement que représente le financement de petits projets pour certaines organisations du quartier et elle s'y est engagée, tout en expliquant que l'amélioration des conditions de vie souhaitée ne viendrait pas seulement de ces petites subventions, même si elles parviennent à régler certains problèmes ponctuels. Le projet du parc de Martissant a bousculé certaines idées préconçues en posant les problématiques de la citoyenneté, de l'espace public et du bien public au cœur de sa démarche. Cela a contribué à redonner aux habitants du quartier et aux membres des organisations de base un sens de dignité, de fierté.

Les participants aux « Espaces de parole » ont dit avoir commencé à entrevoir l'avenir différemment. Motivés par les échanges et les discussions de groupe, ils se sont engagés à réfléchir sur leurs comportements actuels, à continuer à s'informer et à se former afin de mieux participer aux différentes phases d'exécution du projet et d'en être solidaires.

GLOSSAIRE

FOKAL : Fondation Connaissance et Liberté/ Fondasyon Konesans ak Libète, fondation haïtienne créée en 1995, reconnue d'utilité publique en 2000 et membre du réseau de fondations de l'Open Society Foundations.

Garde-champêtre : agent préposé à la surveillance, à la sécurité et à l'observance des consignes dans le parc. Un garde-champêtre n'est pas armé, il doit signaler tout acte de vandalisme à l'administration du parc.

Organisations de base: associations de quartier ayant un intérêt commun, dont les membres se

réunissent de manière régulière pour poser les problèmes de leur communauté et envisager ensemble les actions susceptibles de les faire connaître et d'y apporter des solutions collectives.

Parc naturel : espace urbain ou rural officiellement délimité où les espèces végétales et animales sont protégées. Le parc naturel peut être organisé pour accueillir des visiteurs et pour leur offrir des activités pédagogiques, scientifiques ou ludiques.

Parc de Martissant : propriétés situées à Martissant décrétées d'utilité publique par arrêté présidentiel en date du 29 juin 2007, publié dans le Journal Officiel de la République, Le Moniteur, No 65. Le 26 août 2007, l'État haïtien confie la création et la gestion du parc de Martissant à FOKAL, par contrat pour une durée de trois ans. Le contrat a été renouvelé en 2010 pour une durée de cinq ans.

Plan directeur du parc : réalisé en décembre 2010, le plan présente les étapes déjà accomplies dans la réalisation du parc et les futures étapes à réaliser.

Schéma d'aménagement du quartier : En avril 2011, les bureaux d'études ACT/LGL, gagnants de l'appel d'offre international débutent l'étude du schéma d'aménagement de Martissant dont le maître d'ouvrage est le MTPTCE qui donne délégation de maîtrise d'ouvrage à FOKAL pour le suivi de l'étude. Le schéma est un document unique de référence qui définit les conditions d'aménagement du quartier. Le schéma est un outil qui permet la mise en œuvre d'actions, de travaux, de dispositifs en relations avec les habitants du quartier. Il prend compte les VRD (voirie et réseaux divers), infrastructures, risques, habitat, logement et donne une grande importance à l'espace public.

Des ateliers avec ACT/LGL se sont déroulés à Martissant en 2011 et 2012 pour informer et discuter avec les habitants du quartier les modalités du déroulement de l'étude, et recueillir leurs suggestions.

ZAC : zone d'aménagement concertée, définie par arrêté présidentiel, délimitée par la ravine Bréa à l'est, la ravine Jeannot à l'ouest, le front de mer au nord et la crête du Morne l'Hôpital au sud.

FICHE 2

IMPLANTATION COMMUNAUTAIRE ESPACES DE PAROLE



PROBLÉMATIQUE

Les espaces de parole représentent la méthodologie choisie par le volet « Implantation communautaire » du projet du parc de Martissant géré par FOKAL, pour établir une relation de proximité avec la communauté avoisinant le parc. Il s'agit d'un processus novateur, consultatif et participatif qui vise à ouvrir un espace de discussion avec les membres d'une communauté sur la vision qu'elle a de son quartier, de ses difficultés, plus largement de son pays, et qui permet ainsi d'introduire un débat concernant la mise en œuvre d'un nouveau projet dans ce quartier. La méthodologie des espaces de parole n'impose pas un discours tout fait sur le nouveau projet car il ne s'agit pas d'entreprendre ce projet de manière artificielle, sans consulter les habitants du quartier. Au contraire, les membres des organisations de base et des personnalités de la zone sont invités à des discussions réglées, au cours desquelles la parole est accordée selon les principes de tolérance et de respect de l'autre. Ils s'expriment librement sur les thématiques abordées en particulier sur le projet en question et ses incidences sur la vie du quartier. Il s'agit en même temps de renforcer les capacités de ces organisations et des habitants en général, dans leur rôle d'acteurs impliqués dans la vie économique, sociale et culturelle de leur communauté. Ceci s'est révélé d'autant plus important que le quartier de Martissant a été soumis à des scènes de violence urbaine pendant plus d'une décennie, ce qui a valu à ce quartier d'être caractérisé comme « zone de non droit », et à ses habitants de vivre au quotidien l'isolement et la stigmatisation.

A compter de novembre 2008, sur la base d'une invitation formelle adressée par courrier aux organisations de base des sous-quartiers environnant le parc, les espaces de parole se

sont déroulés au bureau de FOKAL à Martissant, deux fois par semaine à raison de 2h30 par session. Préalablement, les organisations de base du quartier avaient été invitées à s'inscrire au bureau, procédé qui a permis de commencer à connaître les organisations de la zone, et d'expliquer à leurs membres, avant même les premiers espaces de parole, en quoi consistait cette démarche. Un répertoire a été dressé au fur et à mesure que les organisations s'inscrivaient et les invitations aux espaces de parole se sont faites suivant cet ordre.

Les espaces de parole reposent essentiellement sur une approche éthique et citoyenne du rôle des participants, sur la décision de ne stigmatiser personne et d'accueillir tous ceux et celles qui s'inscrivent, sans discrimination. Des règles de conduite simples mais strictes ont été adoptées, interdisant toute forme de violence verbale ou autre. L'effectif des sessions est généralement de douze participants/participantes qui répondent à l'invitation de leur plein gré. Aucune rétribution matérielle ou financière ne leur est accordée.

Des axes de travail ont été proposés aux participants au cours de cinq sessions, et ils ont suivi au plus près les problématiques se rapportant aux exigences de la réalisation du parc, en même temps qu'ils ont pris en compte les événements majeurs qui ont touché le parc et le quartier, le plus dramatique ayant été le séisme du 12 janvier 2010. La liberté d'expression a toujours été privilégiée et encouragée pour toutes les thématiques abordées. La régularité des espaces de parole qui se sont poursuivis pendant plus de trois ans, au cours de circonstances souvent difficiles (reprise sporadique des activités des gangs dans le quartier, cyclones, période électorale mouvementée, tremblement de terre, etc.)



Groupe d'habitants du quartier lors d'un espace de parole, 2009

reflète la volonté et la ténacité des promoteurs du projet du parc de Martissant à poursuivre la réalisation, malgré les obstacles rencontrés. Il s'agissait principalement de prendre le risque d'ouvrir un espace de rencontres d'un genre nouveau à une population qui n'en avait nullement l'habitude et qui était quotidiennement confrontée à tous les problèmes liés à la marginalisation : économie informelle, chômage, pauvreté, analphabétisme, violence, religion comme refuge, etc. Instituer une telle démarche portait d'une prise en compte du rôle de la parole et de l'écoute. C'était penser déjà que chaque participant, en verbalisant ses préoccupations, ses sentiments, ses inquiétudes, ses frustrations et ses espérances entamait un processus de prise de conscience porteur au bout du compte d'émancipation individuelle et collective. Tout ceci en ayant constamment à l'esprit la fragilité de la nature humaine et la réversibilité des avancées positives aussi ténues soient-elles.

Les espaces de parole ont donc contribué à détendre l'atmosphère entre les participants et leur entourage. La possibilité de se rencontrer, de parler, d'être écouté, de critiquer également ou d'émettre des doutes sans pour autant être mis à l'écart, a permis aux habitants du quartier de retrouver un sens du respect de soi et des autres, essentiel à toute forme d'implication citoyenne. Les espaces de parole ont été couplés par des sessions de formation sur des problématiques telles que la citoyenneté et l'action civique, le bien public et les services publics, le rôle des municipalités et des élus locaux.

Le programme d'implantation communautaire s'est aussi engagé à financer des petits projets dans le quartier dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'encourager le leadership de certaines associations dans leur zone d'intervention. C'est ainsi que FOKAL a contribué à la relance de certains projets d'artisanat, de micro entreprises, de compétitions sportives, et à la construction de mini infrastructures tels escaliers, ponceaux,

etc. FOKAL finance également un programme de bourses scolaires à l'intention de cent cinquante élèves de dix écoles de Martissant, dans le but de promouvoir l'excellence académique tout en aidant des familles ayant des difficultés économiques.

PAROLE DES PARTICIPANTS

Ce qui a d'abord constitué un effet de surprise chez les participants, c'est de découvrir que de telles rencontres ont permis une ouverture sur « l'autre », une connaissance et une reconnaissance de « l'autre ». Elles ont été, dans certains cas, jusqu'à faciliter de nouveaux liens sociaux entre membres de différentes organisations. *« Les espaces de parole nous ont permis de voir les autres autrement ... Les espaces de parole ont enfin permis aux organisations du quartier de se rencontrer et de se*

connaître. C'est une occasion importante de « chita ansanm », de s'asseoir ensemble ».

Les participants ont souligné à quel point le fait de savoir qu'un lieu fixe et stable de rencontres et d'échanges était mis à leur disposition était important pour eux et pour la communauté, d'autant plus que mis à part quelques petits terrains de sport pour des jeunes, aucun espace laïc de rencontre n'existe dans le quartier. *« Le projet nous a donné un lieu où nous rendre pour parler et apprendre. Il y a une réelle liberté d'expression, on peut dire nos doutes et nos critiques. Les rencontres permettent une parole libre, qui n'est pas nécessairement liée au projet. »*

La compréhension et le suivi des avancements techniques du projet du parc de Martissant ont été longuement travaillés dans les espaces de parole, clarifiant les difficultés rencontrées, permettant de contenir les impatiences et les critiques exprimées devant la lenteur des travaux dans le parc. *« Les espaces de parole représentent un lieu de ré-explication régulière des étapes de financement et de réalisation du projet du parc de Martissant, ils introduisent progressivement une modification dans les modes de pensée, dans la compréhension de ce qu'on fait dans le projet, du passage des solutions privées à des solutions publiques, de la nécessité de planifier les actions, dans la transmission et la diffusion des informations reçues. »* Ainsi, dans les espaces de parole, c'est toute l'histoire des propriétés boisées de Martissant que les participants ont appris à appréhender en comprenant mieux et plus exactement les étapes de la passation d'espaces privés à un espace public.

Très conscients que le projet du



Affiche de l'organisation FOCUD pour un projet d'électrification, Fontamara, 2009

parc de Martissant les considérait comme des acteurs dans leur communauté et que les échanges n'étaient pas seulement « bèl pawòl » (de belles paroles), les participants ont observé que la communication entre les organisations du quartier à travers les espaces de parole avait permis de diminuer les tensions sociales, les violences diverses, et la peur qui ont régné dans le quartier particulièrement de 2003 à 2007 : « *Le projet du parc de Martissant, c'est une parole qui se réalise et qui produit une rupture dans la stigmatisation du quartier et des organisations de base de Martissant. Les espaces de parole, c'est l'expression de la parole qui remplace la violence. Ça nous a permis de comprendre notre avantage. Ce ne sont pas les armes qui comptent, c'est le démarrage d'actions concrètes même si elles ne sont pas visibles immédiatement, mais ça régularise les comportements à la dérive. Ça nous débarrasse de nos peurs.* »

Enfin les participants ont souligné qu'à travers les espaces de parole et les sessions de formation, ils avaient pu accéder à des informations et à des connaissances qui leur permettaient de sortir de croyances trop générales, et souvent inexactes : « *Ici, c'est l'emploi de paroles appropriées concernant une question. Ici, on trouve toujours une formation, même si on doit attendre. Les espaces de parole, c'est l'occasion d'identifier et d'accepter ce que je ne connais pas. C'est sortir des généralités, préciser, cerner quelque chose.* ».

« Venir pour parler, pour s'informer, pour se former, c'est comme une thérapie : on n'en a pas l'habitude, il n'y a pas d'endroit pour cela. On peut parler de tout si on veut. »

(Une participante)

SYNTHÈSE DES ECHANGES

La méthodologie des espaces de parole a été bien acceptée par les participants. Pour eux, pouvoir s'exprimer, être écouté et respecté leur a permis de sortir de l'isolement et de la stigmatisation. Ils ont très bien compris que ce processus permettait, d'une part de se positionner dans la communauté de Martissant afin d'être partie prenante de la réussite du projet de la création du parc, mais d'autre part, prenait en considération leur existence dans toute sa complexité, en les traitant, dans la plupart des cas pour la première fois, en tant que citoyens haïtiens et citoyennes haïtiennes à part entière. L'intérêt porté aux rencontres et la régularité avec laquelle les gens y ont participé a considérablement rapproché des organisations d'horizons et de sous-quartiers différents qui ne se connaissaient pas autrement que sur la base d'une méfiance réciproque. Les espaces de parole ont normalisé leurs relations, facilité les échanges entre eux et avec l'équipe de la FOKAL, et provoqué une réflexion non seulement sur le projet du parc mais également sur leur histoire, leur vécu et leurs projets.

Les espaces de parole ont donc constitué une véritable caisse de résonance des problèmes du quartier et ont ainsi contribué, grâce à l'accueil au bureau de FOKAL à Martissant, à offrir un cadre ouvert de rencontres, d'échanges et de discussions.

Les participants ont bien compris ce que cet espace qui priorisait la parole et les échanges réglés d'arguments, accomplissait en les invitant à rencontrer l'autre, et à questionner leurs manières de voir respectives. Le programme d'implantation communautaire du projet du parc de Martissant se posait en rupture avec les approches traditionnelles de

dialogue communautaire. En s'appropriant progressivement l'idée du parc, les participants aux espaces de parole ont compris qu'ils se réappropriaient leur propre dignité d'habitants de Martissant et réactivaient leur sentiment d'appartenance à leur quartier. Ils ont aussi intégré que ce processus allait exiger d'eux des changements de comportement individuel et collectif.

Cette sortie de l'isolement a donné aux habitants du quartier le sentiment d'être finalement des acteurs dans la vie de leur communauté. Le futur parc de Martissant est « leur » parc, et cette appropriation qui procure un sentiment de fierté exige aussi un sens des responsabilités.

Les espaces de parole ont aussi porté un éclairage important sur la problématique de l'altérité, c'est-à-dire de la reconnaissance de l'autre dans ce qu'il porte de semblable et de spécifique, ce à partir de quoi peuvent aussi naître les sentiments de solidarité et de compréhension mutuelle. « Découvrir » l'autre, c'est le « reconnaître », et dès lors exister dans une proximité de respect partagé.

GLOSSAIRE

Altérité : Caractère et reconnaissance de ce qui est autre par rapport à soi.

Débattre : discuter en examinant tous les aspects et en acceptant des points de vue différents ou contradictoires, sans violence verbale. Débattre n'est pas combattre.

Échanger : donner, adresser et recevoir en retour; s'adresser mutuellement dans l'écoute attentive.

Écouter : être attentif à ce que l'on entend, à ce qui se dit autour de soi.

Émancipation : action de rendre libre, de s'affranchir d'un état de domination, de dépendance, ou de contraintes morales ou sociales.

Espace de parole : méthodologie de rencontres et de débats en un lieu spécifique ouvert à une communauté à travers ses organisations et ses habitants pour identifier des problèmes communs, analyser les causes et les conséquences, et dans certains cas trouver ensemble des solutions adaptées aux circonstances. Le respect de l'autre et de sa parole est obligatoire et aucune violence verbale n'y est tolérée.

Exclusion : action de mettre dehors, d'isoler, de ne pas accepter, de renvoyer, de ne pas compter sur.

Intolérance : attitude hostile ou agressive à l'égard de ceux dont on ne partage pas les opinions ou les croyances.

Marginalisation : fait d'être marginalisé, c'est-à-dire d'être relégué en marge de la société par les pouvoirs publics, les élites, ou de se situer aux marges de la société par choix.

Parler : exprimer sa pensée par la parole; manifester, communiquer.

Se rencontrer : se trouver en même temps au même endroit et faire connaissance. Établir des relations amicales ou sociales.

Stigmatisation : action de blâmer avec dureté publiquement, de marquer dans un sens dégradant, un individu, un groupe, une communauté.

Tolérer : admettre chez l'autre une manière de penser ou d'agir différente de la sienne; ne pas empêcher, ne pas interdire par indulgence; se montrer compréhensif.

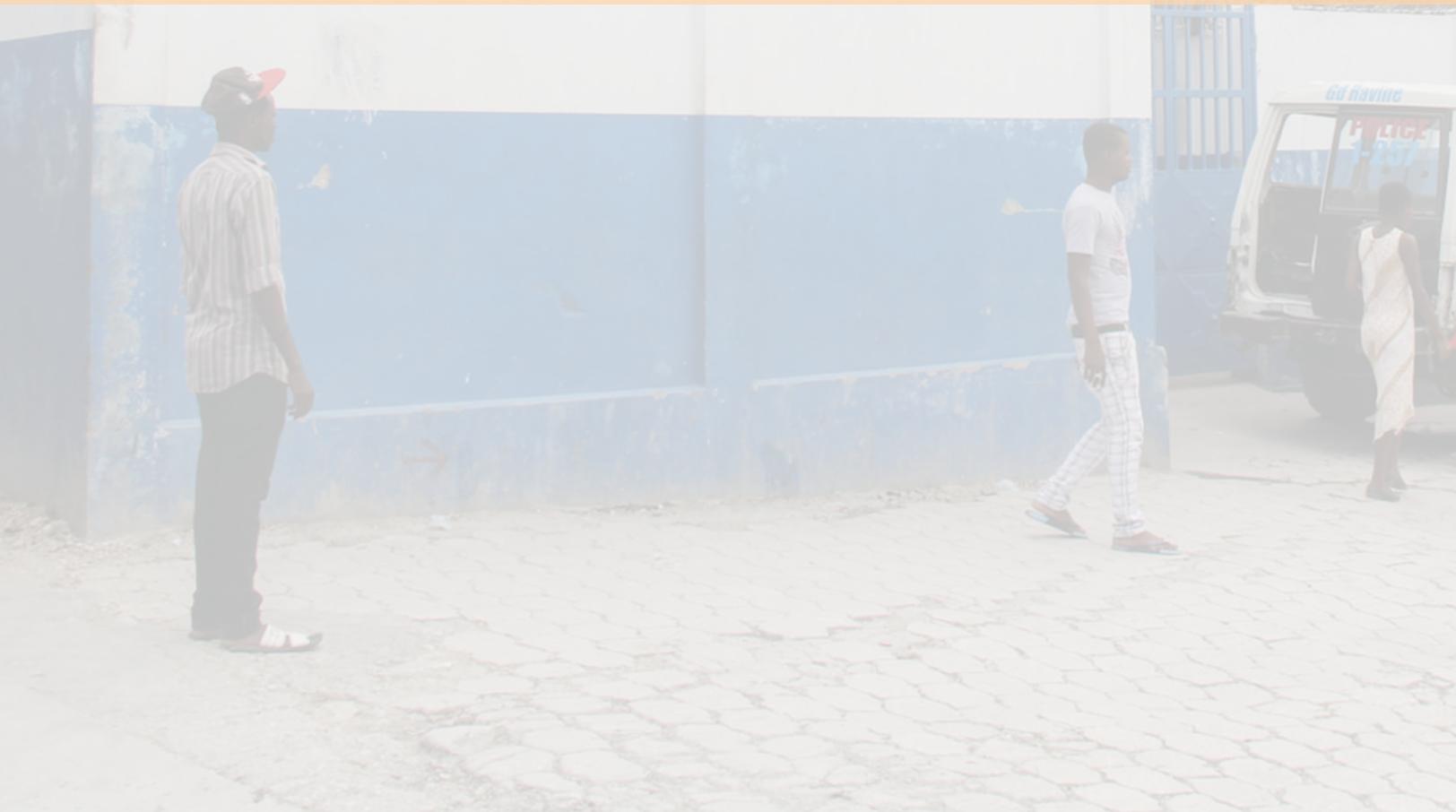
FICHE 3

POLICE NATIONALE D'HAÏTI
SOUS COMMISSARIAT DE GD RAVINE



PROTEGER ET SERVIR

LA SÉCURITÉ



PROBLÉMATIQUE

L'insécurité qui a ravagé pendant presque deux décennies le quartier de Martissant a produit de nombreuses victimes et provoqué une stigmatisation en accentuant la marginalisation de la zone et de ses habitants. Principalement due à la violence urbaine qui caractérise souvent les quartiers précaires ici et ailleurs, elle est presque toujours instrumentalisée par des politiciens comme



Quartier de Soray, petite digue construite devant l'entrée de la maison pour limiter les inondations

moins de pression à des fins inavouées lorsqu'elle n'est pas liée au crime organisé international. En quête permanente d'argent et d'armes, les groupes armés s'érigent en maîtres d'un petit territoire, interdit même à des groupes rivaux contre lesquels ils n'hésitent pas à se battre provoquant ainsi morts, viols, vols, incendies, dont la population fait les frais. La force publique mal entraînée et mal équipée a toutes les peines du monde à en venir à bout, malgré des efforts louables entrepris à certaines périodes où la violence atteignait un niveau paroxystique, exigeant ainsi des interventions plus musclées. Cette violence se caractérise également par une situation d'insécurité au quotidien face à la persistance des cambriolages, du racket et d'autres formes de

crimes qui sont une constante dans le quartier de Martissant.

Dès la chute de la dictature des Duvalier en 1986, les habitants du quartier de Martissant ont de temps à autre été témoins ou victimes de soubresauts de violence, généralement due au climat politique. Cette forme de violence n'est pas propre à Martissant. D'abord, certains quartiers de Port-au-Prince et du pays où vivaient des personnes identifiées à l'ancien régime ont souffert du *déchouquage* et de ses effets. Cette violence dite « sociale et politique » a pris par la suite différentes formes et s'est manifestée au rythme des crises politiques des quinze premières années de la période post-dictatoriale communément appelée période de « transition démocratique », ponctuée de coups d'État militaires et d'élections ratées.

C'est à partir des années 1994 qu'une violence urbaine associée à des gangs armés allait prendre un essor considérable et avoir un impact sur la vie quotidienne de larges secteurs de la population, particulièrement à Port-au-Prince. Les « bases » de ces gangs se sont installées dans les quartiers périphériques de la capitale dont Martissant, Cité Soleil, Bel Air, Delmas 2, Jalousie etc. et mènent leurs actions à l'intérieur de ces territoires mais aussi dans n'importe quel autre quartier, la pratique la plus courante et la plus inhumaine étant le « kidnapping » contre rançon, souvent accompagné de torture, de viol, voire d'assassinat. Il semble évident à en juger par la mise à nu de certains réseaux par la Police Nationale d'Haïti, secondée par les soldats étrangers de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), qu'il existe des liens entre ces groupes armés et d'autres secteurs bien plus aisés de la population, quoiqu'il soit encore difficile d'identifier de manière précise toutes les sources qui fournissent armes, munitions et argent aux gangs. Il est donc aisé de croire

qu'ils n'agissent pas seulement pour leur propre compte, ce qu'ont démontrées plusieurs études réalisées sur la violence urbaine en Haïti et dans d'autres pays.

Lorsque le projet du parc de Martissant a été implanté en 2008 par la FOKAL, la communauté en a été informée par des réunions publiques et des visites du quartier. La question de la sécurité a été immédiatement choisie comme thème central dans les débats, formations et espaces de parole qui se sont tenus avec les organisations et les habitants du quartier. De l'avis des participants, tout se passait comme si la vie normale du quartier avait dû être mise entre parenthèses depuis près de deux décennies, sans que personne ne parvienne à entrevoir par quels moyens sortir de la violence, de l'exclusion et de la stigmatisation. Or la reprise d'une vie sociale normale, désirée par une large partie de la population, reposait d'abord sur l'éradication de la peur créée par l'insécurité quotidienne.

Le projet du parc de Martissant impliquait de manière impérative pour son développement et son fonctionnement le retour à un niveau de sécurité acceptable, et une normalisation des rapports entre les sous-quartiers. Les équipes de la FOKAL, pour mener à bien le projet, devaient pouvoir se rendre sur le terrain chaque semaine. De plus, l'attrait du parc pour les futurs visiteurs, touristes locaux ou étrangers, reposait sur la possibilité pour eux d'avoir accès au quartier et au parc en toute sécurité. Ils devaient pouvoir se promener, se détendre, s'instruire, faire le tour des lieux, jouir de la beauté de la nature et de sa mise en valeur sans éprouver la moindre peur ou être victime de la moindre agression. Poser la sécurité comme facteur essentiel de la réussite du projet du parc de Martissant, c'était donc provoquer chez les participants aux espaces de parole, et par extension chez les habitants du quartier, un

sens des responsabilités et une détermination à s'engager à combattre l'insécurité. Ce processus a induit une prise de conscience citoyenne en même temps qu'un sentiment d'appartenance au quartier.

L'implication des services publics tels que la Police nationale d'Haïti (PNH), le Ministère des Travaux Publics, Transports, Communication et Énergie (MTPTCE) principalement à travers l'Électricité d'Haïti (EDH), la Direction Nationale de l'Eau Potable et l'Assainissement (DINEPA), le Service d'entretien des équipements urbains et ruraux (SEEUR), et le Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS), reste et demeure un facteur déterminant pour le maintien de la sécurité dans le quartier. Cependant cette implication ne peut se passer, pour réussir, d'un travail communautaire.

Si l'aspect qui a dominé la réflexion et les débats sur la question de la sécurité a été axé principalement sur la violence liée au banditisme et à l'action des gangs armés, les problèmes découlant de l'insécurité générale du quartier ont aussi été abordés. En effet, le mode d'occupation des sols et de l'espace sur des terrains à forte déclivité, dans des ravins, sur des sols impropres à la construction, même d'habitats précaires, a conduit à toutes sortes de risques environnementaux : glissements de terrain entraînant la destruction de maisons et souvent la perte de vies humaines, effets dévastateurs des cyclones et des tremblements de terre, absence ou mauvaise qualité des services publics causant des accidents tels que l'électrocution, les incendies, les maladies vectorielles etc. A noter que FOKAL a mis en œuvre deux programmes dans le quartier à la suite de ces discussions : le programme de gestion de déchets et celui de santé/droits. Cependant, la fragilité environnementale reste et demeure une préoccupation majeure dans le quartier comme dans le pays tout entier.

PAROLE DES PARTICIPANTS

« On a tous été victimes pendant cinq ans. Dès qu'on disait Martissant, c'était comme si on était infecté ! ».



Poteau électrique sur la route des dalles

Venir à bout de l'insécurité a été la première exigence admise par l'ensemble des participants pour que le projet du parc de Martissant devienne réalité. En même temps, la mise en œuvre du projet a coïncidé avec une diminution des violences diverses et un accès possible aux sites du parc, principalement au bureau qui reste ouvert à la population. « Imposer la sécurité c'est ne plus accepter ce qui se passe mais c'est aussi parler du projet du parc de Martissant. La sécurité, c'est aussi la communauté qui s'implique dans la réalisation du projet. » Il est

certain que la diminution de la violence dans le quartier ne peut être seulement attribuée à la prise de conscience de ses habitants et aux effets rassurants des espaces de parole, mais on ne peut nier en même temps l'importance que le projet du parc et les nombreux échanges avec les résidents ont eu sur le sentiment d'apaisement général du quartier. Il est vrai aussi qu'à partir de la fin de l'année 2007, les pouvoirs publics ont lancé une offensive contre les gangs armés dans les quartiers où la criminalité avait atteint un niveau intolérable, avec plus ou moins de succès. Cela n'a pas empêché qu'il y ait de temps à autre une reprise du banditisme urbain même de courte durée.

Les moyens pour parvenir à l'implication de la communauté ont été également passés en revue. A plusieurs reprises, la création de comités de quartier ou brigades de vigilance a été évoquée, mais les risques liés à cette solution (recrutement, contrôle des agents de nuit, possibilité d'être assimilés à des milices en marge de la Police nationale et de l'État) ont été analysés et cette solution n'a pas été retenue. En revanche l'implication des organisations de la zone, travaillant de concert avec les services publics, semble être la solution la plus viable. Les organisations du quartier en effet sont censées représenter la communauté et, pour la majorité de la population, la sécurité est la condition de la reprise des activités et de la stabilité de la vie sociale. « La population doit savoir comment agir, et les organisations doivent l'aider en ce sens car toutes les interactions ont à voir avec elles. L'environnement est naturel mais aussi social. Le calme est apparent. Les organisations sont encore trop peu organisées car ce serait leur rôle d'assurer la sécurité dans les quartiers. »

L'enfermement et la peur ont été fréquemment présentés comme des attitudes qui renforcent le sentiment d'insécurité, et l'alimentent en

fragilisant les individus. « *On a trop d'ignorance et on doit sortir de cet état. Si quelqu'un dit que l'insécurité, c'est-à-dire le fait de ne pas pouvoir sortir, aller acheter à manger, étudier, rentrer le soir chez soi, ça n'a pas d'effet sur lui, c'est comme s'il n'est pas un être humain. Quand les gens armés passaient, je me sentais envahie par toutes les maladies, c'est comme si j'étais déjà dans mon cercueil !* »

Les participants ont tous évoqué la nécessité de se mettre ensemble pour chercher les meilleures solutions, les penser et les mettre en pratique. « *La sécurité c'est la citoyenneté. On n'a pas la sécurité parce qu'on ne veut pas se mettre ensemble. On a un problème de peur à nous engager collectivement.* »

L'absence des services publics et des règles d'urbanisme relatives à la construction dans ces quartiers a aussi été considérée comme facteur d'insécurité. « *L'insécurité physique, habitat, voies d'accès, c'est le résultat de l'impuissance de l'État et de l'ignorance de la population. En ignorant les risques, on ne peut pas prévoir les catastrophes et on ne peut pas prendre les bonnes décisions. C'est l'État qui doit alerter sur ces questions là.* »

Les participants ont longuement insisté sur l'importance de l'éducation des enfants dans leurs familles respectives, et constaté que la situation économique, qui oblige les parents à être hors de chez eux toute la journée, explique en partie le fait que les enfants, laissés à eux-mêmes, risquent alors de devenir sujets de manipulations ou de mauvaises influences. « *L'insécurité vient aussi de la démission des parents qui sont en situation sociale difficile. La famille est démantelée et les enfants sont livrés à eux-mêmes. L'école complète mais ne remplace pas la famille. La source de l'insécurité c'est aussi la baisse de l'éducation dans les familles, les enfants sont élevés sans guide et les jeunes ne trouvent pas de formation professionnelle.* »

Cependant, les participants ont admis à presque l'unanimité que la pauvreté et l'absence d'emploi n'entraînaient pas nécessairement les mauvaises conduites et n'obligeaient pas à chercher l'argent facile ou les armes, ou à devenir membre ou chef de gang : « *Je ne crois pas que ceux qui sont violents c'est parce qu'ils n'ont pas d'argent. Il y a des gens dans la misère noire qui gardent leur personnalité, leur dignité et qui ne prennent pas les armes pour autant. Ceux qui sont les plus méchants dans les gangs, si vous allez chez eux, vous voyez qu'il n'y a pas de misère.* »

Dans l'ensemble les participants ont exprimé un besoin urgent d'apaisement social pour sortir d'une atmosphère de peur qui paralyse la vie quotidienne. Ils maintiennent que le projet du parc de Martissant est l'une des causes de l'accalmie constatée depuis son implantation, d'autant qu'il sollicite leur participation. « *L'apaisement social, c'est la sécurité dans les quartiers, même si les réalisations du parc avancent lentement.* »

***Ce n'est pas l'espace haïtien qui est le problème, c'est nous le problème !
La sécurité devrait être le résultat du rayonnement des organisations du quartier et de la sensibilisation citoyenne.
(Deux participants)***

SYNTHÈSE DES ECHANGES

Question très sensible pour tous les participants, la sécurité a été d'emblée abordée comme une question majeure, condition de la réalisation du projet du parc de Martissant, mais aussi condition de la reprise d'une vie normale dans le quartier : circulation diurne et nocturne, petit commerce, fréquentation scolaire,

activités sociales et culturelles diverses. Au plan psychologique, la diminution des tirs de jour comme de nuit et des agressions violentes représentent la condition principale d'une relance normale de la vie familiale et sociale à laquelle la plupart des gens aspirent.

La question a donc été débattue sous plusieurs angles mais le projet du parc de Martissant a été perçu comme ayant facilité l'accalmie constatée en permettant aux habitants de jeter un autre regard sur leur quartier, et d'avoir de nouvelles motivations et aspirations. La baisse de violence a aussi occasionné la reprise de certaines activités suspendues antérieurement à cause de la recrudescence des actes de banditisme.

Les participants sont également tombés d'accord sur la nécessité de constituer une alliance entre les services publics particulièrement la PNH, les organisations de la zone et les habitants du quartier pour que la sécurité soit le plus stable possible, non seulement dans le parc et dans les abords du parc mais aussi dans tout le quartier. Ils ont insisté sur l'importance de la présence des services publics pour la fourniture d'électricité (EDH) et la construction de voies d'accès (MTPTCE), ces dernières souvent inaccessibles et plongées dans l'obscurité constituant ainsi un refuge pour les voleurs ou les bandits. Les organisations ont réalisé l'importance pour elles de s'impliquer dans des projets collectifs, même si elles n'arrivent pas encore à concevoir ensemble les voies et moyens pour le faire.

Il a été admis qu'il n'y a pas de liens nécessaires entre l'extrême pauvreté et le banditisme. Tous les pauvres n'y sombrent pas. D'où l'importance des formations à la citoyenneté qui permettent de mieux saisir les droits et les devoirs et, en ce sens, aiguissent la réflexion sur les nécessaires changements de comportement et l'importance de l'engagement citoyen.

GLOSSAIRE

Argent facile : argent qui n'est acquis ni par le travail ni selon des voies légales normales, argent acquis généralement de manière illicite.

Confiance : sentiment de sécurité qui permet à quelqu'un d'éprouver de l'assurance envers quelqu'un d'autre ou envers un groupe, sans risque d'être trompé.

Insécurité : situation caractérisée par des dangers réels, matériels ou sociaux : absence d'électricité, voies d'accès non praticables la nuit, absence de centres de santé accessibles, risques de violences de toutes sortes.

Peur : sentiment de forte inquiétude, phénomène psychologique d'ordre affectif, difficilement contrôlable éprouvé par une personne qui a conscience d'un danger réel ou imaginé, ou d'une menace.

Sécurité : situation dans laquelle on n'est exposé à aucun danger, à aucun risque d'agression physique, d'accident, de vol, de viol, de détérioration de l'environnement en général.

Traumatisme : trouble physique et psychique provoqué par un choc, une lésion ou une émotion violente. Évènement à forte portée émotionnelle qui entraîne des troubles psychiques ou somatiques par suite de l'incapacité à y répondre immédiatement de manière adéquate.

Violence : force brutale, physique ou mentale, exercée sans retenue et dépassant les limites du supportable.

FICHE 4

LA SALUBRITÉ



PROBLÉMATIQUE

Dans le cadre du projet du parc de Martissant, la question de la salubrité a été retenue par les participants aux espaces de parole comme étant la seconde priorité du quartier, après la sécurité. La salubrité se rapporte au milieu de



Travaux de nettoyage dans le parc de Martissant, 2009

vie dans lequel évolue une population. Un quartier ou une ville sont salubres lorsque des mesures d'hygiène publique de base sont prises au bénéfice de tous les habitants qui peuvent alors jouir de conditions de vie favorables au maintien d'une bonne santé. La salubrité représente donc un élément constitutif d'un environnement sain. En touchant au milieu de vie et à la santé des habitants, la salubrité touche également à leur sentiment de dignité et à la fierté qu'ils éprouvent pour leur quartier et leur habitat.

La gestion des déchets produits quotidiennement par tout regroupement humain s'avère absolument nécessaire au maintien d'un cadre de vie relativement salubre. Son absence aura de graves

conséquences sur la santé de la population, l'état des infrastructures et l'environnement. Le ramassage des déchets avec régularité, quartier par quartier, relève d'un service public qui tout en maintenant un niveau constant de propreté permet aux citoyens d'avoir un autre regard sur les responsabilités de l'Etat envers eux.

A Port-au-Prince, le service public préposé au ramassage des déchets, le Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS) n'a jamais pris en compte le quartier de Martissant dans sa partie sud, dans le circuit urbain établi pour le ramassage des ordures. Pendant de longues années, ce quartier tout proche du centre ville de la capitale n'a jamais bénéficié de ce service. Deux prétextes ont prévalu pour expliquer cette défection : la violence qui en avait fait un quartier dit de « non droit », et la densité des constructions anarchiques dans des corridors et rues étroites qui rend difficile voire impossible le maniement

des camions préposés au ramassage.

Cependant, la question de la salubrité ayant fait l'objet de nombreuses discussions dans les espaces de parole, FOKAL a profité d'un appel à propositions de projets lancé par l'Union Européenne pour soumettre un projet de gestion des déchets solides dans le quartier de Martissant. En 2010, FOKAL a obtenu un financement de trois ans de l'Union Européenne, et la mise en œuvre du projet a été lancée quelques mois après le tremblement de terre. Les objectifs étaient clairs. Il s'agissait de sensibiliser, d'organiser et de former la communauté autour de la question des déchets, et d'amener le SMCRS à prendre du service à Martissant pour la première fois

depuis vingt cinq ans, en procédant à la collecte trois fois par semaine. Le projet devait également établir une relation avec la mairie de Port-au-Prince sur cette problématique. La stratégie a privilégié la formation de « noyau de familles mobilisatrices » choisies pour leur engagement dans le quartier, leur leadership et leur capacité à convaincre leurs voisins de s'engager également dans le tri et le ramassage des ordures ménagères. Tout un travail de sensibilisation, de formation et de distribution de poubelles a été réalisé également dans les écoles du quartier pour amener les élèves, les professeurs et les parents à mieux comprendre la problématique de la salubrité et son incidence sur la santé et l'environnement. Des micro-entreprises ont été créées à partir du tri des déchets et la récupération d'éléments utiles, pour la fabrication d'objets tant à usage domestique que pour des buts décoratifs.

Grâce au projet du parc de Martissant et aux espaces de parole, les habitants du quartier ont compris qu'il était indispensable d'assainir leur quartier et de maintenir les voies d'accès au parc propres. Le projet de gestion des déchets solides a permis de concrétiser cet objectif non seulement par la mobilisation autour de la salubrité, mais en faisant en sorte que le service public desserve finalement un quartier important de Port-au-Prince.

PAROLE DES PARTICIPANTS

Au cours des échanges qui ont eu lieu dans les espaces de paroles, les participants ont tout de suite épinglé l'état d'insalubrité de leur quartier qu'ils ont jugé inadmissible. Ils ont également noté et insisté sur l'absence de services publics dévolus au ramassage des déchets avant le programme mis en œuvre par FOKAL et reconnu en même temps leur part de responsabilité dans la dégradation de

l'environnement : ordures jetées n'importe où, fatras brûlés sans tri, n'importe où, n'importe quand sans trop s'inquiéter des effets négatifs sur la santé et l'environnement. « Nous avons une responsabilité dans la dégradation de l'environnement : déboisement, non-gestion des fatras, pollution par émission de dioxyde de carbone due au manque d'entretien des machines. Nous avons appris que les fatras récupérés et triés peuvent produire de l'énergie et aussi entrer dans la fabrication d'objets destinés à plein d'autres usages. Mais, l'accumulation des fatras peut être aussi une cause d'abandon du quartier. La gestion des fatras peut en revanche permettre de développer un sentiment d'appartenance à son quartier et de travailler à son embellissement. »

Etant pour la plupart membres d'organisations de base, les participants ont senti qu'ils devraient s'impliquer dans l'assainissement de leur quartier. « C'est le travail des organisations de base de se regrouper et de faire une sensibilisation permanente dans les quartiers avec les élus locaux, et de mettre en place un dialogue communautaire permanent. Cela nous revient d'organiser des équipes d'assainissement. »

La réflexion sur la salubrité s'est élargie et les échanges entre les participants ont porté sur les constructions anarchiques du quartier, érigées sans aucune norme dans l'agencement de l'espace, sans aération, et sur les voies d'accès, souvent réduites à des corridors tout simplement étroits où la collecte des déchets par les camions du service public s'avère impossible. « Nous ne devrions pas construire dans une ravine ni sur l'emplacement d'une source, ni sur un terrain en pente; nous devrions pouvoir nous occuper des canalisations pour l'écoulement des eaux usées. Il y a des liens très serrés à établir entre les constructions anarchiques et la difficile gestion des fatras, surtout à cause de l'absence de voies d'accès. »

Les participants ont également établi des relations entre la salubrité et leur sentiment d'appartenance à un quartier auquel ils restent attachés et qu'ils ne veulent pas

quitter nécessairement. Selon eux, la salubrité implique un changement dans les pratiques quotidiennes de chacun pour maintenir la propreté du quartier. *«La salubrité, c'est une question de sensibilisation pour un changement de comportement. Notre petite communauté, on peut y faire quelque chose de bien, on peut la rendre normale, on peut la rendre propre, et les organisations de base peuvent jouer leur partition : yo ka jwe patisyon yo ! »*

Les échanges entre les participants ont cependant toujours mis l'accent sur la responsabilité de l'État. La gestion des déchets, leur tri et leur ramassage ne constituent pas un problème propre seulement à Haïti. Ce problème existe partout au monde et en général sa gestion est sous la responsabilité des services publics. *«C'est l'État qui doit assurer le ramassage des fatras. Il faut mettre l'État en situation d'obligation, sinon on ne change rien, se lave men siyé atè (« se laver les mains puis les essuyer sur le sol »). La responsabilité de l'État doit être concrète. On doit exiger les services de l'État, SMCRS, mairie, pour le ramassage des fatras. Il faut impliquer davantage les institutions et les services publics. »*

Les participants ont tous admis sans réserve que c'est l'arrivée du projet du parc de Martissant qui a ouvert le débat sur la question de la salubrité et a permis d'en discuter librement. Le futur parc ne pourra pas imposer à ses visiteurs un environnement insalubre. *«Il faut aussi une volonté politique de changer l'environnement pour le regard des visiteurs du parc. Bote peyi a se nou-menm ki pou asire l ! (La beauté du pays, c'est à nous de la mettre en valeur !) »*

« La salubrité c'est à la fois la santé et la dignité. La gestion des déchets, c'est une question d'éducation et de discipline. »

(Un participant)



Camion du SMCRS dans le quartier de Martissant, les habitants viennent déposer leurs déchets, 2013

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Les échanges ont été très animés car la question de la salubrité et de l'environnement est très sensible dans des quartiers où les espaces privés sont rares et où la propreté et l'hygiène sont difficiles à maintenir, faute d'espace, faute de règles à suivre et surtout faute de commodités de base telles que l'eau et l'électricité.

Il a donc été très intéressant de voir que les participants s'impliquaient personnellement, remettaient en cause leur propre comportement, et ne se contentaient pas seulement de signaler les manquements de l'Etat et l'absence des services publics. Pour eux, leur implication personnelle dans la recherche de solutions au problème allait de soi. Mais ayant bien conscience que les changements de comportement individuel ne sont pas faciles et ne sauraient se faire du jour au lendemain, ils ont insisté sur le travail de sensibilisation citoyenne que leurs organisations de base respectives devraient mener dans le quartier avec plus d'intensité. Ce travail communautaire, selon eux, est essentiel et doit être complémentaire à celui des services publics. Le cheminement de la réflexion a donc conduit à une prise de conscience du rôle que la responsabilité et la mobilisation citoyennes

peuvent jouer dans un quartier tel que Martissant, en proposant des solutions concrètes à des problèmes qui concernent tous les habitants. Il ne suffit pas de porter la responsabilité ailleurs, mais de s'engager individuellement et collectivement. Le service public ne pourra qu'être plus efficace lorsque les organisations du quartier jouent un rôle de leadership et veillent à ce que l'intérêt de la communauté soit préservé. Les changements de comportements souhaités peuvent ainsi être garants de résultats durables au bénéfice de tous.

GLOSSAIRE

Déchets solides : *fatras, rejets, immondices, ordures produits chaque jour, liés à la consommation individuelle et familiale. Le tri des déchets solides permet de la récupération pour la fabrication d'objets ou la production d'énergie.*

Hygiène : *règles de propreté de base et de désinfection du corps et des lieux d'habitation des individus. Ces règles protègent la santé.*

Projet collectif de quartier : *projet élaboré par plusieurs organisations de base d'un même quartier pour la réalisation collective d'une action visant l'amélioration des conditions de vie de la communauté, à revendiquer leurs droits et à exiger de l'Etat des services publics.*

Salubrité : *ce qui est favorable à la santé et qui préserve des maladies endémiques et contagieuses. Les mesures de salubrité publique ont pour objectif de créer un milieu de vie favorable à la santé des habitants.*

Voies d'accès : *ensemble de rues, routes, avenues, chemins, ruelles, corridors, escaliers, ponts qui forment une trame viaire et permettent la circulation piétonne ou automobile dans un quartier. Lorsque les voies d'accès sont encombrées (vendeurs et marchandes, ordures ménagères, véhicules abandonnés, amas de sable, de ferraille, etc.) elles deviennent insalubres, dangereuses et constituent des risques de circulation.*

FICHE 5



ENVIRONNEMENT ET SÉISME



PROBLÉMATIQUE

Dès le lancement du programme « Implantation communautaire » et la réalisation des premiers « Espaces de parole », la question environnementale a été posée dans toute sa complexité et dans sa relation au projet du parc de Martissant, incluant les thématiques de la sécurité, de la salubrité, de l'habitat et des modes de construction, du déboisement, de l'érosion, de l'eau, des voies d'accès, de l'hygiène et de la qualité de vie, des services publics. Tous ces thèmes ont fait l'objet de vives discussions. Les participants ont compris que l'appropriation par eux du projet du parc exigeait des changements de comportement et une compréhension plus réelle de ce qu'est l'espace public. Ils ont été très assidus et montré un



Carrière de sable à Martissant, 2009

intérêt constant pour ces thématiques qui concernent la vie quotidienne de leur quartier. Le séisme du 12 janvier 2010 a révélé dans toute son acuité la fragilité environnementale dans laquelle vivent la majorité des habitants de Port-au-Prince y compris ceux de Martissant. De même, l'ampleur de la catastrophe a aussi montré l'absence de prise en compte de mesures de prévention susceptibles de limiter les dégâts et de sauver des vies humaines. Le nombre élevé de victimes et de personnes disparues, la destruction de maisons construites anarchiquement dans les ravins ou sur des pentes abruptes, l'immobilisme de l'État face à la catastrophe et la non-coordination de l'aide humanitaire qui a afflué tout de suite après le séisme, ont ravivé les discussions sur la nature de cette catastrophe vis-à-vis de laquelle personne n'était préparée, et sur la nécessité d'envisager des mesures de prévention. Haïti se trouve située sur plusieurs failles sismiques et sur le chemin des cyclones. La population doit être le mieux informée possible et développer des réflexes pour être mieux préparée en cas de catastrophe.

Il convient de souligner l'impact traumatique dévastateur que le séisme a eu au plan psychologique chez ceux qui y ont survécu et qui doivent, entre autre, compter les disparus et les morts sans sépulture. Les conséquences se feront encore sentir pendant longtemps.

Environnement et séisme ont donc partie liée dans la mesure où les fragilités d'un environnement négligé peuvent devenir en quelques secondes la cause de drames durables voire irréparables. La problématique de l'environnement et les explications relatives au séisme ont donc démontré tout l'intérêt qu'il y avait à anticiper les problèmes, d'abord en comprenant bien les causes et conséquences, à plus forte raison dans un contexte où les recours sont encore trop rares.

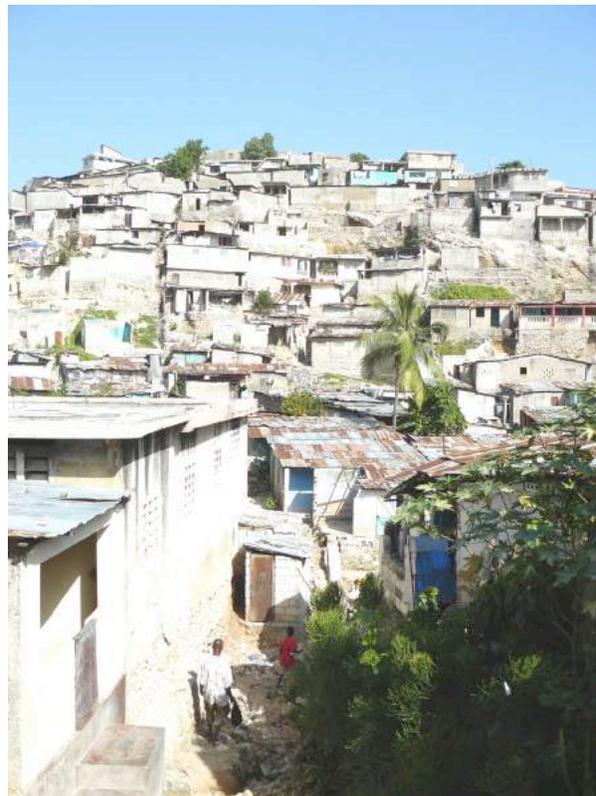
PAROLE DES PARTICIPANTS

Les échanges entre les participants se sont longuement arrêtés sur le séisme du 12 janvier 2012 et ses tragiques conséquences sur leur environnement. Les habitants du quartier sont conscients qu'ils portent et qu'ils porteront encore longtemps les traces laissées par la catastrophe. Nombreux sont ceux et celles qui ont pu verbaliser au cours des espaces de parole et les autres rencontres organisées après le séisme, le récit de ce qu'ils/elles ont vécu, les circonstances dans lesquelles ils se trouvaient, la vision des morts, la recherche des disparus. Ce besoin de dire était important et chacun racontait son expérience dans un mélange de peur, de tristesse, de résignation, mais aussi de reconnaissance d'avoir survécu. *« Tout le monde a été traumatisé. Nou pa wè devan, nou tounen dèyè nèt ! (On ne voit plus l'avenir, on est retourné en arrière) Les espaces de parole nous ont permis d'écouter les récits des autres, et c'était important pour chacun de nous. »*

A partir de leurs récits, il a fallu expliquer, donner les informations scientifiques sur ce qu'est un tremblement de terre, le plus simplement et le plus précisément possible afin de mettre à distance l'explication religieuse, la punition de Dieu, qui semblait être l'explication la plus couramment proposée comme cause première de la catastrophe. Il va sans dire que les prières et les chants collectifs ont été d'un grand réconfort en ces instants de perte totale de repères, mais il fallait en même temps faire la part des choses. *« Nous avons appris qu'un séisme est un phénomène qui se rapporte à la nature, avec des causes scientifiques, et non pas à la religion, à la colère de Dieu. »* Cette compréhension a mené progressivement à la prise en compte de la nécessité d'envisager des mesures minimales de prévention. *« Les explications sur le séisme nous ont permis d'apprendre quelques principes concernant la*

survie et les secours dans nos habitats précaires. Les mesures préventives à prendre sont des normes qui devraient être imposées par les services publics et l'État. »

Les participants ont également constaté qu'ils avaient pu tirer des leçons de la catastrophe. *« Ce qu'on a appris du séisme et qui est positif, c'est que la bonne volonté est insuffisante, qu'il faut mettre l'accent sur la formation, sur les stratégies de prévention, et le dialogue communautaire. »* Ils ont aussi noté qu'ils avaient observé de nombreuses formes de solidarité réelle, tant de la part de leurs proches que des étrangers. *« Le séisme nous a aussi appris ce que c'était que la solidarité pas seulement internationale mais aussi communautaire. Le 12 janvier 2010, il n'y a eu ni riches ni pauvres ! »*



Quartier de Ti Bwa, 2008

L'importance de la responsabilité de chacun de changer de comportement, de respecter et de faire respecter les règles relatives à l'habitat et à l'urbanisme autant par les habitants que par l'État, a été soulignée à maintes reprises. Le constat est toutefois fait que même lorsque les conditions actuelles de logement dans les quartiers précaires augmentent les risques de pertes en vie humaine en cas de catastrophe naturelle, le processus de changement sera long et difficile.

La discussion sur le séisme et ses conséquences a été l'occasion de revenir sur la question des déchets qui jonchent toutes les rues et les ravins du quartier, auxquels viennent s'ajouter maintenant les débris du tremblement de terre. *« Notre environnement actuel c'est la visibilité des fatras et des débris ! Les fatras c'est un problème récurrent : où les jeter ? Quand les jeter ? Où les entreposer ? C'est un problème qui relève à la fois de la discipline privée et de la discipline de l'État, mais au final, c'est notre responsabilité. »* Suite au séisme, il faut par ailleurs ajouter aux déchets ménagers tout ce que le tremblement de terre a entraîné comme débris de toute sorte, conséquence de l'effondrement des bâtiments.

Vivre dans un environnement insalubre contribue à la dégradation du cadre de vie dans son ensemble, jusqu'à provoquer des attitudes et des comportements agressifs. *« La propreté contribue à l'apaisement social, la saleté à l'agressivité. »* Ces réflexions ont conduit à de vifs échanges sur l'éducation et la citoyenneté : *« On n'éduque pas les élèves comme des citoyens. L'éducation devrait porter davantage sur les conséquences des actes que sur les interdits. Par exemple, le secourisme devrait faire partie des programmes scolaires, et les radios devraient avoir des émissions sur l'éducation civique, les droits et les devoirs. »* Et le constat récurrent : *« Il nous faut changer nos habitudes et notre vision de la vie. »*

*« Nous ne sommes ni fautifs ni méchants : nous n'avons pas mérité le séisme »
(Un participant)*

SYNTHÈSE DES ECHANGES

Les participants ont longuement échangé sur leur vécu quotidien et sur les conséquences du tremblement de terre. L'importance d'une explication claire et scientifique du séisme a été soulignée et a permis de mieux comprendre les relations entre la précarité de l'environnement de leur quartier et l'étendue du désastre. Les discussions ont aussi tourné autour des mesures de prévention que chacun devrait connaître afin de pouvoir intervenir en cas de catastrophe et de limiter ainsi le nombre de morts, handicapés, blessés et disparus.

Si en posant la relation entre environnement et séisme, le problème des fatras a été une nouvelle fois épinglé comme principal obstacle actuel à l'hygiène publique de leur quartier, la participation de chacun, en tant que citoyen habitant du quartier, a aussi été évoquée comme une condition importante de la revitalisation urbaine de Martissant. L'intervention des services publics demeure indispensable mais la participation citoyenne en rend l'efficacité maximale.

Les débats sur le séisme ont également atténué le poids des croyances religieuses qui avaient provoqué un sentiment de culpabilité chez la plupart des participants, et dans la population en général. Les cris de « Jésus ! », les prières et les chants qui se sont fait entendre partout, tout de suite après le tremblement de terre émanaient d'un désir

d'obtenir l'intervention de Dieu devant l'ampleur du désastre et le sentiment accablant d'impuissance. Il était important d'évoquer ces questions même lorsque le but de la discussion n'était pas de combattre les croyances religieuses, mais de mettre dans la balance des explications scientifiques susceptibles d'atténuer le sentiment de culpabilité et de rompre avec la cause univoque de la catastrophe.

Il convient également de noter que tous ceux qui ont participé aux sessions qui ont tout de suite suivi le tremblement de terre ont insisté sur l'immense bénéfice qu'ils ont tiré de pouvoir s'exprimer sur leur vécu et d'avoir eu l'occasion d'écouter le récit des autres.

GLOSSAIRE

Déboisement: dégarnir un terrain de ses arbres, une région, une montagne, de ses bois, de ses forêts. Le déboisement expose à l'érosion.

Développement durable: stratégie qui vise à créer un meilleur équilibre entre l'homme et son environnement naturel et qui inscrit ce processus dans la durée. Le développement durable est souvent défini comme un développement qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la capacité de générations futures à répondre aux leurs.

Ecosystème : système d'organismes vivants en constante interaction dans leur environnement physique ; milieu naturel.

Énergies renouvelables: énergies venant de sources naturelles qui ne s'épuisent pas : le soleil, le vent, la mer, la terre.

Epicentre: point de la surface terrestre où un séisme a eu la plus forte magnitude.

Environnement : ensemble des conditions naturelles et sociales dans lesquelles les êtres vivants évoluent.

Érosion : ensemble des actions externes qui provoquent la dégradation progressive du relief et de

l'écorce terrestre par les eaux, le vent et d'autres agents atmosphériques.

Habitat : ensemble de conditions relatives au logement dans l'aire où vit une population.

Habitat anarchique: construction de logements qui ne suit aucune règle d'urbanisme ni de choix de matériaux, et qui se développe dans le désordre sans intervention de l'État ou d'une autorité publique. Installations de squatters sur des terrains peu propices à l'habitat.

Plaque tectonique : couche de l'écorce terrestre qui subit des déformations et des dislocations au moment d'un tremblement de terre ou d'une éruption volcanique.

Prévenir : aller au-devant de quelque chose pour l'empêcher de se produire, en prenant les précautions, les mesures nécessaires. Les mesures de prévention doivent suivre des règles précises.

Raz de marée / tsunami (terme japonais) : vague isolée, très haute et dévastatrice, d'origine sismique ou volcanique, qui envahit profondément l'intérieur des terres.

Réplique : secousse secondaire faisant suite à la secousse principale d'un séisme.

Richter : sismologue américain (1900 – 1985). Il a conçu l'Echelle de Richter (1935) qui comporte neuf degrés permettant de déterminer l'intensité et la magnitude d'un séisme.

Séisme : tremblement de terre dû à des secousses brusques des plaques tectoniques de l'écorce terrestre, entraînant des destructions plus ou moins graves. La date et l'heure d'un séisme ne peuvent pas être prévues.

FICHE 6

LES SERVICES PUBLICS



PROBLÉMATIQUE

Les services publics relèvent de la capacité de l'État à satisfaire certains besoins sociaux et vitaux de la population, dont les principaux sont l'accès à l'électricité et à l'eau potable, l'assainissement et la voirie, la sécurité et le traitement de l'espace public. Les services publics prennent aussi en compte les services sociaux de base que sont l'éducation, la santé, les transports et la communication. Ces services qui émarginent au budget de l'État et

et le bien-être de la collectivité en lui offrant des services de base qui sont d'intérêt public. C'est là le principe des devoirs et des droits du citoyen.

Dans les espaces de parole traitant de ces thématiques, les participants ont surtout mis l'accent sur l'absence de services publics dans le quartier de Martissant, ou de leur non-efficacité lorsqu'ils existent. Selon eux, le mauvais état de leur quartier est en grande partie dû à l'absence de l'État. Ils éprouvent même un sentiment d'abandon de l'État. Les



Fontaine d'eau à Crepsac, 2008

font partie des dépenses publiques visent à faciliter la vie collective, à protéger la communauté en assurant la prévention des risques majeurs et à satisfaire aux besoins de base de la population. Le budget de l'État est alimenté par les taxes et impôts que paient les citoyens-citoyennes contribuables dans toute transaction économique et financière, et en retour l'État assure le bon fonctionnement

services de base tel que le ramassage des déchets, l'eau potable, l'électricité, les centres de santé, les écoles publiques, la sécurité, sont quasi-inexistants. La population est ainsi obligée de se débrouiller comme elle le peut, souvent par des moyens extra-légaux pour obtenir un service médiocre. Les élus locaux que sont les Conseils d'administration de la section communale (CASEC) et les Assemblées

de la section communale (ASEC), que les habitants considèrent comme des « passerelles étatiques » entre la communauté et l'État central, n'ont aucun pouvoir réel et aucun moyen de fournir des services à la population qui a voté pour eux.

Cependant, le projet du parc de Martissant a permis de relancer le débat sur les relations de la communauté avec les services publics. Le parc étant un espace public, son fonctionnement doit éventuellement élarger au budget de l'État. Cette entrée en matière a porté la réflexion sur la nécessité d'établir des relations continues avec les services publics afin de répondre aux besoins les plus urgents de la population du quartier. C'est d'ailleurs en droite ligne de cette réflexion que FOKAL s'est engagée dans le projet de gestion des déchets solides financé par l'Union Européenne qui a porté le Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS) à inclure le quartier de Martissant dans son circuit de collecte des ordures ménagères et de procéder au ramassage trois fois par semaine. FOKAL a été également sollicitée par des organisations de base de quatre sous-quartiers pour participer à la mise en place d'un réseau de courant électrique par l'Électricité d'Haïti (EDH). Ces efforts reflètent la détermination de certaines organisations et des habitants du quartier de faire valoir leur volonté citoyenne à s'engager dans des actions qui visent l'intérêt collectif. De même, le projet « Santé/droits » que FOKAL mène dans le quartier depuis deux ans a pu établir des relations avec le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) par le biais du Bureau sanitaire communal (BSC) pour le traitement des gîtes larvaires qui causent, par piqûres de moustiques, des maladies vectorielles telles que le paludisme, la fièvre dengue et la filariose. Autant d'exemples qui montrent qu'il est possible d'obtenir certains services

publics lorsque des organisations de base trouvent des alliés sûrs, assument leur volonté citoyenne, et s'engagent à travailler pour le bien commun. FOKAL appuie leurs démarches en ce sens.

Les discussions ont également porté sur le rôle des collectivités territoriales. Les élus locaux (CASEC et ASEC) vivent dans la communauté mais ne semblent pas être réellement connectés au pouvoir central sinon pour le paiement de leur salaire. Il a été signalé qu'il existe un vide juridique quant à leurs attributions que ne précise pas la Constitution, et la loi sur les collectivités territoriales tarde à être votée par le Parlement. Les élus locaux sont liés institutionnellement au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) et non pas à la municipalité comme les habitants du quartier ont tendance à le croire. Les participants ont exprimé un intérêt à voir s'instituer de manière plus constructive les relations entre les élus et la population. Ce serait aussi un moyen de renforcer la présence de l'État et des services publics dans le quartier.

PAROLE DES PARTICIPANTS

Lors des échanges, le lien a tout de suite été établi entre la présence du projet du parc de Martissant et une amélioration sensible des conditions de vie dans le quartier. Pour les participants, le parc a favorisé la présence progressive des services publics (électricité, eau, voies d'accès, sécurité, collecte des déchets) dans cette zone urbaine de Port-au-Prince, même si elle est encore insuffisante. Le parc étant propriété de l'État, son bon fonctionnement va nécessairement contribuer à relancer la présence de l'État dans le quartier : « *On a vu concrètement les actions du SMCRS dans le ramassage des fatras, cela ne se faisait pas avant.* ».

En plus des espaces de paroles, les participants ont beaucoup apprécié les ateliers organisés par les consultants ACT-LGL, dans le cadre de l'étude du schéma d'aménagement urbain du quartier. « *Les ateliers ont été très utiles pour nous permettre de mieux comprendre les actions possibles des services publics dans le quartier.* ».

L'inefficience des élus locaux (ASEC et CASEC) a fait également l'objet de longs débats. « *Les ASEC et CASEC sont élus par nous et sont censés connaître la communauté dont ils sont issus. Ils représentent à la fois les problèmes de la communauté et les solutions qu'il faudrait y apporter. Ce sont des autorités locales qui devraient prendre des initiatives et on se demande si les élus locaux ne sont pas en grande partie responsables de l'absence des services publics dans le quartier.* »

Les services publics ont été perçus comme un droit auquel peut prétendre tout citoyen qui s'acquitte de ses devoirs. Les organisations de base ont réalisé qu'elles pouvaient aussi se poser comme intermédiaires susceptibles de signaler les faiblesses ou l'absence de l'État, et faire valoir ainsi les besoins de la communauté. « *Les citoyens ont le droit d'exiger des services publics. Les organisations de base, si elles sont vraiment représentatives de leur communauté, devraient pouvoir jouer ce rôle.* »

En abordant la problématique des services publics, les participants/participantes ont bien saisi l'importance de la vie collective et l'implication nécessaire de tout un chacun dans l'amélioration de la vie du quartier : « *Les services publics, c'est un droit ; les projets collectifs, un devoir.* ».

« Quand on dénonce l'absence ou l'insuffisance des services publics, on fait son devoir de citoyen et on amorce



Poteau EDH couché, quartier de Manigat, 2008

SYNTHÈSE DES ECHANGES

En abordant la problématique des services publics, les participants ont progressivement et rapidement pris conscience de leurs droits et devoirs de citoyens. Ils ont appris à analyser la situation de leur quartier eu égard des relations avec les services de l'État. Les problèmes liés à la vie en commun ont pu être passés en revue, et les solutions envisagées déclinées à partir d'une exigence de participation collective et d'efforts individuels.

Les slogans habituels tels que « Il n'y a pas d'État » ou « L'État est démissionnaire » ont été jugés trop faciles et considérés comme faisant écho à l'ignorance de la population, en général, des rouages de l'administration publique. L'État est apparu dans sa complexité et les ministères responsables des services publics ont pu être identifiés et nommés, comme par exemple le Ministère des travaux publics, transports, communication et énergie, responsable de plusieurs services publics tels que le SMCRS, l'EDH, le SEEUR et la DINEPA. La responsabilité des élus locaux n'a pas été négligée dans les débats, les participants insistant sur le fait qu'ils ont

voté pour eux à cause de leur proximité avec la population.

Les règles à suivre et les contraintes liées à la présence des services publics ont été précisées, mieux comprises et assimilées à la notion de devoir, partie intégrante de la citoyenneté au même titre que la notion de droit. Payer des redevances pour les services d'eau potable et d'électricité, suivre des normes d'urbanisme pour construire ou reconstruire, respecter les horaires et lieux de dépôt des déchets pour le ramassage, laisser l'espace public libre pour la circulation, sont autant de manière de participer à la vie de la cité et de remplir pleinement ses devoirs citoyens vis à vis de la communauté et de l'État.

Les participants ont ainsi mieux saisi la complexité de la vie en commun et les efforts que le respect de soi et le respect des autres exigent de chacun. Les citoyens/citoyennes sont en meilleure position pour faire valoir leurs droits lorsqu'ils sont conscients de leurs devoirs et s'acquittent d'eux avec un sens des responsabilités. Les requêtes collectives pour l'obtention d'un service public au bénéfice de la communauté ont alors beaucoup plus de chance d'être écoutées et exécutées par le Ministère concerné.

CAMEP : Centrale autonome métropolitaine d'eau potable (n'existe plus depuis la création de la DINEPA).

CASEC : Conseil d'administration de la section communale dont les membres sont élus par la commune.

DINEPA : Direction Nationale de l'eau potable et de l'assainissement, sous la tutelle du MTPTCE.

EDH : Électricité d'Haïti, service public en charge de la distribution de l'électricité, sous la tutelle du MTPTCE.

Mairie : services de l'administration municipale.

MTPTCE : Ministère des travaux publics, transports, communication, et énergie.

SEEUR : Service d'entretien des équipements urbains et ruraux, sous la tutelle du MTPTCE.

Services publics : mesures concrètes d'utilité collective et sociale mis en œuvre par l'État pour la satisfaction des besoins de base de la population.

SMCRS : Service métropolitain de collecte des résidus solides, sous le chapeau de deux ministères : le MTPTCE et le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales (MICT).

Urbanisme : méthodes et techniques de l'organisation et de l'aménagement des agglomérations, villes et villages.

GLOSSAIRE

ASEC : Assemblée de la section communale dont les membres sont élus par la commune.

FICHE 7

LE PARC ET LES ORGANISATIONS DE BASE



PROBLÉMATIQUE

En créant le programme «Implantation communautaire» dans le quartier de Martissant en 2008, FOKAL avait fait le choix de solliciter prioritairement les membres des organisations de base pour que d'une part leur participation aux activités de ce programme se fasse de manière formelle tout en ayant des retombées sur leur zone d'action respectives, et d'autre part pour que la réflexion autour du parc et du quartier prenne en compte l'aspect collectif de la participation citoyenne. Le risque était, bien sûr, que des organisations se créent juste à l'occasion de cette démarche.

C'est ainsi qu'au fil du temps, plus de deux cents organisations de base se sont inscrites au bureau de FOKAL dans le but de participer aux différentes activités liées à la

mise en œuvre du projet du parc de Martissant. Il s'agissait principalement pour elles d'être présentes aux espaces de parole et aux formations, aux rencontres communautaires, mais aussi de pouvoir soumettre des petits projets susceptibles d'être financés par FOKAL, et voire de pouvoir obtenir des emplois, le cas échéant.

Pendant plus de trois ans, les organisations de base ont, au cours des espaces de parole, exprimé la vision qu'elles ont de leur quartier, décrit les problèmes, les besoins, les carences mais aussi l'espoir d'un changement, et à ce titre, leurs réflexions ont permis de dresser un diagnostic de la situation générale de la communauté et de cibler les thématiques les plus importantes devant faire l'objet de débats et de recherche de solutions. Les objectifs de ces organisations sont multiples et variés, allant de l'encadrement des jeunes, des



Activité sportive organisée par une association de Martissant, 2009

femmes et des enfants, aux activités culturelles, sportives, sociales, économiques, environnementales, etc. Conscientes de leurs faiblesses organisationnelles, elles demandent à être renforcées mais revendiquent toutefois l'ambition de se positionner comme un « ciment social » au sein de la communauté. Il est à noter cependant qu'il existe entre elles des divergences de point de vue, une compétition pour le leadership dans leurs zones d'action respectives, une difficulté à se mettre ensemble pour élaborer des projets d'intérêt collectif, et ainsi une capacité limitée de mobiliser leurs membres et la population pour des actions concrètes. Il est évident que la précarité du cadre de vie ne facilite pas leur rôle et leur statut dans la communauté. Il faut reconnaître toutefois que de sérieux efforts ont été réalisés au sein de certaines organisations pour qu'elles parviennent à définir collectivement un projet commun utile à la communauté. Ceci s'est surtout produit pour l'obtention de services publics tels l'accès à l'électricité.

Les discussions ont aussi questionné les motivations qui portent un groupe à créer une organisation de base ou à un individu à en devenir membre. Est-ce un effet de mode ? Un réel intérêt commun ? Une émulation dans le quartier pour ne pas être en reste avec des organisations existantes ? Une solution à apporter à un problème ? L'envie de se poser comme chef ? Les élections et la nécessité de suivre un leader ? La peur de l'isolement ? La recherche de financements ? Il était important d'évoquer les multiples raisons qui peuvent porter à fonder une organisation, pour que les participants s'y reconnaissent et en analysent les conséquences. Ceci a conduit à d'autres questions telles que la définition d'un intérêt commun, des objectifs et leur faisabilité, la composition, l'élection et les attributions du comité de direction, le recrutement des membres et leurs fonctions, la gestion organisationnelle et

financière, la mobilisation des ressources propres, le programme d'actions, la recherche de financements. Les membres des organisations ont eux-mêmes reconnu les difficultés qu'ils ont à maîtriser toutes ces questions, mais le fait d'avoir pu les poser leur a ouvert les yeux sur les efforts encore attendus d'eux, au sein de leurs organisations, mais aussi vis-à-vis de la communauté. Par exemple, ceux qui participent aux formations et aux espaces de parole ont avoué la difficulté qu'ils ont à transmettre et à partager les informations, et les connaissances acquises avec les autres membres de l'organisation. La méfiance qui caractérise encore les relations des organisations entre elles mérite aussi d'être surmontée pour sortir de l'isolement et du repli sur soi.

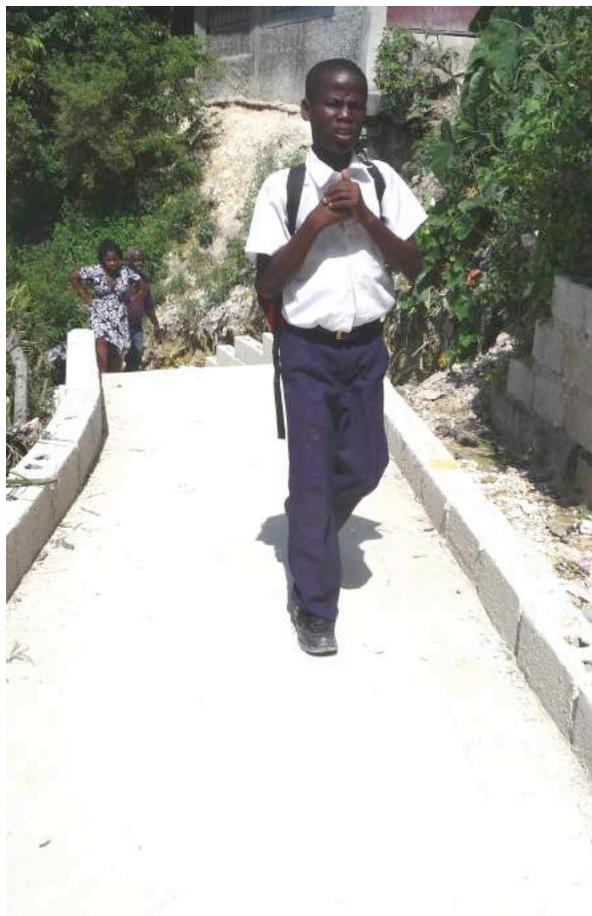
Il a été également signalé que l'engagement d'un individu dans une organisation peut être pour elle ou lui l'occasion d'échapper à d'autres sollicitations qui pourraient l'entraîner dans des actions illicites.

PAROLE DES PARTICIPANTS

Prenant acte des carences dont souffrent les organisations de base dans le quartier, les membres ont préféré adopter une position qui laisse voir beaucoup plus ce qu'elles devraient être que ce qu'elles sont réellement. « Une organisation de base est supposée être pionnière dans la recherche de solutions aux problèmes du quartier. » Dans cet ordre d'idées, il y a une tendance à croire que les organisations peuvent se charger des tâches qui relèvent généralement des services publics ou qui sont bien au-dessus de leurs propres capacités. « La sécurité du quartier doit passer par les organisations de base, c'est une nécessité. Les organisations sont là pour pallier aux déficiences de l'État. »

En même temps, les participants étaient en général fiers de savoir qu'ils représentaient une organisation de base dans les espaces de

parole et qu'ils pouvaient se poser en interlocuteurs. « Pour des individus isolés dans



Cheminement piéton aménagé par une organisation du quartier, Beny, 2009

leurs quartiers, être admis dans une organisation de base, c'est rechercher davantage de force et de visibilité, et s'engager à réaliser des objectifs précis, sans tout déléguer à l'État. Le rôle des organisations de base est d'orienter les personnes qui hésitent entre aller à droite ou aller à gauche, c'est leur donner une direction. »

Mais on reconnaît aussi que l'on n'arrive pas à combler les attentes de la communauté : « Les organisations doivent se structurer et se discipliner davantage, et commencer par observer les règles de la vie sociale. La première tâche d'une organisation, c'est de s'occuper des autres. Le système d'alliance

entre les organisations et la communauté est encore trop faible. Les organisations devraient aider la communauté à changer ses conditions de vie. »

Pour les participants, l'impact positif et le rayonnement du projet du parc de Martissant dans le quartier ont ouvert de nombreuses perspectives pour les organisations de base. Elles sont certaines qu'elles sont les mieux placées pour jouer le rôle d'interface entre le projet et la population, pour expliquer, lever les équivoques et assurer un suivi. « Les organisations de base devraient être le portevoix du projet du parc de Martissant. Elles doivent se structurer pour assurer la relève au moment de la passation du parc de FOKAL à l'État. »

Afin de réduire l'écart entre les attentes de la communauté et le travail réel des organisations de base, les participants ont à plusieurs reprises émis le vœu de faire entendre leur voix dans les médias et les radios communautaires pour expliquer le projet du parc mais également leurs actions dans le quartier, anticipant les bénéfices qu'il y aurait pour toute la communauté.

« Les organisations de base, c'est l'ossature du parc. »

(Un participant)

SYNTHÈSE DES ECHANGES

Les échanges entre membres d'organisations de base ont provoqué peu à peu une prise de conscience citoyenne de leurs responsabilités dans la dynamique sociale et culturelle du quartier. Faire partie d'une organisation nécessite une discipline de travail, une capacité de planifier des actions en spécifiant les étapes et le calendrier d'exécution, les moyens de mise en œuvre et les résultats

escomptés. Loin de pouvoir se substituer aux services publics, les organisations doivent être à l'écoute de la communauté pour identifier ses besoins, sélectionner ceux qui sont à la hauteur de leurs capacités, et agir comme passerelle vers les institutions publiques ou privées susceptibles d'apporter des solutions. La tâche des organisations de base est loin d'être facile, c'est la raison pour laquelle nombre d'entre elles sont éphémères et ne peuvent s'inscrire dans la durée. Animer un groupe de quinze ou vingt personnes qui ont adhéré à une organisation demande de l'énergie, de la disponibilité, des convictions, autant d'éléments qui sont difficiles à maintenir dans le temps. Chaque membre doit développer ses propres capacités à respecter et faire respecter les objectifs du groupe qui ne peut être réduit à la seule présence des deux ou trois membres d'un comité directeur. L'organisation de base demande une cohésion qui ne peut se construire qu'à partir de la confiance existant entre les membres. C'est à ce prix que le leadership et la crédibilité s'établissent dans la communauté et que les actions citoyennes peuvent être menées au bénéfice de la communauté.

Les participants ont bien compris l'importance du rôle de chaque membre et sont souvent revenus sur ce point très sensible : il ne convient pas seulement de critiquer un fonctionnement déréglé, mais il faut prendre acte des difficultés et s'investir avec courage, afin de permettre de lever petit à petit les obstacles.

D'une manière générale, les participants ont exprimé leur désir et leur volonté de participer étroitement au projet du parc de Martissant dans lequel ils placent énormément d'espoir pour la mise en valeur des organisations de base du quartier dans les activités liées au parc et au quartier.

GLOSSAIRE

Crédibilité : capacité d'inspirer confiance par une formation professionnelle reconnue, une attitude éthique et des valeurs morales qui se sont affichées dans le temps.

Durabilité : ce qui s'inscrit dans le temps et peut avoir des effets à long terme.

Faisabilité : caractère de ce qui est réalisable dans des conditions techniques, financières, et de délai définis. L'étude de faisabilité consiste à établir à l'avance les conditions de réalisation d'une action ou d'un projet, sur le plan technique, stratégique, économique, financier, politique ou culturel.

Moyen : capacité mise en œuvre pour atteindre un but. Elle peut être d'ordre moral, financier, intellectuel, technique, physique, etc.

Leadership : capacité pour une personne ou un groupe de convaincre et de faire suivre une directive ou une idée ou de s'engager dans une activité, sur base de crédibilité et de confiance.

Objectif : but ou résultat que l'on veut atteindre.

Organisation : association d'individus qui se regroupe autour d'intérêts communs, pour réaliser des objectifs déterminés.

Organisation de base : regroupement d'individus d'une communauté, constitué pour en exprimer les besoins et chercher des solutions appropriées tout en adoptant un position de leadership.

Planification : plan qui établit des étapes pour la mise en œuvre future d'un projet, d'une activité, d'une opération.

Réalisation : exécuter concrètement une action, un projet. Faire exister.

FICHE 8

LA CITOYENNETÉ ET LE SENTIMENT D'APPARTENANCE



PROBLÉMATIQUE

Toute l'approche du programme « Implantation communautaire » du projet du parc de Martissant a été axée sur le concept de citoyenneté. Cette approche force à éviter la stigmatisation ou le rejet de l'autre sur la base de la religion, de l'appartenance politique, du sexe ou de l'origine sociale. La question de la citoyenneté a donc été centrale dans toutes les sessions des espaces de parole pour poser d'entrée de jeu l'égalité de tous les participants dans les échanges d'idées.

Le concept de citoyenneté est au cœur des débats sur la démocratie, la République, le droit,

mode d'appartenance à une communauté, et l'affirmation d'une identité. À noter que la femme a été pendant longtemps exclue de la notion de citoyenneté. De nos jours, la définition du statut du citoyen et de la citoyenne, inscrite dans la Constitution, renvoie à l'image dans laquelle une communauté politique, culturelle et linguistique choisit de se reconnaître. Elle pose la question des droits et des devoirs, de l'état civil pour tous, des modes de participation politique, des obligations réciproques de l'État et des citoyens, de la détermination du critère d'accès à la citoyenneté, et des espaces publics de sociabilité dans lesquels la citoyenneté s'exerce.



Réunion avec des organisations du quartier dans le parc de Martissant, 2009

la justice, la participation, la souveraineté, et les réflexions sur le sujet sont loin d'en épuiser la définition qui varie entre des positions qui idéalisent le rôle des citoyens, ou au contraire le critiquent de manière radicale. Mais d'une manière générale, la citoyenneté est conçue comme une relation entre les hommes, un

La Constitution, les codes et les lois régissent le fonctionnement des citoyens dans la cité. La cité est par définition une communauté. Elle constitue l'espace de mise en commun non seulement de ressources économiques, technologiques et culturelles, mais aussi et surtout, de valeurs éthiques, morales et

politiques. Vouloir agir contre sa communauté en étant nuisible aux autres, ne pas respecter ou violer ouvertement les devoirs civiques exigés par la Constitution ou les droits des autres citoyens, c'est s'exposer aux sanctions prévues par la loi. En regard de la gravité de la transgression commise (infraction, délit ou crime) c'est la loi qui décide du sort réservé au citoyen. Dans certains cas, certains droits peuvent lui être refusés.

Le projet du parc de Martissant a pris le parti dès ses premiers contacts avec les résidents du quartier de les considérer et de les traiter comme des citoyens/citoyennes à part entière, en leur reconnaissant le droit de s'exprimer librement et le devoir de respecter la parole des autres, quel que soit le sujet faisant l'objet de la discussion et la divergence des points de vue émis. Des formations et des ateliers sur la problématique de la citoyenneté ont pris un caractère particulier dans un quartier officiellement identifié comme « zone de non droit ». Clarifier les notions, préciser les définitions, identifier les comportements contraires aux lois et au bien-être de la communauté ont permis d'apporter un éclairage sur la vie du quartier, ses problèmes et les possibles solutions. La prise de conscience citoyenne a pour corollaire un nécessaire changement de comportement individuel et collectif. Elle permet aussi de s'identifier à une communauté, à un État, et crée ainsi un sentiment d'appartenance individuel et collectif à un lieu, un espace, une histoire, une culture, une langue.

Le parc de Martissant sera un lieu d'exercice de ce qu'est l'espace public où les règles de vivre-ensemble et de comportement citoyen seront la garantie de son succès et de son caractère exemplaire.

PAROLE DES PARTICIPANTS

Dans l'ensemble, les participants ont fait un lien précis entre le démarrage du projet du parc de Martissant et la prise de conscience de la citoyenneté en tant que concept définissant les droits et les devoirs des individus faisant partie d'une même communauté et d'un même État. *« Dès la naissance, on a droit à des droits, on appartient à une communauté et à un État. Le parc va revaloriser la dignité citoyenne de chacun dans la communauté. La citoyenneté, c'est le sentiment d'appartenance. On n'est pas tout seul. Un citoyen n'est donc pas seulement quelqu'un qui veut se rendre utile dans sa communauté. La citoyenneté, c'est la reconnaissance et l'application de valeurs communes et partagées dans la vie de tous les jours. »*

Les participants sont parvenus à admettre que tout individu, homme ou femme, est un citoyen. Le bandit est le citoyen qui a enfreint la loi et qui sera soumis à une sanction juridique. *« Quelle que soit la personne qui vit dans la communauté, c'est un citoyen. Le bandit est celui qui a fait le choix de vivre hors la loi. »*

Pour eux, le rôle des organisations de base reste fondamental en tant que lien essentiel entre les membres de la communauté. *« Tout ce qui se fait dans le parc et dans le quartier devrait être renforcé et continué par les organisations de base. C'est leur devoir de développer la citoyenneté. Si les droits existent, comment les connaître et les exercer ? Les organisations de base doivent pouvoir aider à sensibiliser la communauté. On n'avance pas si on ne fait que constater ce qui ne va pas, par exemple la faiblesse ou l'absence des services de l'État. On ne peut pas faire que le répéter, il nous faut agir. »*

L'éveil causé par ces échanges sur la responsabilité citoyenne a stimulé le sens de l'engagement des membres des organisations de base qui y ont vu l'occasion de mieux assurer leur leadership dans leurs zones respectives. *« Il nous faut réveiller notre conscience et nous créer une motivation pour agir,*

cela participe à l'estime de soi. Il nous faut développer une vision du changement. C'est notre responsabilité de mieux faire comprendre à la communauté la notion de citoyenneté. C'est presque une obligation morale. La citoyenneté, c'est la reconnaissance et l'application des valeurs dans la vie de tous les jours. ».

Les participants ont aussi insisté sur le rôle de l'éducation dans la prise de conscience citoyenne et constaté avec regret l'absence d'éducation civique dans les programmes scolaires. «On n'éduque pas les élèves comme des citoyens. La sécurité et la citoyenneté ça commence avec l'éducation civique qui n'existe malheureusement plus dans les écoles. »

Le sentiment d'appartenance à Martissant a été longuement examiné et discuté. «Le parc va augmenter le sentiment d'appartenance au quartier, lequel est encore faible, mais il sera renforcé par les projets collectifs, les projets structurants. » Le rejet de l'appellation « zone de non droit » est catégorique. «Nous ne



Célébration de la journée internationale de la femme, 2013

voulons plus entendre parler de Martissant comme si c'est une bande de cannibales qui vivent là ! Il y a comme un refus d'admettre que ce sont des êtres humains qui y vivent. Les médias ont joué un grand rôle dans l'appellation de Martissant comme « zone de non droit ». Martissant, c'est là que je suis né, c'est là que je vis. Et puis, parce que la communauté de Martissant est pauvre, alors elle

ne mérite pas d'avoir un parc ? ». Ils ont tous admis que « le sentiment d'appartenance à quelque chose de plus grand que soi et est fondamental dans le concept de citoyenneté. »

En ce sens les participants ont réitéré leur satisfaction par rapport aux ateliers organisés par les consultants ACT-LGL dans le cadre de l'étude du schéma d'aménagement urbain de Martissant. Les discussions ont tourné autour de questions importantes pour la vie actuelle et future du quartier : les voies d'accès, l'habitat, les services publics tels que l'eau et l'électricité, les transports, les marchés, les risques environnementaux, l'éducation, la santé, l'emploi etc. Martissant est un vrai quartier urbain et ceux qui l'habitent ont aussi la responsabilité d'en faire un lieu où les conditions de vie sont meilleures. Il ne suffit pas d'accuser l'État de ses manquements et de sa faiblesse, mais voir aussi comment s'impliquer soi-même : « Quand c'est nous qui sommes la cause des problèmes, c'est à nous d'imaginer les solutions, en tant que citoyens. C'est à nous de réaliser des projets ensemble et de les faire durer. La communauté a un rôle à jouer. Manifester ensemble, faire des choses ensemble, c'est important. Les changements de comportement impliquent des actions nouvelles, individuelles, citoyennes et politiques... »

La citoyenneté, c'est l'exercice d'une relation continue entre le privé et le public. Une règle qui est bonne pour une personne devrait être bonne pour tous. Quelqu'un qui n'est pas un citoyen, qui est-il ?

(Deux participants)

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Posée de manière transversale dans toutes les sessions des espaces de paroles, la notion de citoyenneté a clarifié les points de vue des participants qu'ils ont pu exprimer sans retenue en acceptant certaines remises en question. Par exemple, ils ont été surpris d'apprendre que la citoyenneté n'était pas seulement le fait d'atteindre la majorité, qu'elle ne s'adressait pas seulement aux « bien-portants », que le citoyen n'est pas uniquement celui ou celle qui s'engage dans des activités politiques, ou encore que les personnes à besoins spéciaux (handicapés physiques et mentaux) étaient des citoyens/citoyennes de plein droit. Il a fallu aussi expliquer qu'un changement de mentalité ne signifie pas guérir un problème mental, mais s'engager justement dans un difficile processus de remise en question de croyances et de certitudes ancrées, parfois erronées.

Les participants, en examinant soigneusement la complexité de ce concept, ont eux-mêmes jugé qu'il était important d'éviter les jugements de valeur qui accompagnent souvent une appartenance religieuse ou politique. En revanche le sentiment d'appartenance à leur quartier s'est presque naturellement dévoilé à leurs yeux. En disant clairement qu'ils voulaient rester à Martissant, et qu'ils n'avaient ni l'intention ni les possibilités d'en partir, ils ont tiré la conclusion que cela exigeait d'eux l'acceptation de certaines contraintes et la modification de certains comportements. La citoyenneté c'est bien l'affaire de tous et de toutes.

Le droit d'exiger l'application des devoirs de l'État a été longuement soulevé au cours des discussions, et les débats ont relancé la question de l'implication réelle des organisations de base dans la recherche de solutions aux problèmes de la communauté.

La réflexion a porté sur l'identification exacte des services de l'État (ministères ou autres institutions publiques) que les organisations devraient solliciter afin de sortir d'une approche vague tendant à accuser l'État sans rien spécifier de plus.

Les membres des organisations ont admis que le désir d'ancrage dans un lieu où ils doivent apprendre à vivre et s'épanouir, et en même temps, garder des liens avec la province où eux ou leurs parents sont nés, crée nécessairement une tension qu'il n'est pas toujours facile à gérer. Mais ils sont conscients que le sentiment d'appartenance vis-à-vis du quartier devra être communiqué aux autres afin d'ouvrir la réflexion aux valeurs citoyennes dans les organisations. La faiblesse de l'État a également aiguë le sens des devoirs citoyens afin d'être en position de réclamer des droits.

GLOSSAIRE

Appartenance : sentiment qui attache à un ensemble, une collectivité, une communauté.

Attachement : sentiment qui unit une personne à une autre, à un groupe, à un pays.

Citoyenneté : la citoyenneté est conçue comme une relation entre les hommes/les femmes, un mode d'appartenance à une communauté, et l'affirmation d'une identité. Elle consacre les droits et les devoirs acceptés par la volonté générale, expression de la souveraineté.

Communauté : groupe social dont les membres vivent dans une certaine proximité géographique, historique, culturelle ou linguistique qui définit des intérêts communs.

Déficit de citoyenneté : manque de reconnaissance des droits et des devoirs du citoyen.

Droits de la personne: reconnaissance de la dignité inhérente à toute personne et qui constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix.

Droits et devoirs civiques : prérogatives citoyennes généralement codifiées exprimées dans la Constitution, les codes et les lois pour garantir les libertés individuelles et l'intérêt collectif.

Exclusion : mise à l'écart pour des raisons politiques, historiques, religieuses ou culturelles.

Marginalisation : fait d'être situé loin ou hors des rouages civiques essentiels.

Règle : ligne de conduite imposée pour l'intérêt commun ou pour la réalisation de toute activité qui veut aboutir.

Responsabilité: acte par lequel on assume consciemment et pleinement ses actes.

Sanction : mesure prévue contre ceux/celles qui transgressent la loi.

Stigmatisation : comportement qui blâme, condamne, et isole sans appel.

FICHE 9

ICI
TEST DE
GROSSESSE
cont. tension

SANTÉ ET DROIT À LA SANTÉ



PROBLÉMATIQUE

Les espaces de parole sur la sécurité, la salubrité et les problèmes environnementaux avaient déjà permis d'aborder la question de la santé d'une manière générale telle qu'elle se pose pour les habitants de Martissant.

plus courantes ? Quels sont les moyens dont ils disposent à leur niveau pour se soigner et bénéficier de soins de santé ? Comment prévenir les maladies en s'assurant d'une nourriture saine et d'un cadre de vie salubre ? Quel système de référence les habitants utilisent-ils lorsqu'ils sont malades ou



Célébration de la journée mondiale de lutte contre le VIH SIDA, 2011

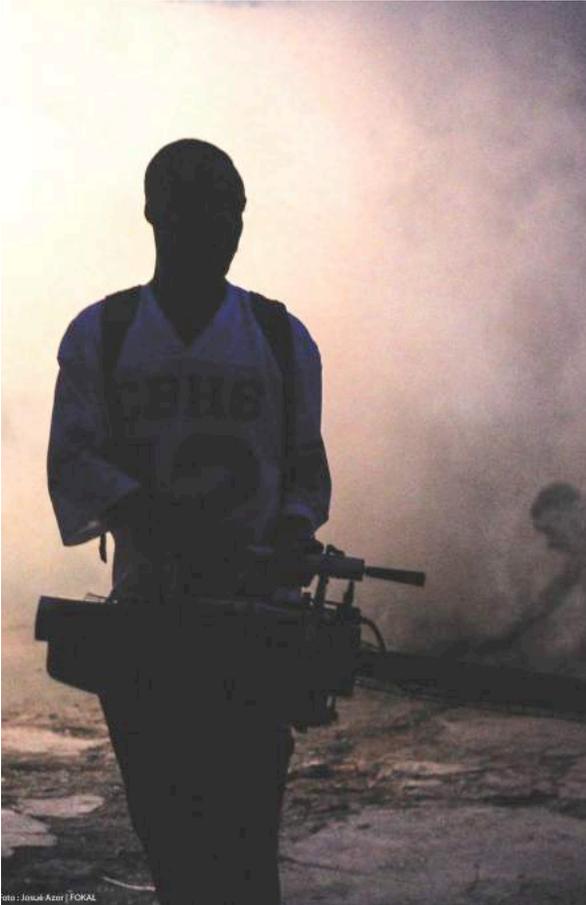
Mais il était important de revenir sur le sujet en l'ouvrant sur la perception de la maladie, de l'hygiène, des parcours thérapeutiques, de l'accès aux soins de santé et du droit à la santé.

La discussion a tourné autour de la santé communautaire et du rôle des organisations dans la promotion d'un cadre de vie qui tienne compte de l'état de santé de la population. Comment les résidents du quartier peuvent-ils s'organiser pour mieux s'informer sur les maladies et leurs conséquences ? Quelles sont les maladies les

victimes d'accidents ? Comment sont perçues et traitées les maladies mentales ? La santé est-elle comprise comme un droit ? Autant de questions qui une fois de plus ont permis de prendre conscience de l'importance et de la complexité du sujet mis en discussion.

Il n'était pas évident de lier santé et droit et d'insister sur le fait que le droit à la santé est à la fois un droit humain et un droit civique, car il relève aussi bien du bien-être physique et mental de la personne, que de la responsabilité de l'État d'en faire un service public, particulièrement pour ceux et celles qui

ne peuvent s’offrir des soins de santé privés. Par ailleurs, lorsqu’on parle de santé communautaire, il ne s’agit pas nécessairement de construire des dispensaires, des centres de santé ou des hôpitaux pour accueillir des



Fumigations pour lutter contre les maladies vectorielles, Martissant, 2012

malades, mais plutôt de s’engager dans un travail d’éducation populaire pour faire prendre conscience de la nécessité de s’informer sur les maladies et leurs causes, des symptômes les plus faciles à identifier, des soins à la portée de chacun, des références à donner pour orienter les malades, les femmes enceintes ou les accidentés vers des centres de santé publics ou privés. Ces informations peuvent être regroupées sous formes de fiches facilement accessibles et

transmissibles par des personnes-ressources de la communauté, intéressées et disposées à travailler dans cette perspective.

C’est le concept même des unités santé/droit. Pour créer un réseau d’agents en charge de ces unités dans le quartier, il faut s’engager à choisir des membres d’organisation de base qui acceptent de leur plein gré d’assister à des sessions de formation sur le sujet de la santé en le liant à la problématique des droits ; faire des enquêtes sur toute thématique susceptible de fournir des informations pertinentes sur les maladies, l’hygiène, la consommation d’aliments et de boisson, les déchets y compris humains, le système de référence dans le quartier et au-delà, etc. ; rédiger toutes les fiches nécessaires à la diffusion de l’information, faire des rencontres périodiques avec tous les agents afin de faire le suivi et l’évaluation de la démarche, corriger les erreurs, faire de la formation continue.

Le programme santé/droits mis en œuvre dans le quartier a établi des relations avec le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) qui assure des formations sur les maladies vectorielles et consent à faire la fumigation des gîtes larvaires où les moustiques vecteurs de ces maladies se reproduisent. De plus, le service déconcentré du ministère, à savoir le Bureau sanitaire communal, a été soutenu par le programme santé/droits pour améliorer la coordination entre les acteurs de la santé dans le quartier.

Le programme santé/droits peut aussi porter la population à faire des plaidoyers vis-à-vis des services publics en se basant sur l’analyse du Plan stratégique du MSPP qui permet de comparer les actions prévues par rapport à celles effectivement réalisées et d’en mesurer l’écart. Par exemple, ceci peut se faire pour les prévisions relatives aux campagnes de vaccination, la prise en charge du choléra, la

politique sur les maladies infectieuses, le VIH-Sida etc. pour lesquelles la population est directement concernée. Ces démarches se situent d'emblée dans la problématique des droits et du service public dû à la population.

PAROLE DES PARTICIPANTS

Les premières réactions à la problématique posée ont fait ressortir le mauvais traitement que les malades, les femmes enceintes et les accidentés reçoivent dans les centres de santé publics qu'ils fréquentent en cas de besoin : temps d'attente indéterminé, manque d'explications sur le processus à suivre, sur le diagnostic de la maladie et la médication ou le traitement proposé, impatience du personnel soignant etc. *«On a besoin de quelqu'un qui nous écoute avant de prescrire des médicaments ; on a besoin de comprendre, de communiquer quand on ne sent pas bien.»*

Ces attitudes sont vécues comme un manque de respect et les gens se sentent généralement sans défense lorsqu'ils sont confrontés à de telles situations. Ils comprennent bien qu'ils ont droit à la santé, mais cela reste illusoire lorsque dans la pratique ils se heurtent à de sérieux problèmes d'accès à des centres de santé reconnus et financièrement accessibles. Cela les porte à faire appel à des médecins privés qui n'offrent pas nécessairement des garanties de traitement et de guérison. Pour avoir été à même de faire la comparaison, ils savent que certains protocoles médicaux des services de santé publics sont plus fiables que ceux de certains services privés. *«Ce n'est pas toujours parce qu'on paie qu'on a de meilleurs services.»*

L'interprétation des symptômes et de la maladie a été longuement discutée car dans l'imaginaire d'une large partie de la population, la maladie et la mort sont presque toujours d'origine surnaturelle. Pour

beaucoup de participants aux espaces de parole, l'interprétation mystique est encore très répandue, et pour cela ils font encore largement appel aux prêtres vodou pour se défaire des mauvais sorts qui sont causes de maladie et de souffrance. *«Quand les gens sont malades on dit que cela est dû à un maléfice, que c'est le diable qui leur en veut, « se malefis, se dyab k ap manje l ! » Mais cette interprétation ne devrait pas empêcher la recherche de soins médicaux.»*

Les conditions de vie pèsent également sur la santé de la population: insécurité, stress



Formation en premiers secours, Martissant, 2013

permanent, insalubrité, chômage, pauvreté, mauvaise alimentation, promiscuité etc. *« Les conditions de vie peuvent agir sur quelqu'un. On s'adapte à ces conditions difficiles, on n'a pas le choix. Mais les conditions peuvent changer, les comportements aussi. Quand quelqu'un comprend qu'il ne devrait pas vivre dans les conditions qu'il subit, il peut décider de changer.»*

Les participants ont beaucoup apprécié les formations en secourisme et vérifié leur utilité au moment du séisme. Ils ont dit s'intéresser à la mise en œuvre d'unités santé/droit dans le quartier et certains sont disposés à suivre les formations et participer

aux enquêtes qui en feront l'objet. La notion de premiers soins a été reprécisée, et les statuts et fonctions du médecin, de l'infirmier/infirmière, de l'auxiliaire, du ou de la secouriste et de la matrone, ont été clarifiés.

« Comprendre la santé, c'est comprendre sa propre sécurité, c'est faire de la prévention. »

(Une participante)

SYNTHÈSE DES ECHANGES

La problématique de la santé a ouvert tout un débat sur les perceptions qu'ont les participants de la santé physique, de la santé mentale, de la maladie, de la souffrance, donc de la vie et de la mort. Tout ce qui concerne le corps semble mystérieux et il a été important de lever les équivoques, de préciser les notions, de discuter des croyances, même lorsque l'on n'arrive pas à convaincre entièrement. Que se passe-t-il lorsqu'un enfant a une poussée de fièvre ? Lorsqu'une vieille personne a une indisposition ? Lorsque le pied d'un vieil homme se met à enfler ? Que faire devant la souffrance ? Quels recours existent ? Mais aussi quel soulagement devant la guérison ! Quelle joie de voir un enfant malade renaître à la vie !

Toutes ces questions importantes dans la vie de chacun ont été passées en revue. « Se mèt kò ki veye kò » : chaque adulte est responsable de l'état de sa santé, et pour cela il doit être attentif aux premiers symptômes et ne pas attendre que le cas s'aggrave avant de recourir à des soins médicaux. L'idée de médecine préventive a permis de mieux comprendre l'importance de s'informer pour pouvoir se prémunir et éviter autant que possible les

épidémies, les maladies courantes, les accidents, pour sa propre personne mais aussi pour ses proches. L'usage de la médecine traditionnelle peut être d'un grand secours dans les pratiques préventives autant que curatives.

L'explication sur les maladies psychosomatiques s'est posée lorsque les participants ont évoqué le fait que souvent ils ressentaient des troubles physiques difficiles à circonscrire et à exprimer dont les médecins ou autre personnel soignant ne pouvaient pas toujours diagnostiquer la cause. Il a fallu faire comprendre que certains troubles physiques sont des effets de chocs d'ordre émotionnel ou affectif, parfois causés par un traumatisme psychique. Le corps exprime ce que la parole ne parvient pas encore à dire : le corps parle. C'est en abordant la trame de vie par l'usage de la parole que l'on peut les rendre dicibles et les soigner.

De même, il a fallu expliquer que le droit à la santé s'exerce aussi par la parole. Tout personne en quête de soins a le droit de demander des précisions sur le diagnostic, le traitement, le choix de la procédure médicale, etc. C'est aussi par la parole que la mise en place des unités santé/droit se fera dans le quartier, car il s'agit d'abord de formations, d'information et de plaidoyers, et non pas de création d'infrastructures de santé.

GLOSSAIRE

Déontologie ou code d'éthique professionnelle : règles et obligations à respecter, liées à une profession ou à un métier.

Maladie physique: altération de la santé des êtres vivants révélée par des symptômes ou douleurs.

Maladie mentale : trouble psychique qui modifie plus ou moins le comportement, le langage et la vie sociale

d'une personne et qui peut la rendre inadaptée aux situations de la vie courante.

Matrone /sagefemme : *personne qui suit la grossesse, assiste les femmes pendant l'accouchement et donne les premiers-soins au nouveau-né.*

Ordre des Médecins, des Infirmières : *association de personnes exerçant la profession de médecin ou d'infirmière qui acceptent de plein gré des règles qui régulent la profession dans l'intérêt collectif.*

Prévention : *ensemble de mesures prises contre certains risques. Une visite médicale annuelle est un bon exemple de mesure préventive contre la maladie.*

Psychosomatique : *trouble physique ou organique qui exprime des problèmes émotionnels ou affectifs, un conflit d'origine psychique.*

Santé : *état de bien-être physique et mental qui conditionne la vie individuelle et collective.*

Santé communautaire : *intérêt commun que les membres d'une communauté ont pour le bien-être collectif et l'accès aux soins de santé.*

Santé publique : *mesures collectives publiques prises pour préserver la santé, améliorer la vitalité et la durée de vie des personnes : vaccinations, dépistage, traitements préventifs, niveau de vie minimal.*

Secouriste : *personne qui peut appliquer des méthodes de sauvetage et d'aide de base à des victimes ou à des accidentés.*

FICHE 10

LE MÉMORIAL DU PARC DE MARTISSANT





Visiteur dans le mémorial de Martissant, 2012

PROBLÉMATIQUE

Les ravages destructeurs du séisme du 12 janvier 2010 ont causé morts, disparitions, handicaps innombrables et détruit maisons et infrastructures diverses dans le quartier de Martissant. Les habitants portent encore dans leurs corps et dans leurs âmes les traces du désastre. Créer un mémorial haïtien dans le parc de Martissant, c'est croire, en dépit des multiples conditions de vie mortifères encore présentes, qu'en respectant et en honorant la mort, en permettant que le mémorial soit accessible aux habitants du quartier et aux visiteurs de tout horizon, on permette à la vie, non seulement de continuer, mais de le faire dans une dignité et une reconnaissance citoyenne nouvelles.

Le mémorial du parc de Martissant a été inauguré le 12 janvier 2012, deux ans après le tremblement de terre, lors d'une cérémonie œcuménique qui a réuni en la circonstance des officiants de quatre religions pratiquées en Haïti, (catholique, vodou, protestante et musulmane), et environ cinq cents invités, majoritairement des habitants du quartier. La symbolique du jour était importante dans un pays où la majorité de la population vit dans une quête constante de Dieu, quelle que soit la dénomination religieuse des choix individuels ou familiaux. Mais le mémorial reste sans obédience religieuse spécifique, ouvert à tous sans discrimination. Deux ans après le séisme, il était important de marquer la date par une cérémonie du souvenir, et

saluer les morts et les disparus, dont les traces individuelles se sont le plus souvent perdues dans l'ampleur de la catastrophe. À travers la vie qui continue, le rappel de la mort repousse les frontières de l'oubli et participe au processus de deuil.

Le mémorial est là pour nous rappeler aussi que nous sommes tous égaux devant la mort. En ce sens, sa présence nous renvoie à une certaine humilité face à notre propre finitude. Dans le recueillement qu'impose ce lieu, il devient alors possible de saisir la tension qui existe entre la vie et la mort, et, éventuellement, de se projeter dans l'avenir en ayant pleinement conscience.

Le mémorial a permis d'engager une réflexion sur le travail de deuil et celui de la mémoire. Comment trouver l'apaisement nécessaire au fond de soi et panser les blessures provoquées par le choc de tant de morts et de disparus, proches et lointains, parents, amis ou anonymes? La beauté du lieu, le silence qui l'imprègne, la luxuriance de la nature qui l'entoure peuvent être aussi vus comme un hymne à la vie, à la renaissance et à l'espoir.

Le mémorial du parc de Martissant est, depuis son inauguration, ouvert au public et accueille chaque jour de nombreux visiteurs. L'entrée y est libre.

PAROLE DES PARTICIPANTS

Les participants ont exprimé sans réserve leur fierté de voir le parc de Martissant devenir enfin réalité. « *Pour nous c'est la première marque réelle de la création du parc. C'est l'ouverture du parc au public.* »

Il a fallu longuement expliquer la fonction symbolique du mémorial dans les échanges

qui ont eu lieu sur les morts et les disparus. Il était important pour chacun de dire, de verbaliser, d'exprimer sa souffrance, son désarroi et parfois même son désespoir devant le sentiment d'impuissance qui envahit l'être tout entier de celui qui survit à la catastrophe. De nombreux participants ont dit avoir eu du mal à accepter le départ d'un proche qu'il a fallu enterrer vite, sans sépulture et sans funérailles, et à plus forte raison celui d'une personne disparue sans laisser de trace. « *Une personne disparue, c'est une personne qui n'a plus aucune place réelle connue. On ne sait pas où elle est. Secrètement on continue de l'attendre.* » Mais, malgré tout, persiste l'inquiétude, voire la culpabilité, de ne jamais être certain d'avoir fait tout ce qu'il fallait faire pour honorer ses morts et ses disparus. En ce sens, le mémorial est perçu comme un lieu privilégié, le premier espace public du parc qui permet de passer de l'espace de parole à l'espace de méditation. « *Le projet du parc de Martissant a mis en place des espaces pour parler, de là nous avons fait un travail sur la mémoire et le deuil, et voilà qu'aujourd'hui il y a un mémorial, un lieu de recueillement, un lieu du souvenir de ceux qui ne sont plus.* »

Lorsque la notion de travail de deuil a été abordée, certains participants ont fait le récit détaillé des pratiques de prise de deuil encore courantes dans la localité d'où ils sont originaires. Dans la région de Léogâne par exemple, le rituel du *kraze tonèl* se tient pendant neuf jours au cours desquels les proches du défunt doivent porter des vêtements aux couleurs spéciales selon leur lien de parenté. Jusqu'au 8^e jour, les veillées nocturnes plutôt festives sont destinées à accompagner le mort jusqu'au bout de sa traversée vers l'au-delà. Au 9^e jour, on considère que le mort est finalement bien parti et qu'il peut maintenant laisser les vivants continuer à vivre en paix.



Membre d'une organisation de Soray plantant un ylang ylang en mémoire des victimes du séisme du 12 janvier, parc de Martissant, 2013

Une discussion a été faite avec les participants sur les espaces spécifiques à attribuer aux morts et aux vivants. Les morts doivent reposer au cimetière. Nombreux sont ceux qui pensent que placer des urnes funéraires dans le domicile des vivants, comme cela se fait de plus en plus couramment, ne permet pas aux morts de trouver leur place, ni aux vivants de garder la leur. D'après eux, cela peut provoquer des troubles psychologiques chez ceux qui ont cette pratique, sans que l'on parvienne à en diagnostiquer clairement la cause. Le rituel de la prise de deuil est important car c'est le seul le moyen de séparer la vie de la mort, dans le respect de la vie et de la mort, et de laisser celui ou celle

qui a fait le grand voyage vers l'au-delà de trouver son lieu de repos éternel.

Le travail de mémoire a remis la question de la prévention au cœur de la discussion. Il faut se remémorer pour tirer des leçons et apprendre à anticiper en prenant les mesures appropriées. « *Le travail de mémoire permet le travail de prévention. Se souvenir pour ne pas répéter les mêmes erreurs, pour modifier les mauvaises habitudes, pour prévenir.* » Il faut tenir compte des catastrophes passées et construire une « mémoire préventive » qui, autant que possible, permette d'anticiper ce qui peut être cause de malheur. Le mémorial du parc est aussi le lieu qui inscrit ce travail de mémoire dans la durée.

« Nous, Haïtiens, Haïtiennes, on ne se sert pas du passé, on n'en voit pas l'importance. Aujourd'hui, le tremblement de terre est déjà loin dans notre mémoire. »

(Un participant)

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Les participants ont apprécié la visite guidée du mémorial et les explications qui leur ont été fournies sur l'agencement du lieu, le parcours, le jardin, les tombes, la bannière. Il existe aujourd'hui dans leur quartier un lieu du souvenir des disparitions massives du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Dans sa dimension symbolique le mémorial a redonné aux morts et aux vivants une dignité. Il est important de signaler que l'idée de transformer l'un des sites du parc de Martissant en mémorial est née des discussions engagées dans les espaces de parole qui ont suivi le tremblement de terre.

Au cours des sessions, les questionnements ont beaucoup porté sur les notions de disparition, de fonction symbolique et du travail de deuil. Cela ne s'est pas fait sans difficulté, car il fallait mettre à distance les effets encore prégnants du tremblement de terre et, en même temps, parler constamment de la mort. Il a fallu insister sur le temps nécessaire au processus de deuil, processus d'acceptation de la mort. En éveillant le souvenir des rituels ayant cours dans certaines régions du pays, les participants, sensibles au culte et au respect des morts, ont ressenti une pointe de nostalgie, car, dans leur quartier de Martissant, il n'est pas toujours possible de pratiquer ces rites tels qu'ils le devraient, les conditions de vie et l'exiguïté de leur espace urbain ne le permettant pas.

Le mémorial est encore inachevé, mais déjà il accueille chaque jour un nombre important de visiteurs attirés par la tranquillité des lieux et la sérénité qu'inspire le jardin. Il reste encore tout un travail pédagogique à faire pour inculquer, aux jeunes surtout, le respect qu'ils doivent à ce lieu du souvenir, et la notion des règles à suivre dans l'utilisation de l'espace public en général, et de celui-ci en particulier, pour ce qu'il représente par rapport à la catastrophe du 12 janvier 2010 qui a ébranlé les assises mêmes de notre société.

GLOSSAIRE

Cimetière : lieu physique et symbolique, où les restes des morts sont enterrés.

Disparition : ne plus être visible, ne laisser aucune trace.

Funérailles : cérémonie solennelle en l'honneur d'un mort.

Fosse commune : trou creusé en terre, où sont déposés en même temps et parfois en vrac, plusieurs cadavres.

Incinération : opération par laquelle un cadavre est réduit en cendres.

Mémoire : faculté psychique qui permet de conserver et de rappeler à la conscience des actes et paroles du passé qui n'ont pas sombré dans l'oubli.

Mémorial : lieu ou monument créé en hommage et en souvenir de personnes disparues.

Rituel : ensemble de rites, de pratiques, d'usages réglés fixés par la tradition et mis en œuvre au cours d'une cérémonie.

Sépulture : lieu où est inhumé le corps d'une personne morte (fosse ou tombe)

Symbolique : représentation dans l'imaginaire d'éléments culturels de haute importance.

Travail de deuil : processus par lequel se produit peu à peu dans le temps, l'acceptation de la mort d'une personne chère.

Travail de mémoire : travail de la pensée qui consiste à évoquer des événements du passé pour se remémorer, et éventuellement en tirer des leçons utiles au présent et au futur.



ESPAS PAWÒL



ALA PAPÒT

Depi nan premye moman Fondasyon Konesans ak Libète-FOKAL te tanmen gwo pwojè kreyasyon Pak Matisan an, gen yon seri kesyon li pa t manke poze tèt li sou byenfonde pwojè sa, tankou : eske nan katye Matisan an, li posib pou kreye, yon pak piblik ki gen anpil valè istorik ak senbolik ladan l, alòske katye sa se youn pami sa sèvis piblik yo plis neglije, menm kant li rete katye Pòtoprens ki pi enpòtan dapresavwa se li menm ki pi gran, ki gen plis moun ladann ?

Eske sa fè sans pou nan katye Matisan sa a, nou eseye sove dènye espas bwaze ki egziste nan Pòtoprens, pou fè l tounen yon jaden botanik piblik, ki pou ofri tou plizyè espas pou edikasyon ak kilti nan benefis abitan nan zòn lan ?

Eske popilasyon Matisan an k ap viv nan kondisyon lavi ki sitèlman difisil pare pou li asepte pwojè pak la, travay ladan l nan tout faz li yo, lè fini revandike l kòm pwojè pa l ?

Nan vil Pòtoprens lan ki preske fin detwi, eske rèv pou nou kreye yon espas ki bèl, ki agreyab, ki respekte dwa sitwayen, yon espas lwazi, edikasyon ak lasyans, kapab reyalize nan katye Matisan an, ki toujou rete nan tèt anpil moun tankou yon zòn san fwa ni lwa ?

Liv n ap prezante jodi an, se yon temwayaj ki vle bay repons pozitif sou tout kesyon sa yo. Depi lè Gouvènman Ayisyen an te siyen kontra ak FOKAL pou li kreye epi jere Pak Matisan an, FOKAL te mezire wotè defi li te gen devan l pandan l t ap kalkile valè travay l ap gen pou l fè. Men sa ki te pi enpòtan pou li se te patisipasyon rezidan katye Matisan an nan pwojè pak la, yon fason ki montre kouman yo dakò avè l.

Liv sa se rekèy pawòl rezidan sa yo, yon latriye fanm ak gason ki pandan plis pase twa zan patisipe san fòse nan « espas pawòl yo », yon espas rankont ak diskisyon kote yo te kapab esprime yo san kontrent sou fason y ap viv nan katye Matisan an, sou absans Leta ak sèvis piblik yo, sou laperèz sitiyoasyon vyolans lan kreye nan katye an depi sitèlman lontan, kifè lavi sitwayen yo vin pi difisil. Nan kòmansman, yo pa t vle kwè pwojè pak sa t ap fèt tout bon vre nan katye an, yo te gen dout sou sa, yo te vle asire yo se pa yon pale met la ki te vin tonbe sou yo ankò. Men apre kèk tan, lè yo reyalize pwojè a te kòmanse pran fòm, yo esprime lespwa yo genyen pou pak la kreye yon nouvo dinamik sosyal, ekonomik ak kiltirèl nan katye an.

Liv sa se yon restitasyon li ye tou. Sa vle di, liibliye pou plis pase desan senkant reprezantan òganizasyon baz ak abitan nan katye an ki te patisipe nan espas pawòl yo rekonèt pwòp pawòl pa yo ladan l. Nan lide pou tabli yon kad travay ak òganizasyon nan katye an, FOKAL te kreye yon pwogram ki rele « Enplantasyon kòminotè ». Espas pawòl yo se youn nan aspè pwogram sa ki dire pandan plis pase twa lane, soti 2008 rive 2012. Li te bon pou nou fè yon kanpe, pou nou koute plizyè fwa tout pawòl ki te di pandan tan sa nan chak sesyon, paske tout diskisyon yo te anrejistre ak otorizasyon patisipan yo. Li te enpòtan pou nou restitye pawòl sa yo nan respè sa ki te di nan echanj ki te fèt yo. Liv la prezante tout travay sa nan dis fich tematik.

Nou pa bezwen reprann nan entwodiksyon sa tout prensip ak règleman ki te gide travay dyalòg kominotè ak refleksyon sou sitwayènte espas pawòl yo te reprezante. Chak fich bay kantite esplikasyon sou pwogram lan. Gwo lide ki nan chak fich yo esprime preyokeyasyon rezidan katye an, men lòd nou prezante yo an pa vle di gen youn ki gen plis valè pase yon lòt. Men lis fich yo:

1. FOKAL, katye Matisan an ak pak Matisan an
2. Pwogram Enplantasyon kominotè ak espas pawòl yo
3. Sekirite
4. Salibrite
5. Tranblemann tè ak anviwonman
6. Sèvis piblik yo
7. Òganizasyon baz yo
8. Sitwayènte ak santiman apatenans
9. Sante ak dwa lasante
10. Memoryal pak Matisan an

Kòm yon zouti pedagogik, liv la trete chak fich menm jan, ak menm fòm an. Gwo lide yo prezante an premye sou fòm pwoblematik, lè fini gen pawòl patisipan yo ak yon sitasyon espesyal sou sijè an. An apre, gen yon sentèz ki fèt, an dènye lye gen yon esplikasyon ki bay sou kèk mo kle.

Li pat posib nan yon travay tankou sa pou nou evite menm pawòl yo tounen plizyè fwa. Chak tèm gen arevwa ak youn oubyen plizyè lòt, kidonk li te enpòtan pou tout alevini yo parèt aklè. Se sa ki esplike repetisyon yo. Menm jan an tou, se pa vle FOKAL te vle parèt nan pawòl patisipan yo, men li pa ta korèk pou nou pa kite yo di santiman yo sou travay fondasyon an nan katye an. FOKAL angaje tout bon vre san li pa nan demagoji. Fason patisipan yo esprime yo se yon ankourajman pou FOKAL kontinye pran responsabilite l nan pwojè tou nèf sa.

Espas pawòl yo pata posib san travay Cecile Marotte, yon sikològ ki chaje ak esperyans ki rejwenn ekip FOKAL la an 2008, espesyalman pou pwojè Matisan an. Espas pawòl yo se zèv li. Se li menm ki konsevwa yo, se li menm ki tabli règleman yo, se li menm ki kondui refleksyon an ak patisipan yo pandan plis pase twa lane. Se li menm tou ki koute tout anrejistreman espas pawòl yo pou li te ka pwopoze dis fich tematik yo. Yon gwo mèsè espesyal pou Cécile. Travay li poko fini. Li te toujou di fò patisipan yo rive jwenn restitasyon tout echanj ki fèt yo. Lè liv la pibliye travay sa ap kapab fèt.

Gen twa animatè Cécile Marotte te fòme nan metodoloji espas pawòl yo pou akonpaye l nan dyalòg yo, Rolando Etienne, David Dérosier ak Eddy Robenson. Se yo menm tou ki sèvi kòm lyezon ak katye an nan pwogram enplantasyon kominotè an. Nou remèsye yo pou sa.

Mèsè tou pou Lorraine Mangonès, Direktris FOKAL ak Lucie Couet k ap asiste Direksyon FOKAL la, pou tan yo pase nan lekti ak relekti fich yo. Mèsè tou pou Danièle Magloire ki fè tradiksyon kreyòl tèks sa yo, epi pou Jean Eder Hilaire ki fè bèl mizanpaj liv sa a.

Liv la fèt espesyalman pou patisipan espas pawòl yo. Y ap kapab jwenn nan chak fich yo pwòp dizon pa yo, pafwa motamo, san n pa chanje anyen. Yon pawòl kredib, yon pawòl lavi, yon pawòl lespwa devan chanjman kap fèt yo, tipa tipa. Se sitou yo menm ki merite remèsiman nou yo. Nou pibliye nan de anèks ki nan dènye paj liv la, lis òganizasyon ak blòk nan katye Matisan an ki patisipe nan espas pawòl yo.

Men, liv la ekri tou pou tout lòt moun Matisan oubyen moun lòt kote ki enterese nan demach nou tabli pou mete ansanm divès sektè nan sosyete an pou konstwui yon pwojè ki gen anpil valè, yon sosyete ki jis jounen jodi toujou pote yon gwo mak fabrik divizyon sosyal ak kiltirèl.

Michèle Duvoivier Pierre-Louis
Prezidan FOKAL

FICH 1

**FOKAL,
PAK LA AK KATYE MATISAN AN**

SITIYASYON KI BAY PWOBLÈM LAN

29 jen 2007, yon arete prezidansyèl vin dekrete itilite piblik 4 pwopriyete prive ki tabli nan mitan Matisan. Sa vle di, pwopriyete prive sa yo vin tounen byen Leta, osèvis peyi a. Deklarasyon itilite piblik la fèt nan lide pou pwoteje yon zòn ki byen bwaze nan Pòtoprens, epi pou fè l tounen yon pak natirèl k ap gen ladan l yon jaden botanik kise yon espas yo plante, rasanble, idantifye, ekspoze divès kalite plant, pyebwa ak flè pou vizitè vin aprann. Pwopriyete sa yo, ki sou 17 kawo tè, te rive chape anba vyolans ki te sakaje Matisan pandan 30 lane ki sot pase yo. Arete a prevwa pou nan viwonn pak la gen yon Zòn amenajman konsète (ZAK), ki vle di, yon zòn kote, nan chita tandè ak pale, bon jan dispozisyon kapab pran pou rive òganize kòm sadwa sèten kote nan katye a.

Nan mwa out 2007, apre lakomin Pòtoprens fin bay akò li nan menm jounal Le Moniteur ki te pibliye arete prezidansyèl la, Leta siyen kontra ak FOKAL kòm enstitisyon ki te anklanche demach pou sove 4 pwopriyete yo. Leta bay FOKAL misyon pou li kreye pak la, jere li, epi fè pwojè ki gen arevwa ak edikasyon, lasyans, anviwònman ak lakilti. FOKAL genyen tou nan manda l, pou l mete an plas divès aktivite, pou l kòdone yo ak konkou moun nan katye a, epi ak patnè li yo.

An 2008, FOKAL lanse yon pwogram ki rele “Enplantasyon kominotè” yon fason pou l fè pwoje a ateri nan kominote a. Nan kad sa, FOKAL mete an plas yon seri rankont ak abitan nan katye an, li rele “Espas pawòl”. Se de moman, kote reprezantan ak reprezantant gwoup de baz nan kominote Matisan an ap rankontre pou yo boukante pawòl ak lide yo sou lavi toulejou nan katye a, pwoblèm ki prezante ak solisyon ki jwenn, epi lespwa yo genyen pou yo viv yon lòt jan. Rankont yo se okazyon tou pou prezante pwojè kreyasyon

pak la, ranmase dizon kominote a, epi bay enfòmasyon regilye sou kouman pwojè a ap dewoule.

Metòd travay espas pawòl yo chita sou ranmase dizon kominote a, sou chache patisipasyon li. Sa pèmèt fè lapawoli mache, nan lòd ak disiplin. Metòd la gen ekzijans li. Li mande pou patisipan yo, gason kou fanm, gen respè youn pou lòt, pou yo toleran epi pou yo pote atansyon yo sou sa k ap diskite an. Objektif boukante pawòl la se pèmèt kominote a konprann pi byen kouman nouvo pwojè a ap evolye nan katye a, dekwa pou li ka patisipe pi byen ; se fè pwojè a tounen zafè pa kominote an, pou li ka benefisyè ladan l tou.

Rankont yo fèt sou yon baz regilye, an ti gwoup. Rankont yo ap chache valorize lide moun yo, yon fason pou pita, moun yo anvi mete ansanm pou reyalize aksyon k ap pote fwi pou kominote a.



Katye Kokochat nan limit ZAK la, 2009

Metòd la byen adapte pou rive tabli yon dyalòg anpèmanans, espesyalman nan yon kominote ki pase tray anba divès kalite vyolans. Metòd la adapte, paske l ap chache rekoud lyen andedan kominote an, nan konte sou chak moun kòm sitwayen ak sitwayèn, kèlkilanswa aktivite moun lan te genyen,

kèlkilanswa aktivite moun lan genyen nan moman an. Metòd la adapte, paske l ap chache valorize kapasite moun, epi li konsidere gason ak fi menm jan, kòm moun ki egal ego.

4 pwopriyete ki fòmè pak Matisan an fè pati de ZAK (Zòn amenajman konsète) la. ZAK la menm kouvri apeprè yon douzèn lokalite. Pami yo genyen: Sore, Nan Beny, Lapè, Delwi, Krepsak, Jano, Ti Bwa, Gran Ravin, Siyon, Kajou e latriye. Lokalite sa yo fòmè ofiramezi, an patikilye nan lane 1990 yo, ak moun ki soti sitou nan zòn riral depatman Sid la. Pa t gen okenn plan ki prevwa pou konstwi wout, riyèl, koridò, kay ak mache. Sa fè katye a vin devlope nan yon dezòd tololo. Sa fèt ofiramezi flo moun pwovens yo ap debake, selon plas ki genyen nan bò ravin yo. Epi, sa fèt san preske okenn sèvis Leta pa bay dizon yo sou fason vil la ap devlope an dezòd.

Pwojè pak Matisan an chwazi pou li kolabore ak moun k ap viv nan diferan lokalite yo, pou devlope yon relasyon vwazinay avèk yo. Li te enpòtan pou evite yon pwojè konsa rete san li pa gen rasin nan katye a, san kominote a pa jwenn enfòmasyon dirèkteman sou aktivite k ap mennen yo. Kidonk, pwojè a chache ankouraje patisipasyon kominote a. Biwo FOKAL genyen nan pak la ride devlope relasyon vwazinay sa. Se konsa, pezape, kominote a vin gen enteresman pou divès aktivite pwojè a.

Depi espas pawòl yo kòmase ap fèt, kesyon sila yo parèt : « Ki sa yon pak ye ? Ki sa ki pak Matisan an? Ki wòl FOKAL nan pwojè a? Kouman kominote a ap akeyi koze pak la? Eske pak la ap gen konsekans sou lavi òganizasyon yo, sou lavi moun nan katye a? Kisa ki rele espas piblik? Kisa ki rele byen piblik? ».

Kesyon sa yo te merite fouye. Sa fèt nan ranmase dizon patisipan ak patisipant yo. FOKAL te sètoblige espliche nouvote ki genyen

nan yon pwojè konsa. Reyalize pwojè a depann de volonte tout aktè ak aktris ki konsène yo (Leta, Lameri, òganizasyon nan kominote a). Se pa ti defi piti ki genyen nan pwojè a ki vle: sove yon zòn ki byen bwaze, nan yon vil ki pa gen sa ankò; kreye premye jaden botanik piblik nan peyi a; òganize yon pak natirèl nan yon katye defavorize; mobilize moun, mwayen lajan ak mwayen teknik. Pou rive leve tout defi sa yo, sa mande vizyon, konviksyon ak pèsèverans.

Tèm ki diskite nan espas pawòl yo pa t konsène sèlman pwojè pak Matisan an. Te gen tou tout koze lavi toulejou moun nan katye a. Priorite te bay pou sèten tèm enpòtan ki vin diskite an apre. Diskisyon yo te fèt yon fason ki pèmèt montre makòday ki genyen ant divès tèm yo, epi sa tèm yo gen arevwa ak moun kòm sitwayen ak sitwayèn. Paregzanp, youn nan tèm ki te enpòtan anpil, se te sekirite. Koze sa a pa t ka pale san manyen kesyon move lijjèn, lasante, edikasyon, sèvis Leta, epi responsabilite chak moun ak responsabilite kominote an. Se nan konsa pwojè a travay pou ranfòse relasyon ant kominote an ak sèvis Leta yo. 2 pwojè montre sa byen. Gras a pwojè jesyon fatra nan katye an, pou premye fwa nan listwa katye an, FOKAL rive travay ak SMCRS (Service métropolitain de collecte des résidus solides / Sèvis metropoliten k ap ranmase fatra solid) pou l vin ranmase fatra yo nan katye a. Epi gen pwoje Sante-Dwa a k ap reyalize nan kolaborasyon ak Ministè sante piblik ak popilasyon (MSPP).

Gras a pwojè pak Matisan an epi prezans FOKAL, aprè tranblemann tè 12 janvyè 2010 la, Ajans fransèz devlopman (AFD) vin pran angajman pou peye fè yon etid sou kouman pou ZAK Matisan an amenaje. Ministè travo piblik se enstitisyon ki te reskonsab politik etid la. Biwo franse ki rele ACT Consultants (Akt Konsiltan) te asosye ak yon biwo

ayisyen ki rele LGL SA pou reyalize etid la. Ministè travo piblik te bay FOKAL manda pou fè swivi etid la. Nan biwo FOKAL nan Matisan, divès atelye te fèt sou tèm ki konsène amenajman nan yon vil. Manm òganizasyon ak notab katye a te patispe nan atelye yo.

Listwa pwojè pak Matisan an, se an menm tan listwa kominote a, listwa lavi li, listwa rèv li, listwa avni li.

PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

Manm òganizasyon de baz ki patispe nan espas pawòl yo esplike jan yo te sezi, e jan yo te apresye sa, lè yo wè se lèt yo te resevwa pou envite yo vin patisipe nan wonn pawòl yo. Se konsa yon vin okouran ofisyèlman de pwojè pou kreye pak Matisan an. « [...] FOKAL se yon pon ant kominote an ak pwojè pak Matisan an. Se sa ki fè pwojè a pa parèt tankou yon blòf. Ak biwo FOKAL ki nan Matisan an, ou santi gen yon travay an pwofondè k ap fèt. Kounye a, mwen pa wont di mwen rete Matisan. Se yon zòn lesprwa ak fyète. FOKAL se yon otorite moral nan zòn lan. »

Te gen anpil enteresman pou istwa 4 pwopriyete prive yo ki te tabli depi lane 1950, 1960 yo. « [...] Pwojè pak Matisan an, se istwa pwopriyete prive ki vin tounen pwopriyete Leta, nan lide pou valorize epi pwoteje anviwònman an, epi kreye yon espas piblik. » Patisipan ak patisipant yo wè nan sa yon okazyon, yo pa t menm espere, pou katye a reprann kap nòmal li ke li pèdi depi lontan. « Se pak la ki pral bay moun yo yon renesans, ki pral fè nou reviv, se pa zam ... Se pa zòn nan k ap di ki kalite moun nou ye, se nou menm ki pral chanje katye a. »

Patisipan ak patisipant yo byen note pak la ap yon espas piblik. Pou yo, pi gwo rezilta pou moman an, se FOKAL ki anchaje jere pak la. « FOKAL ba nou sa Leta pa janm panse ofri nou. Menmsi FOKAL pa gen tout konpetans teknik, li gen kapasite pou mete ONG espesyalize ansanm, epi kòdone travay yo. Sèten travay nan pak la mande konpetans teknik espesyal nou pa toujou genyen. Chita tandè nan espas pawòl yo ride nou byen konprann kòz ak konsekans sa k ap fèt yo. »

Kòm yo se manm òganizasyon de baz, patisipan ak patisipant yo byen apresye jan yo te envite yo vini nan espas pawòl yo; mete moun sou kote pa t ladan l. Sa pèmèt òganizasyon yo devlope relasyon youn ak lòt, yon bagay ki pa t fasil avan sa. « Pwojè pak la pèmèt òganizasyon yo konnen youn lòt pi byen. Yo vin santi yo gen lyen antre yo. Pwojè a pèmèt gade katye a yon lòt jan, epi li ankouraje moun k ap viv ladan li montre yo pi vijilan sou koze sekirite a. »

Yo konsidere patisipasyon kominotè tankou yon bagay ki fundamental. « Pak la pral chanje move imaj Matisan. Fòk nou ankouraje kominote a anbake nan pwojè pak la... Pak la pa dwe san kontwòl, san règleman, jan sa ye sou Channmas la ki fè plas piblik sa a vin pèdi eskap figi li. »

Lakontanman fè sèten moun konsidere pwojè pak Matisan an tankou « yon liks, yon lamann di syèl ... Pak la, se pi gwo mirak ki te ka fèt nan katye a. » Sa pa t anpeche gen dout ki pèsiste, malgre bon rezilta ki prevwa pou katye a. « Si pak la rive fèt tout bon, tout bagay ap tounen nan nòmal yo. Si nou vle sa vreman, l ap fèt. Sa klè pou nou, gen yon moman k ap rive kote pak la pral chanje lavi nan katye a, paske n ap rekòmanse ekzije pou Leta ba nou sèvis, epi pou gen pwojè pou kominote a. Pwojè pak la, sa vle di fini ak imilyasyon. Se kat idantite Matisan, se fyète nou nan Karayib la. Pak la, nou tèlman swaf li! »

Aprè yo fin konnen istwa 4 pwopriyete k ap fòme pak Matisan an, patisipan ak patisipant yo te kapab esplike kouman yo wè koze byen prive k ap tounen byen Leta a. «*Pwojè pak la, se nesans yon byen piblik; yon byen ki pou kominote a; ki pou tout moun, ki pa pou yon*

fòmasyon ak atelye ki fèt pou kore espas pawòl yo, pèmèt patisipan ak patisipant yo aprann epi wè pi lwen pou demen. «*Aksyon k ap fèt nan pak la ap ede revalorize katye Matisan an, epi devlope lakay nou sans responsablite n. Se yon nesosite nan yon katye tankou Matisan.* »



Kanalizasyon yon ravin andedan Pak Matisan an, 2011

*moun an patikilye. Ki fè, tout moun gen enterè pou defann li. Pak la, se tankou yon devlopman dirab kote se listwa pak la menm ki esplike sa, e se sa tou k ap ede kenbe rasin memwa pak la. » Patisipan ak patisipant yo rekonèt pak la se yon patrimwàn istorik, kiltirèl ak ekolojik. «*Se yon eritaj nan zòn lan ki vin transfòme; se respè pou yon patrimwàn. Pouki sa Leta plede neglije patrimwàn peyi a, pwòp patrimwàn pa l? »**

Tout patisipan ak patisipant yo dakò pou di, gen yon makònay ant kreye pak ak amelyore lavi nan katye a. «*Montre enterè pou pak la, sa vle di montre enteresman pou katye a tou. Se paske pak la ap kreye ki fè pral gen amenajman nan katye a. Se pak la k ap pote amenajman yo, se pa amenajman yo k ap vini ak pak la.*» Sesyon

«*Pwojè pak Matisan an, se yon pawòl k ap tounen reyalite.* »

(Yon patisipan)

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Aktivite espas pawòl yo te pote rezilta nan ride konprann katye a ak lavi toulejou kominote an. Pwojè pak Matisan an pote lespwa. Patisipan

ak patisipant yo esplike sa, nan fason pa yo. Yo di tou yo vle patisipe, selon kapasite yo, nan fè pak la tounen reyalyte. Yo ensiste sou enpòtans biwo FOKAL nan Matisan an genyen, paske li fasilite relasyon andedan kominote an. Sa pemèt moun nan katye a mache kontre, nan yon espas piblik ki byen òganize, pou pale sou sa yo bezwen, ak sou rèv yo. Nan biwo a, gen yon ekip pèmanan k ap travay toulejou epi ki anchaje resevwa moun katye a ak lòt moun ki vin vizite. Yo okipe òganize reyinyon yo, sesyon fòmasyon yo, espas pawòl yo, evalyasyon pwojè yo ak atelye espesyal yo. Responsab administrasyon an, epi responsab pwogram tankou Sante-Dwa ak Jesyon fatra, tabli tou nan biwo a. Annatandan tout lòt aktivite pak la pran chè, biwo a se premye kote ki pemèt moun nan katye an ak tout vizitè yo fè konesans ak pak la.

Ak esplikasyon yo jwenn sou tout demach ki dwe fèt pou rive kreye pak la, patisipan ak patisipant yo rive konprann pwoblèm teknik ak pwoblèm lajan k ap poze yo, epitou konsekans sa genyen sou kantite tan ki nesèsè pou yon aksyon rive nan bout li. Pak la pa fouti konstwi nan yon lane, ni nan 2 lane, ni menm nan 3 lane. FOKAL te esplike sa byen, pou pa kite dout pran pye, epi pou fè konprann pak la ap fèt kanmenm, paske FOKAL pran angajman pou sa, e se yon angajman ki pran tèt frèt, tèt klè. Koze travay kolektif la fè chimen li tou. Manm òganizasyon yo admèt se yon nouvote pou yo, paske yo pa t abitye nan zafè òganizasyon k ap mache kontre youn ak lòt. Menm si sa difisil, yo dispoze rantre nan wonn sa paske yo rete kwe l ap pote fwi pou kominote an. Manm divès òganizasyon yo dwe aprann diskite youn ak lòt, sou pwoblèm ki konsène yo tout, etan yo toujou kenbe otonomi yo. Yo dwe rive monte pwoje kolektif, ki kapab pote bon rezilta pou chak òganizasyon epi pou chak zòn.

Pou sèten moun, pak la se yon mannyè pou chape anba izolman ki se makfabrik katye a depi lontan. Kwaksa, sa pa anpeche gen bagay ki pa fin tonbe daplon nan konpòtman yo. Toujou genyen anpil demann pou ti pwojè. Gen sa ki vle kenbe menm pozisyon yo te genyen nan katye a. Gen presyon k ap bay pou jwenn djòb nan aktivite pak la oswa aktivite katye a. Men kreye pak la mande rantre nan yon demach kote se refleksyon an pwofondè ki pale; refleksyon sou sitwayènte, sou wòl Leta, sou wòl òganizasyon de baz yo. Anpil esplikasyon te blije bay, an divès fwa, pou rive fè konprann yo pa ka konsidere FOKAL tankou yon enstitisyon ki la pou finansye ti pwojè pasi pala, pou yon seri òganizasyon ki pako djanm nan zafè jesyon. Sepandan, FOKAL te konprann enpòtans sèten ti pwoje kapab genyen pou ride apeze epi ranfòse sèten gwoup nan katye a. Sa te fèt etan FOKAL t ap esplike ti pwojè sa yo pa fouti chanje kondisyon lavi tout bon vre, sa ka pemèt regle yon pwoblèm, pou yon tan, se tout. Pwojè pak Matisan an ede moun chanje vizyon yo, paske li tabli sou kesyon sitwayènte, espas piblik ak byen piblik. Sa ede moun nan katye a, manm òganizasyon de baz yo, leve figi yo, rejwenn diyite ak fyete yo.

Patisipan ak patisipant espas pawòl yo deklare yo koumanse wè lavni yo yon lòt jan. Brase lide yo te motive yo anpil. Sa te ankouraje yo pran angajman pou reflechi sou konpòtman yo, pou kontinye fòme tèt yo ak chache enfòmasyon, dekwa pou yo ka patisipe kòrekteman nan lòt etap pwojè a, epitou pou yo devlope solidarite youn ak lòt.

DEFINISYON KÈK MO KLE

FOKAL : *Fondation Connaissance et Liberté / Fondasyon Konesans ak Libète. Yon enstitisyon ayisyèn ki fonde an 1995, epi ki fè pati rezo fondasyon Open Society Foundations, ki tabli nan divès peyi.*

Gad chanpèt : *ajan ki anchaje siveye, bay sekirite epi fè respekte règleman pak la. Yon gad chanpèt pa gen zam. Li dwe siyale nan administrasyon an tout briganday ki fèt nan pak la.*

Òganizasyon de baz : *asosyasyon ki tabli nan yon katye. Manm yo sipoze gen enterè komen. Yo reyini regilyèman pou diskite sou pwoblèm kominote an, epi chache ansanm solisyon ki pou pote.*

Pak natirèl: *se yon espas lavil oswa nan zòn riral. Otorite yo bay limit espas la. Ladan li, pyebwa, plant ak bèt anba pwoteksyon lalwa, ki vle di moun pa ka vin pran yo jan yo vle. Yon pak natirèl ka òganize yon fason ki pèmèt akeyi moun ki vin vizite l, ofri aktivite edikatif ak syantifik, oswa lwazi.*

Pak Matisan : *se 4 pwopriyete prive nan Matisan Leta vin dekrete itilite pilik (yo pou Leta, osèvis peyi a). Dekrè ki tabli sou sa a fèt nan dat 29 jen 2007 epi li pibliye nan Jounal ofisyèl peyi a ki se Le Moniteur, nan nimewo 65, ki parèt nan dat 26 daou 2007. Leta ayisyen bay FOKAL manda pou li kreye epi jere pak la. Leta te pase kontra ak Fokal pou 3 zan. Nan lane 2010, Leta renouvle kontra a pou 5 lòt lane jis 2015.*

Plan direktè pak la: *li fèt nan mwa desanm 2010. Plan an montre divès etap ki deja reyalize pou fè pak la, epi tout etap ki rete pou fèt yo.*

Chema amenajman katye a: *chema amenajman an se yon dokiman ki tabli sou kouman pou katye a òganize kòm sadwa. Se yon zouti ki pèmèt mete an plas aksyon epi pran mezi ki konsène moun k ap viv nan katye a. Chema a pran an konsiderasyon rezo vwari ak divès lòt rezo, enfrastrikti, risk, kay. Li pote anpil atansyon sou espas piblik yo.*

An avril 2011, biwo ACT ak biwo LGL te ranpòte lamayòl nan apèl d'of entènasyonal ki te fèt la. Mèt travay la se Ministè travo piblik ki te bay FOKAL responsablite fè swivi dosye a.

Biwo ACT ak LGL te òganize an 2011 ak 2012 divès atelye pou moun nan katye Matisan an, pou enfòmasyon yo sou kouman etid la ta pral dewoule, epi pou ranmase dizon yo.

ZAK : *zòn amenajman konsète. Sa vle di yon zòn kote bon jan dispozisyon pran, nan chita pale, pou rive òganize li kòm sadwa.*

Se yon arete prezidansyèl ki defini zòn sa a.

Bòn zòn ZAK Matisan an nan prezante konsa : ravin Breyasou bò ès, ravin Jano sou bò lwès, lanmè sou bò nò epi tèt mòn Lopital sou bò sid.

FICH 2

ENPLANTASYON KOMINOTÈ ESPAS PAWÒI



SITYASYON KI BAY PWOBLEM LAN

Pou reyalize volè «Enplantasyon kominotè» an, nan kad pwojè pak Matisan FOKAL ap jere a, se metòd « espas pawòl » la ki te chwazi. Se yon metòd ki pèmèt tabli bon relasyon vwazinay ak kominote k ap viv nan viwonn pak la. Se yon demach ki favorize chanjman, paske li tabli sou patisipasyon, sou ranmase dizon moun yo, sou boukante pawòl, twoke lide, sou jan kominote a wè katye a ak difikilte li yo, epi sou jan moun yo wè peyi a tou. Demach la pèmèt tanmen diskisyon sou ki sa ki dwe mete an plas pou mennen pwojè a. Metòd espas pawòl la pa gen yon diskou ki tou pare pou pote bay moun. Okontrè, se manm gwoup de baz yo ak notab katye a ki vin diskite ansanm. Gen prensip ki tabli pou mennen diskisyon yo: tolerans, respè youn pou lòt. Moun pale lib e libè sou divès tèm, espesyalman sou sa ki konsène pwojè a, sa l ap pote pou katye a. An menm tan tou, demach la ap chache ranfòse kapasite moun yo ak kapasite òganizasyon yo, paske se yo ki prensipal konsène nan lavi kominote a, nan koze ekonomik, sosyal ak kiltirèl. Koze sa yo enpòtan anpil, lè nou konsidere katye a te viv yon pakèt zak vyolans pandan plizyè dizèn lane. Sa te fè yo konsidere katye a tankou yon zòn òlalwa. Epitou, sa te fè moun katye a vin ap viv nan izolman epi pote move non.

Espas pawòl yo demare an out 2008, nan biwo FOKAL genyen nan Matisan. Moun lokalite ki nan viwonn pak la te jwenn lèt envitasyon pou vin patisipe nan rankont yo. Rankont yo te fèt 2 fwa nan yon semenn, pandan anviwon 3 zèd tan. Anvan sa, biwo a te mande òganizasyon de baz yo vin enskri. Sa te pèmèt kòmanse konnen òganizasyon nan zòn lan, esplike yo travay ki ta pral fèt la. Konsa, ofiramezi yon lis òganizasyon vin tabli e, se dapre jan non yo parèt sou lis la, envitasyon yo vin fèt pou yo patisipe nan espas pawòl yo.

Espas pawòl yo tabli sou yon seri prensip ak angajman. Prensip sitwayènte a enpòtan anpil, kidonk tout patisipan ak patisipant gen enpòtans ; devalorize moun pa ladann, kidonk tout moun ki enskri dwe jwenn plas li, san yo pa mete l sou kote poutèt sa li ye (diskriminasyon). Espas pawòl yo genyen tou règleman sou konpòtman moun. Konsa, pawòl vyolans ak tout lòt kalite fòm vyolans pa landann. Anjeneral rankont yo fèt ak 12 moun. Pa gen zafè bay moun lajan oswa lòt bagay poutèt yo vin patisipe nan yon rankont. Se volonte yo ki mennen yo patisipe.

Chak gwoup patisipe nan 5 seyans kote gen yon tèm ki pwopoze. Tèm yo te marande ak koze ki konsène kreyasyon pak la. Tèm yo te pran tou an konsiderasyon evènman ki te make lavi pak la ak katye a. Tranbleman tè 12 janvye 2010 la, se evènman ki te pote plis dram. Kèlkilanswa tèm lan, moun te kapab pale lib e libè. Espas pawòl yo fèt sou yon baz regilye, pandan plis pase 3 zan. Rankont yo kontinye fèt malgre gwo difikilte ki te genyen nan sèten moman tankou : gang ki rekòmanse ap simen latroublay, siklòn, boulvès peryòd eleksyon, tranbleman tè. Deske espas pawòl yo te kontinye malgre difikilte sa yo, sa montre detèminasyon sila k ap fè pwomosyon pak la genyen pou pou fè l tounen reyalite. Pari ki te fèt la, se louvri yon espas kote mache kontre ap fèt ant moun ki pa gen abitud fè sa, moun k ap sibi tout kalite pwoblèm akòz diskriminasyon. Pwoblèm ekonomi enfòmèl, chomaj, lamizè, analfabèt, vyolans, relijyon ki tounen yon refij, elatriye. Demach espas pawòl la te adopte paske li chita sou boukante pawòl, twoke lide, koute lòt. Lè patisipan ak patisipant yo gen posiblite pou deklare sa ki fè yo mal, sa ki ba yo tèt chaje, sa yo santi, sa yo espere, sa pèmèt yo devlope konsyans yo epi, pi devan, sa ap favorize yo emansipe tèt yo kòm moun, kòm kolektivite. Sepandan, demach la pa janm bliye jan moun nan nati imèn li rete



Patisipan yo pandan yon espas pawòl, 2009

frajil, li ka chavire, chanje bò epi rive fè pwogrè ki te fèt yo kapote, fè n fè bak anaryè.

Espas pawòl yo ede diminye tansyon nan kominote a. Deske yo te kapab rankontre pou diskite, koute lòt, fè tandè vwa yo, kritike, di dout yo genyen, san pèsonn pa voye yo jete oubyen gade yo mal, sa te pèmèt moun nan katye yo rejwenn respè tèt yo, respè youn pou lòt; yon bagay ki fondamantal pou patisipasyon sitwayèn. Seyans espas pawòl yo te makonnen ak de seyans fòmasyon sou divès sijè tankou sitwayènte, aksyon sivik, byen piblik, sèvis piblik, dwa fanm, wòl lameri, wòl ASEK ak KASEK yo.

Pou ride amelyore kondisyon lavi a epi pou ankouraje sèten asosyasyon gen lidèship nan zòn yo, pwogram enplantasyon kominotè a te finanse kèk ti pwojè. Konsa, FOKAL ede relanse atizana, ti biznis, aktivite espò ak kiltirèl. Li konstwi tou kèk enfrastrikti tankou eskalye, ti pon, elatriye. Fokal finanse tou yon pwogram bous pou soutni 150 elèv, gason ak tifi, nan 10 lekòl Matisan. Pwogram lan fè

pwomosyon pou bon pèfòmans nan lekòl, etan l ap ede fanmi ki gen pwoblèm ekonomik yo.

PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

Sa ki plis fè patisipan ak patisipant yo espantan, se konstate jan rankont yo pèmèt youn dekouvri lòt, devlope konesans youn ak lòt. Nan sèten ka, rankont yo ede relasyon tabli ant manm divès òganizasyon. «*Espas pawòl yo pèmèt nou gade lòt yo yon lòt fason. [...] Espas pawòl yo pèmèt òganizasyon nan katye a rankontre, fè konesans. Se te okazyon pou yo chita pale, chita tandè ansanm.* »

Patisipan ak patisipant yo esplike jan sa te enpòtan pou yo, pou kominote yo, deske yo te jwenn yon kote fiks pou yo chita pale. Apa kèk ti bout teren espò pou jèn yo, oubyen legliz, pa gen espas rankont nan katye a. «*Pwojè a ofri nou yon kote pou nou rankontre, pou*

nou diskite, pou nou aprann. Libète lapawòl te total. Nou te ka di dout nou genyen, nou te ka kritike. Rankont yo pèmèt libète lapawòl, pa sèlman sou koze ki gen arewa ak pwojè a. »

Nan espas pawòl yo, tan te pran pou esplike kouman pwojè Matisan an ap vanse nan domèn teknik. Sa te ede konprann difikilte yo epi gen plis pasyans parapòta tan travay yo pran. «Espas pawòl yo se yon kote ki toujou ap bay esplikasyon sou divès etap pwojè pak Matisan an, kit se sou finansman, kit se sou aktivite. Espas pawòl yo ede, piti piti, chanje mantalite yo. Yo pèmèt konprann sa k ap fèt nan pwojè a; yo pèmèt konprann kouman solisyon piblik ranplase solisyon prive, kouman planifikasyon enpòtan. Sa pèmèt moun ki patisipe yo transmèt bon jan enfòmasyon.» Se konsa, nan espas pawòl yo, patisipan ak patisipant yo vin konprann istwa 4 pwopriyete prive byen bwaze yo ki vin fòme pak Matisan an. Yo vin konprann tou kouman chanjman an fèt pou fè pwopriyete prive yo vin tounen byen Leta epi yon espas piblik.



Afich òganizasyon FOCUD pou yon pwojè kouran, Fontamara, 2009

Sa te klè pou patisipan ak patisipant yo pwojè pak Matisan an te pran kominote a an konsiderasyon, epi se pa t bèl pawòl ase. Yo te note tou jan espas pawòl yo te ede devlope relasyon ant asosyasyon yo. Sa te pèmèt diminye tansyon ki genyen nan katye a, an patikilye depi epòk 2003 ak 2007 yo. «Pwojè pak Matisan an, se yon pawòl ki tounen reyalite epi ki pèmèt kwape vye imaj negatif ki te genyen sou òganizasyon de baz Matisan yo. Espas pawòl yo montre se la pawòl ki ranplase vyolans. Sa pèmèt nou konprann pi plis, se pa zam ki konte. Sa ki enpòtan, se mete men pou aksyon koumanse reyalize. Menm si rezilta aksyon yo pako parèt aklè, kanmenm yo ede mete lòd nan konpòtman yo, epi sa evite nou pèdi kap nou. Sa fè nou sispans pè. »

Anfen, pou patisipan ak patisipant yo, espas pawòl yo ak seyans fòmasyon yo fè yo jwenn enfòmasyon ak lakonesans. Sa ki pèmèt yo soti nan yon pakèt kwayans ki pa t koresponn ak reyalite yo. «Isit la, sa ki pale, se koze ki tonbe daplon ak yon sije. Isit la, menm si ou dwe tann, ou toujou jwenn fòmasyon. Espas pawòl yo bay opòtinite pou idantifye ak aksepte sa mwen pa konnen. Espas pawòl yo, se soti nan pawòl vag, se pote prezizyon, se byen konprann tout devire tounen yon koze. »

«Vini nan chita pale, pou pran enfòmasyon, pou fòme tèt ou, se kòm si ou te swiv yon tretman terapi. Nou pa t abitye ak sa. Pa gen kote pou fè sa. Ou ka pale sou kenpòt sije ou vle.»

(Yon patisipan)

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Patisipan ak patisipan yo te byen adopte metòd espas pawòl yo. Dèske yo te gen libète lapawòl, dèske yo te ka koute yo epi respekte yo, sa pèmèt patisipan ak patisipan yo soti anba izolman ak lonje dwèt sou yo. Yo te byen konprann demach la t ap pèmèt yo pran plas yo nan kominote Matisan an, yon fason pou yo ka rive patisipe nan siksè pwojè kreye pak la. Yo te klè tou sou fason demach la te pran an kont tout dimansyon lavi yo, kote yo te konsidere yo kòm sitwayen ak sitwayèn tankou tout lòt. Pou sèten moun, se te premye fwa yo te trete yo konsa. Enterè patisipan ak patisipan yo te montre pou rankont yo, jan yo te regilye ladan yo, tout sa ede rapwoche divès asosyasyon ki te plen mefyans youn pou lòt. Espas pawòl yo ede relasyon ant asosyasyon yo vin nan nòmal yo, kote youn kapab boukante pawòl ak lòt. Yo kore relasyon ak ekip FOKAL la tou. Epi, sa ankouraje refleksyon sou pwojè pak la, sou listwa moun yo nan kominote a, sou lide yo genyen pou demen.

Espas pawòl fè eko sou pwoblèm katye a. Ak akèy ki bay nan biwo FOKAL nan Matisan an, espas pawòl yo vin yon espas louvri, kote rankont, echanj ak diskisyon ka fèt.

Patisipan ak patisipan yo te byen konprann ke espas sa a, ki mete lapawòl annavan dapre règleman ki tabli, te ankouraje yo mache kontre ak lòt moun epi poze tèt yo kesyon sou fason yo wè lavi a. Pwogram enplantasyon kominotè a te derefize apwòch tradisyonèl yo. Ofiramezi y ap vini nan espas pawòl yo, patisipan ak patisipan yo rantre nan lide pak la, e sa pèmèt yo ranmase karaktè yo kòm moun ka p viv nan Matisan. Sa te fè yo konprann tou, fòk gen chanjman ni nan konpòtman pèsònèl, ni nan konpòtman kolektif.

Dèske yo soti nan izolman, sa fè moun nan katye a vin santi y ap patisipe nan lavi kominote a. Pak Matisan an, se pral pak pa yo. Sa ba yo fyète. Men tou, sa mande pou yo pran responsablite yo.

Espas pawòl yo pèmèt poze pwoblèm relasyon moun ak moun, ki vle di rekonèt lòt ki anfas la, nan kote li sanble ak ou, nan kote li diferan. Se sou baz sa ka genyen santiman solidarite ak konpreyansyon youn pou lòt. Dekouvri lòt la, se rekonèt li la tou, se aksepte viv pwòch ak li nan respè youn pou lòt.

DEFINISYON KÈK MO KLE

Alterite : se rekonèt epi aksepte lòt yo ki pa menm avèk ou.

Fè deba : se twoke lide ak lòt la, etan w ap asepte li ka pa panse menm jan ak ou. Se diskite sans vyolans. Fè deba pa egal goumen.

Fè echanj : se pote lide bay lòt la, epi aksepte resevwa lide lòt la. Egal, se twoke lide youn ak lòt, etan youn ap pote atasyon sou sa lòt la ap di.

Koute : se tandè ak atasyon sa k ap di a. Tandè ak koute pa menm.

Emansipasyon : se aksyon pou vin youn moun lib, pou soti anba lobedyans lòt moun, pou soti anba blokaj moral oswa sosyal.

Espas pawòl : se yon metòd pou pèmèt mache kontre, twoke pawòl, boukante lide fèt nan yon kominote, ant moun, ant òganizasyon. Se yon fason pou favorize echanj fèt, dekwa pou rive idantifye pwoblèm ki komen yo, kòz ak konsekans pwoblèm yo epi, sèten fwa, pou jwenn ansanm solisyon ki tonbe daplon ak sikonstans yo. Metòd la mande pou respekte lòt la, respekte sa li di. Metòd la pa tolere okenn pawòl vyolans.

Eksklizyon : se mete moun sou kote, pa akespte yo, izole yo, pa konte sou yo.

Entolerans : konpòtman agresif ki kapab devlope lè lòt moun pa pataje menm lide oswa menm kwayans.

Majinalizasyon : se mete moun sou kote, voye moun nan rakwen anndan sosyete a, parapòta Leta, elit yo. Se kapab tou pozisyon yon moun chwazi genyen pou li rete arebò sosyete a.

Pale : sèvi ak mo pou di sa ki nan lide ou, fè konnen sa ou santi, sa ou panse, pou kominike ak lòt moun.

Rankontre ak lòt : se lè moun twouve yo menm kote ak de lòt moun, epi yo fè konesans. Se tabli relasyon zanmitay oswa relasyon sosyal.

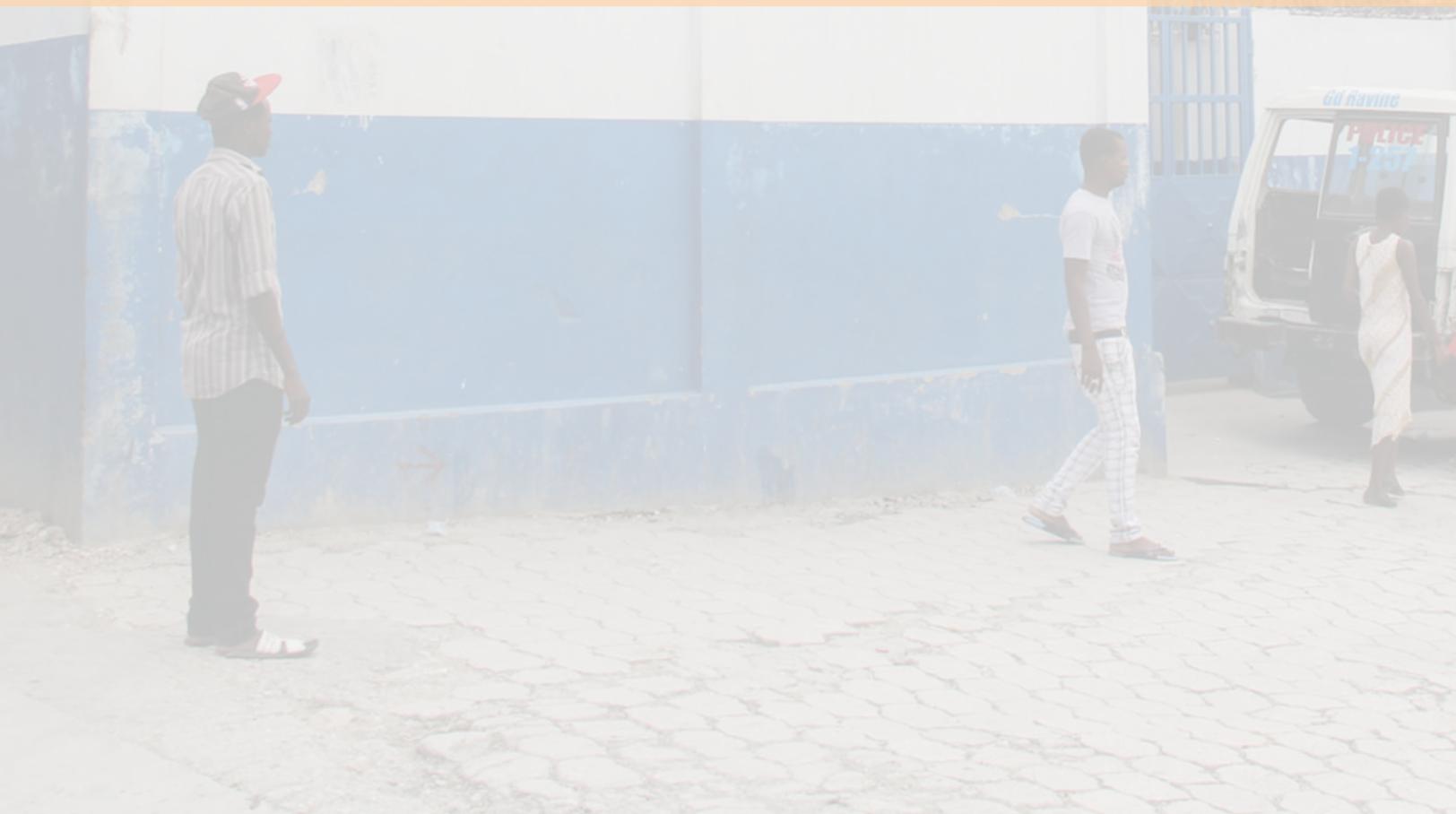
Stigmatizasyon : se lonje dwèt sou yon moun, yon gwoup moun oswa yon kominote, pou denigre yo. Se pote blam sou yo an piblik.

Tolere : se aksepte pou lòt moun panse oswa aji yon fason ki pa menm ak pa w. Se pa entèdi, pa bloke. Se montre konpreyansyon.

FICH 3



SEKIRITE



SITYASYON KI BAY PWOBLÈM LAN

Pandan preske 20 tan, enskirite brase bil Matisan. Anplis anpil viktim li fè, enskirite a lakòz yo lonje dwèt sou katye ak sou moun k ap viv ladan l, sa ki vin fè yo vin plis izole. Vyolans sa a, se makfabrik anpil katye popilè. Politisyen konn sèvi ak vyolans sa pou bay presyon epi regle zafè pa yo. Konsa tou, vyolans lan konn makònen ak koze trafik



Katye Sore, yon ti ranpa ki fèt devan antrè kay la pou anpeche inondasyon

gwoup mafya entènasyonal yo. Nan zafè chache anpèmanans lajan ak zam, gwoup ame yo prezante tèt yo tankou sèl bowòm nan yon ti zòn. Yo pa aksepte pou lòt gwoup ame parèt, e lè sa rive, goumen mete pye antrè yo. Se popilasyon an ki peye konsekans yo ak lanmò, vòl, kadejak, dife. Li difisil pou lapolis rive kwape bandi sila yo, malgre tout jefò ki fèt, espesyalman nan sèten epòk kote vyolans lan dechennen. Lè konsa, sa mande pou gen operasyon ak gwo frap. Vyolans sa a charye enskirite nan lavi toulejou, kote se kase kay ak biznis, rakèt ak tout lòt kalite krim ki gen lavwa ochapit nan Matisan.

Depi diktati Duvalier yo kapote nan lane 1986, se tanzantan moun Matisan ap asiste oswa ap viktim ti dife boule vyolans; anjeneral se klima politik la ki donnen vyolans lan. Mòd vyolans sa pa frape Matisan sèlman. Tou dabò, nan

sèten katye Pòtoprens ak lòt zòn nan peyi a, te gen operasyon dechoukay patizan ansyen rejim lan. Annapre, vyolans soysal ak politik la vin pran lòt vizaj pandan 15 zan apre diktati a. Yo rele epòk sa a « tranzisyon demokratik ». Se yon epòk ki gen pou makfabrik koudeta lame ak eleksyon rate.

Se apati 1994 vyolans nan vil yo vin pran yon vitès siperyè ak zak gang ame yo. Sa aji sou lavi toulejou anpil sektè nan popilasyon an, espesyalman nan Pòtprens. Gang yo enstale baz nan katye tankou Matisan, Site solèy, Delma 2, Jalouzi, elatriye. Yo mennen aksyon yo nan katye yo ak nan nenpòt ki lòt zòn. Zak ki pi kouran e ki plis terib la, se kidnaping lan, kote gang yo mande lajan pou yo libere yon moun yo te dappiyan. Trè souvan yo tòtire viktim yo, vyole yo oswa touye yo. Polis nasyonal la travay ak fòs etranje ki se Minustah (Minista – Misyon Nasyonzini pou estabilize Ayiti) pou eseye fè fas kare ak bandi yo. Operasyon pou demantle gang yo montre gen makònay ant bandi yo ak lòt sektè ki gen mwayen lajan. Kwaksa, li difisil pou byen idantifye tout sous ka p bay gang yo zam, minisyon ak lajan. Tout jan, sa parèt ak lòt gang yo pa aji sèlman pou pwòp tèt yo. Divès rechèch ki fèt sou vyolans nan vil yo, an Ayiti ak aletranje, montre sa byen.

Nan lane 2008, FOKAL demare ak pwojè Matisan an. Reyinyon piblik ak vizit katye te fèt pou enfòmè kominote a. Koze enskirite a te parèt alapapòt kòm yon tèm santral nan diskisyon yo, nan sesyon fòmasyon yo ak nan espas pawòl ki te reyalize ak manm kominote a epi ak òganizasyon yo. Pou sèten patisipan ak patisipant, se kòmki dire lavi nòmal nan katye a te sètobliye pran yon kanpo pandan plis pase 20 tan, san pèsonn pa t ka rive wè kouman pou soti nan mera sa. Kwak pifò moun te swete lavi katye a reprann kadans nòmal li, sa te mande toudabò pou

debarase ak laperèz ensekirite toulejou a te mete nan kò ak nan lespri moun.

Pou pwojè Matisan an te rive pran chè epi devlope, sa te ekzije pou gen yon minimòm sekirite nan katye a, epi pou relasyon retabli ant lokalite yo. Pou kondwi pwojè a, fòk ekip FOKAL yo te kapab sikile chak semenn nan zòn lan. Anplis de sa, pou yon jou moun ka vin vizite pak la, fòk yo konnen yo kapab pase nan katye a san danje; fòk yo gen posiblite pwomennen, admire bèlte anviwonman natirèl sa, san yo pa sibi okenn atak. Kidonk, poze anpatan pwoblèm ensekirite a, sa te tou vle di mande patisipan ak patisipant nan espas pawòl yo, mande moun ki rete nan katye a, pou yo klè sou responsablite yo epi pou yo montre detèminasyon pou lite kont ensekirite a. Demach sa, favorize yon priz konsyans kòm sitwayen ak sitwayèn, epi fè moun yo santi se yo menm ki reprezante katye a tou.

Prezans tout bon sèvis piblik yo, se yon bagay ki fundamental pou kenbe sekirite nan katye a. Se prezans sèvis piblik tankou : Polis nasyonal d Ayiti, Ministè travo piblik, transpò, kominikasyon ak enèji, espesyalman atravè Elektrisite d Ayiti, Direksyon nasyonal dlo potab ak asenisman, Sèvis antretyen ak ekipman iben ak riral, Sèvis metropoliten pou ranmase fatra solid. Pou sèvis sa yo reyisi fè travay yo byen nan katye a, sa mande pou gen yon travay kominotè ki fèt.

Nan echanj ak refleksyon sou ensekirite a, kesyon ki plis parèt se zak vyolans bandi ak gang ame yo, epi kesyon ensekrite jeneral ki genyen nan katye a. Anpil pwoblèm anviwonman vin poze akòz kay ki frajil, akòz fason yo konstwi sou tè ki bò ravin yo kote ki pa ta dwe janm bati. Glisman teren fè kay vide atè epi kòz lanmò. Siklòn ak tranbleman tè fè gwo ravaj. Absans oswa mankman sèvis piblik yo charye divès kalite

aksidan tankou moun ki pran nan kouran, dife, maladi, elatriye. Parapòta sa, epi apre echanj fèt sou koze a, FOKAL mete an plas 2 pwogram, pwogram jesyon fatra ak pwogram sante-dwa. Sa pa anpeche kesyon anviwonman a rete yon pwoblèm grav pou katye a ak pou tout rès peyi a.

PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

« Nou tout viktim pandan 5 kan. Depi w te di Matisan, se kòm si ou te enfekte! ».

Pou pwojè pak la reyalize, tout patisipan ak patisipant yo te dakò pou rekonèt fòk ensekirite a bout. Demaraj pwojè a vin koresponn ak yon moman kote dòz ensekirite a te bese. Sa te fasilite biwo FOKAL la louvri pou popilasyon an, epi fè vizit nan zòn pak la. *« Fòse pou gen sekirite, se derefize aksepte zak k ap fèt yo, epi se pale de pwojè pak Matisan an. Sekirite, se lè kominote an mete men pou pwojè a reyalize. »* Priz konsyans nan kominote a ak espas pawòl yo pa kapab pou kont yo fè ensikirite a fè bak. Men, deske pwojè a ankouraje pale sou koze a, sa te pote yon apèzman jeneral nan katye a. Mete sou sa, nan fen ane 2007 la, Leta te mennen anpil aksyon kont gag ame yo, espesyalman nan kaye kote nivo kriminalite a te pi wo. Sa te pote fwi, menm si tanzantan bandi yo reparèt.

Refleksyon te fèt sou mwayen ki ta kapab ankouraje patisipasyon kominote a. Gen yon pwopozisyon ki soti an divès fwa, se fòme komite katye oswa brigad vijilans. Pwopozisyon sa yo pa t retni akòz risk yo gen ladan yo : ajan k ap travay lanwit nan pak la ki ka vin sou kontwòl bandi, ta ka parèt tankou yon gwoup

paralèl ak lapolis. Repons ki te parèt pi enteresan an e ki te gen plis chans dire, se fè òganizasyon zòn nan travay ak sèvis Leta yo. Òganizasyon yo sansè reprezante kominote a, epi pou pifò moun yo, sekirite se kondisyon ki nesèsè pou aktivite reprann nan katye a, pou lavi an sosyete



Poto kouran sou wout Dal

rekòmanse. « Popilasyon an dwe konnen kouman pou li aji. Òganizasyon yo dwe ede popilasyon an paske sa konsène l dirèkteman. Anviwonman gen kote natirèl li ak kote sosyal. Anaparans gen kalmi men gwoup yo pa ase òganize. Nòmalman se ta wòl yo pou asire sekirite nan katye a. »

Izolman ak laperèz parèt souvan tankou atitid ki ranfòse santiman ensekirite a, ki ba l jarèt epi ki rann moun pi frajil. « Gen twòp bagay nou pa konnen, fòk nou soti nan eta sa. Si yon moun di

akòz ensekirite li pa ka sòti, li pa kapab ale achte manje, ale etidye, li pa ka rantrè lakay li aswè, epi sa pa aji sou li, moun sa pa moun, li pa imen. Lè moun ak zam t ap pase devan m, mwen te santi mwen gen tout kalite maladi. Se tankou mwen te deja nan sèkèy mwen. »

Tout patisipan ak patisipant yo pale sou nesèsite pou yo mete tèt yo ansanm pou chache bon jan solisyon; reflechi sou yo epi aplike yo. « Sekirite egal sitwayènte. Nou pa gen sekirite paske nou pa vle mete nou ansanm. Nou pè pran angajman kolektif. »

2 lòt fenomèn ki soti kòm sous ensekirite se sèvis piblik ki pa prezan nan katye a, epi zafè pa gen règleman sou kouman pou bati kay. « Ensekirite fizik, kay, wout, se rezilta inaksyon Leta ak iyorans popilasyon an. Si ou pa konnen gen danje, ou pa ka prevwa katastwòf, epi ou pa ka pran bon jan desizyon. Se wòl Leta pou li bay siyal sou koze sa yo. »

Patisipan ak patisipant yo ensiste anpil sou enpòtans edikasyon famiyal pou timoun yo. Yo konstate sityasyon ekonomik fè paran yo deyò tout tan. Akòz sa, timoun yo lage pou kont yo, epi lè konsa yo ka viktim manipilasyon, move enfliyans. « Ensekirite a se rezilta tou demisyon paran yo kap viv nan sityasyon difisil. Lafanmi fin depatcha. Timoun yo lese a yo menm. Lekòl konplete men li pa ranplase edikasyon famiyal. Mankman nan edikasyon famiyal, sa a tou se yon sous ensekirite. Timoun yo grandi san gid epi jèn yo pa jwenn fòmasyon pwofesyonèl. »

Sepandan, preske tout patisipan ak patisipant yo te tonbe dakò pou di lamizè ak chomaj pa toujou bay movèz kondwit, pa oblije moun ale dèyè lajan fasil, zam, oswa tounen chèf gang. « Mwen pa kwè mesye k ap fè vyolans yo se paske yo pa gen lajan. Gen moun ki nan mizè dènye eta e poutan ki kenbe eskap figi yo, ki pa ale dèyè zam. Mesye nan gang ki plis mechan yo, se pa

moun ki nan mizè. Si ou ale lakay yo, w ap wè sa. »

Anjeneral, patisipan ak patisipant yo deklare li ijan pou jwenn apèzman sosyal, pou yo soti nan anbyans laperèz la ki bloke fonksyonman lavi toulejou. Yo kenbe tenn fas pou di, pwojè pak Matisan an se youn nan kòz kalmi an, sitou paske pwojè a chache kolaborasyon kominote a. « *Apèzman sosyal, se sekirite nan katye yo, menm si aktivite pak la ap vanse lantman.* »

« Se pa espas ayisyen an ki pwoblèm nan, se nou menm ki pwoblèm nan!

Sekirite ta dwe rezilta imaj òganizasyon nan katye a ak sansibilizasyon sitwayen ak sitwayèn yo. »

(2 patisipan)

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Kesyon sekirite a parèt alapapòt tankou yon kesyon ki sansib e ki fondamantal pou patisipan ak patisipant yo. Se sekirite ki se kondisyon pou pwojè pak Matisan an reyalize. Se sekirite tou k ap pèmèt katye a reprann yon vi nòmal : sikile lajounen kou aswè, mennen ti aktivite kòmès, frekante lekòl, genyen divès kalite aktivite sosyal ak kiltirèl. Lè gen kalmi nan zafè kout zam k ap tire lajounen kou lannwit, nan atak ak vyolans, sa ede gen lapè d espri. Sa se yon kondisyon esansyèl pou reprann kadans lavi famiyal ak sosyal pifò moun ap chache a.

Diskisyon sou kesyon sekirite a fèt sou divès aspè. Pwojè pak Matisan an parèt kòm yon aksyon ki fasilite kalmi an. Patisipan ak patisipant yo wè pwojè a konsa paske li pèmèt kominote a gade katye a yon lòt fason, epi genyen nouvo motivasyon ak rèv. Dèske dòz vyolans la bese, sa pèmèt sèten aktivite rekòmanse, alòske yo te sètoblaje kanpe akòz zak atoufè yo.

Patisipan ak patisipant yo tonbe dakò pou di li nesèsè pou yo fè alyans ak sèvis Leta yo, espesyalman PNH, dekwa pou sekirite tounen yon bagay estab, nan zòn pak la epi nan tout katye a. Yo ensiste anpil sou enpòtans prezans sèvis piblik yo, pou yo bay limyè, trase ti wout. Lè li difisil pou rive nan yon zòn, epi mete sou sa zòn nan fè nwa, se gabèl pou volè ak bandi yo. Òganizasyon yo pran konsyans sou jan li enpòtan pou yo patisipe nan pwojè kolektif yo, menm si yo pako fin wè klè sou kouman pou yo òganize sa ansanm.

Tout moun te dakò pou di lamizè pa egal tounen bandi. Tout moun ki pòv pa tonbe nan fè zenglendo. Li enpòtan pou fè fòmasyon sou sitwayènte. Sa pèmèt pi byen konprann dwa ak devwa chak moun; sa pèmèt fouye zo nan kalalou; sa pèmèt reflechi sou chanjman ki nesèsè nan konpòtman yo, sou enpòtans pou chak sitwayen ak sitwayèn pran angajman nan kominote yo.

DEFINISYON KÈK MO KLE

Lajan fasil : *lajan ou pa sive pou fè; lajan ki pa legal; lajan chango.*

Konfyans : *lè yon moun santi li an sekirite, li alèz ak lòt moun ak lòt gwoup. Li konnen pa gen koken nan relasyon an, pou yo pote li move kou sanzatan.*

Ensekirite : sitiyasyon ki make ak danje ki kapab reyèl, materyèl oswa sosyal. Pa gen limyè, pa gen wout, pa gen sant sante ki pre, danje, tout kalite vyolans.

Perèz : lè yon moun enkyè anpil, lè li anba kè sote, kè kase. Se yon koze ki gen arevwa ak mantal moun, ak santiman l. Li difisil pou yon moun metrize tèt li, lè li krenn yon danje oswa yon menas.

Sekirite : sitiyasyon kote ou pa krenn okenn danje, ou pa pè yo atake w, yo volè w, yo vyole w. Ou pa pè gen aksidan, ou pa pè pou gen anviwonman k ap fin deteryore.

Twomatis: boulvès nan mantal yon moun apre li sibi yon chòk. Chòk la gen konsekans sou emosyon, sou mantal moun lan, paske li pa t kapab fè fas toutsuit kòmsadwa.

Vyolans : britalite fizik oswa mantal ki fèt ak raj sou yon moun oubyen plizyè moun.

FICH 4

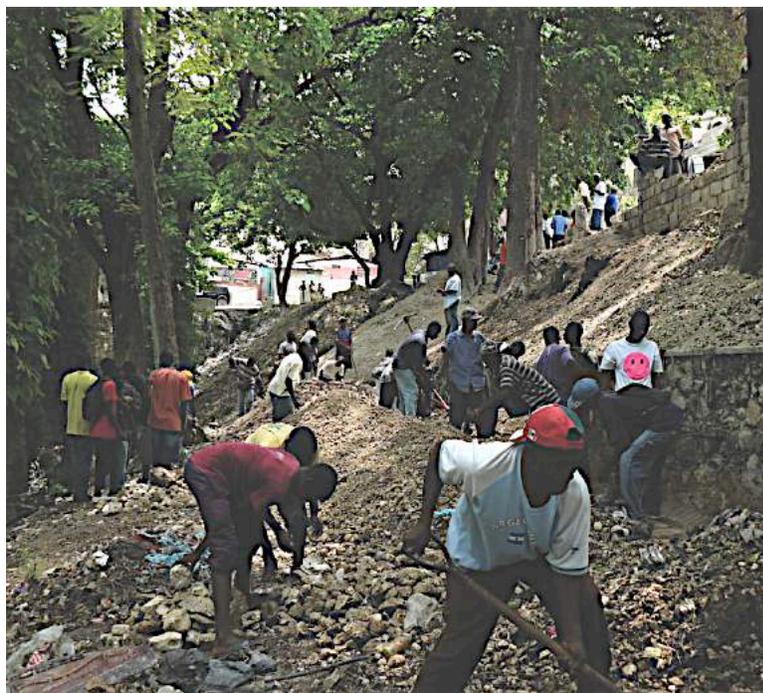
PWÒPTE AK SALIBRITE



SITYASYON KI BAY PWOBLÈM LAN

Nan kad espas pawòl ki fèt nan pak Matisan an, kesyon pwòpte ak salibrite (kondisyon lapwòptay ak liyèn nan yon kominote) te dezyèm priyorite pou katye a. Premye a se te sekirite. Salibrite konsène kondisyon yon popilasyon ap viv pou sa ki konsène lapwòptay ak liyèn. Gen salibrite nan yon katye oswa yon vil, lè gen dispozisyon ki pran pou asire liyèn piblik pou tout moun, sa ki pèmèt viv nan bon kondisyon, ki pèmèt rete an sante. Salibrite se baz yon anviwonman ki sen. Kòm salibrite konsène milye kote moun ap viv an sante, salibrite gen arevwa tou ak diyite moun ki ap viv nan yon katye.

Kote gen moun, toujou gen fatra k ap fèt toulejou.



Travay netwayaj nan pak Matisan, 2009

Kidonk, fòk fatra yo jere pou milye a ka genyen salibrite. Lè fatra pa jere, sa gen move konsekans sou sante popilasyon an, sou enfrastrikti yo ak sou anviwonman an. Ramase fatra sou yon baz regilye, nan chak katye, se responsablite sèvis Leta yo. Lè sa fèt,

sa kenbe lapwòpte epi sa pèmèt sitwayen ak sitwayèn yo konsidere yon lòt jan responsablite Leta genyen pou popilasyon a.

Sèvis metropoliten pou ranmase fatra solid se sèvis Leta ki responsab ranmase fatra nan Pòtprens. SMCRS pa t janm konsidere zòn Matisan an sou kont li. Pandan divès lane, Matisan ki tou pre anba lavil, pa janm benefisye sèvis sa. SMCRS te pran 2 pretèks pou eksplike pouki li pa t ramase fatra nan Matisan : vyolans ki te fè katye a tounen yon zòn òlalwa, epi bann pakèt kay ki konstwi pil sou pil nan koridò kote kamyon yo pa ka rantre.

Kesyon salibrite te diskite anpil nan espas pawòl yo. FOKAL te note sa epi li te pwofite, lè Inyon ewopeyèn t ap lanse apèl pou pwojè, pou li prezante yon pwojè sou jesyon fatra

nan Matisan. An 2010, FOKAL

fwenn yon finansman pou 3 zan nan men Inyon ewopeyèn. Pwojè a demare kèk mwa apre tranbleman tè a. Objektif pwojè a te klè. Toudabò, sansibilize, òganize epi fòme kominote a sou kesyon jere fatra. Annapre, se fè SMCRS vin bay Matisan sèvis li pat fwenn depi 25 lane, nan vin ramase fatra 3 fwa chak semèn. Estrateji ki adopte a te tabli sou kolaborasyon ak fanmi ki gen kapasite pou mobilize katye a, ankouraje vwazinay pou yo rantre nan triye ak ranmase fatra ki soti nan kay yo. Yon travay sansibilizasyon touche lekòl yo tou, ki resevwa fòmasyon ak

poubèl (panye fatra) pou yo ka fè elèv, pwofesè ak paran konprann enpòtans salibrite pou lasante ak pou anviwonman an. Ti biznis vin monte. Yo sèvi ak sa yo fwenn nan fatra ki triye yo pou fabrike divès

objè ki ka sèvi nan kay oswa pou fè dekorasyon.

Gras a pwojè pak Matisan an, epi ak espas pawòl yo, kominote an vin koprann jan li nesese epi enpòtan pou li mete pwòpte ak liyèn nan katye a ; pou kenbe wout ki mennen nan pak la pwòp. Pwojè jere fatra a pèmèt reyalize yon objektif ki mobilize kominote a sou kesyon salbrite a, etan li te asire Leta ap vin bay sèvis nan Matisan ki se yon katye enpòtan nan Pòtoprens.

PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

Nan espas pawòl yo, patisipan ak patisipant yo te lonje dwèt sou move eta katye an nan zafè salibrite. Yo te di sa inakseptab. Yo te ensiste pou di, anvan pwojè FOKAL la, yo pa t janm jwenn sèvis nan men Leta. Men tou, yo te admèt yo gen responsablite pa yo nan jan anviwonman katye a fin degrade : san yo pa triye, fatra jete epi boule nenpòt kote, nenpòt ki lè, san panse ak konsekans sa genyen sou lasante ak sou anviwonman an. « *Nou gen responsablite pa nou nan jan anviwonman an delabre : debwazman, fatra ki pa jere, polisyon ak machin ki pa fè sèvis. Nou aprann fatra ka triye, ka tounen enèji epi ka sèvi pou fabrike divès objè ki itil. Men lè fatra plede ap anpile, se ka lakòz moun bandonen katye a. Jesyon fatra ka ede devlope satiman ke w se moun katye a, epi sa ka ankouraje travay pou fè katye a vin pi bèl.* »

Kòm manm òganizasyon de baz, patisipan ak patisipant yo te santi yo dwe enplike nan rann katye a pi pwòp, gen plis liyèn. « *Se travay òganizasyon de baz yo, pou yo regwoupe yo, pou fè sansibilizasyon an pèmanans nan katye yo epi ak eli lokal yo, yon fason pou ankouraje dyalòg fèt an pèmanans nan kominote a. Se wòl nou pou nou mete sou pye ekip k ap fè asenisman.* »

Refleksyon sou asenisman mennen patisipan ak patisipant yo vin rantre nan koze kouman kay bati nenpòt ki jan nan katye a : kay yo bati san yo pa respekte okenn prensip, yo pa gen fenèt, se nan ti koridò kwense pou pase pou rive ladan yo ; pa gen pasaj pou kamyon sèvis Leta yo vin ranmase fatra. « *Nou pa ta dwe konstwi nan ravin yo, ni sou tèt sous yo, ni sou teren ki an pant. Nou ta dwe okipe zafè kannal yo pou pèmèt yo charye dlo sal. Bati kay nenpòt kòman gen konsekans dirèk sou jesyon fatra, paske pa gen pasaj. Òganizasyon de baz yo ka jwe patisyon pa yo!* »

Patisipan ak patisipant yo te wè tou gen yon makònay ant koze salibrite ak santiman yo se moun katye a. Yo gen atachman ak katye a, e yo pa ta renmen oblije kite l. Dapre yo, salibrite ekzije pou chak moun chanje konpòtman l nan lavi toulejou, yon fason pou kenbe lapwòptay nan katye a. « *Salibrite, se yon kesyon sansibilizasyon, pou chanje konpòtman nou. Nan ti kominote nou an, nou ka fè bèl bagay, nou ka fè katye a tounen nan nòmal li, nou ka fè l pwòp. Òganizasyon de baz yo ka jwe wòl pa yo !* »

Boukantay pawòl yo toujou ensiste sou responsablite Leta. Jesyon fatra, se pa yon pwoblèm ki prezante ann Ayiti sèlman. Se yon pwoblèm mondyal. An jeneral, se sèvis Leta ki pran sa sou responsablite li. « *Se Leta ki dwe chaje ranmase fatra. Fòk nou mete Leta fas ak responsablite li, sinon anyen pa p chanje, se lave men siye atè. Responsablite Leta dwe yon bagay konkrè. Nou dwe ekzije pou sèvis Leta yo fè travay yo, vin ramase fatra yo, SMCRS ak lamèri.* »

Tout patisipan ak patisipant yo rekonèt se pwojè pak Matisan an ki ba yo opòtinite pou diskite alèz sou kesyon ensalibrite an. Lè pak la ap fini, li pa p kapab ofri moun k ap vin vizite yo espektak yon anviwonman ki pa pwòp, ki san liyèn. « *Fòk genyen tou yon volonte politik pou chanje anviwonman an, pou moun k ap vin vizite yo pa gade l mal. Bote peyi a, se nou menm ki pou asire l.* »



Rezidan nan katye Matisan ap mete fatra yo nan kamyon SMCRS, 2013

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Echanj yo te byen chofe paske salibrite ak anviwonman se koze ki trè sansib nan katye kote preske pa gen espas prive, kote li difisil pou kenbe lapwòpte ak liyèn, paske pa gen règleman epi sitou, pa gen konfò de baz tankou dlo ak elektrisite.

Li te trè enteresan pou wè jan patisipan ak patisipant yo te santi yo konsène pèsònèlman. Yo pa t annik lonje dwèt sou mankman Leta ki pa bay sèvis. Pou yo, pa t gen dout, fò yo enplike. Men sa te kle tou, sa pa fasil pou chanje konpòtman endividyèl, epi sa pa ka fèt jodi pou demen. Yo te ensiste sou kanpay sansibilizasyon òganizasyon yo dwe reyalize nan katye a. Dapre patisipan ak patisipant yo, travay kominote a kapital e li dwe vin kore travay sèvis piblik yo.

Rale mennen kase ki fèt nan reflechi sou kesyon salibrite a ede pran konsyans sou enpòtans mobilizasyon sitwayen ak sitwayèn yo ka genyen nan yon katye tankou Matisan, an patikilye nan chache solisyon pou rezoud

pwoblèm ki konsène tout kominote a. Lonje dwèt sou responsablite zòt sa pa ase. Sa ki konte se angajman ki pran nan nivo endividyèl ak kolektif. Lè òganizasyon nan katye a ranmase kòz la, sa favorize pou kominote a jwenn sèvis piblik ki efikas. Konsa tou, lè konpòtman yo chanje, sa garanti bon jan rezilta pou tout moun.

DEFINISYON KÈK MO KLE

Dechè solid : fatra ki fèt ak pwodwi moun sèvi toulejou. Fatra ki triye ka sèvi pou kreye enèji oswa pou fabrike kèk objè.

Liyèn : se prensip ki swiv pou fè lapwòptay, pou dezenfekte, pou kenbe pwòpte nan kay ak sou kò nou. Sa pèmèt rete an sante.

Pwojè kolektif yon katye : se pwojè plizyè òganizasyon de baz, nan yon menm katye, ap chache reyalize ansanm pou amelyore kondisyon lavi kominote a.

Salibrite: se kondisyon lapwòptay ak liyèn nan yon kominote. Se sa ki bon pou rete an sante, pou evite trape maladi. Salibrite piblik vize pou kreye yon milye ki favorab pou popilasyon an rete an sante.

Vwa daksè: se tout ri, riyèl, chimen, koridò, wout ki fòme rezo sikilasyon pou pyeton ak machin nan yon katye. Lè vwa daksè yon ankonbre (machann, fatra, machin moun kite, pil sab ak feray, elatriye), yo tonbe nan ensalibrite, yo vin danjere pou sikilasyon an.

FICH 5



ANVIWONNMAN AK TRANBLEMANN TÈ



SITYASYON KI BAY PWOBLÈM LAN

Depi pwogram «Enplantasyon kominotè » a fin lanse, depi aktivite « espas pawòl » yo demare, pwoblèm anviwonman an pa sispann poze nan tout devire tounen l. Pwoblèm konplike sa a poze sou pwojè pak Matisan an. Kidonk, li poze tou sou kesyon sekirite, salibrite, jan kay yo bati, debwazman, vwa daksè, ijyèn ak kondisyon lavi, sèvis piblik yo. Tout koze sa yo fè anpil deba. Sa te klè pou patisipan ak patisipant yo : pou yo sa ranmase pwojè pak la, sa mande pou gen chanjman nan konpòtman yo epi pou gen bon jan konprann sou sa ki rele espas piblik. Patisipasyon an te san mank. Moun yo te montre yon enterè, ki pat janm febli, pou tè ki konsène lavi katye yo.



Carrière de sable à Martissant, 2009

Tranbleman tèt 12 janvyè 2010 la montre jan anviwonman an frajil nan Pòtoprens. Kominote Matisan an ap viv anba malè pandye pwoblèm anviwonman yo. Katafal katastwòf 12 janvyè a montre tou jan pa gen okenn prevansyon ki fèt, alòske sa te ka pèmèt limite dega yo epi sove lavi moun. Yon digdal moun pèdi lavi oswa disparèt; kay ki bati nenpòt kòman nan ravin ou sou pant kraze; Leta rete bra kwaze fas a katastwòf la; èd imanite vide men san okenn kòdinasyon. Tout bagay sa yo te prezan nan diskisyon sou katastwòf sa a, pyès moun pa t pare pou fè fas avè l. Diskisyon yo tabli tou sou nesosite prevansyon. Ayiti chita nan yon zòn ki gen anpil risk tranbleman tèt ak siklòn. Fòk popilasyon an byen enfòmè, pou li sa konnen kòman pou li fè prevansyon, kòman pou li reyaji anvan ak nan moman yon katastwòf natirèl.

Li enpòtan pou ensiste sou pwèn sa a : tranbleman tèt se yon gwo chòk ki ajì sou mantal sila ki rive chape yo. Moun sa yo ap konte kantite lòt ki disparèt, ki mouri e ki pa t ka antere kòm sadwa. Pandan lontan konsekans chòk sa a ap fè santi soukous li.

Anviwonman ak tranbleman tèt se 2 bagay ki makònen. Lè neglijan pote sou yon anviwonman ki frajil, anvan ou bat je w, sa ka lakòz yon pakèt dram k ap trennen konsekans lou pandan lontan; konsekans yo gen dwa menm ireparab. Kesyon anviwonman an ak esplikasyon ki bay sou tranbleman tèt vin fè konprann kòman li enpòtan pou prevwa pwoblèm yo, espesyalman lè sekou yo ra. Sa fèt nan chache byen konprann konsekans pwoblèm yo.

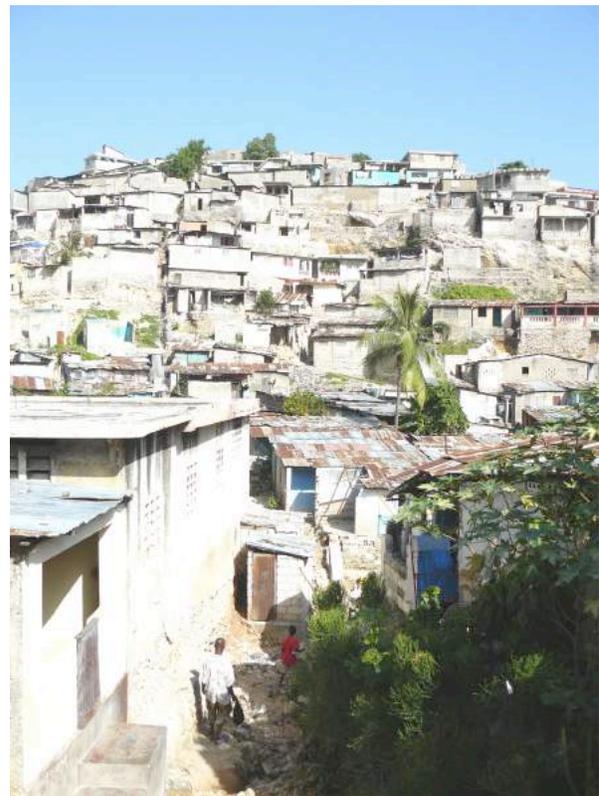
PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

Chita pale yo te rete anpil sou evènman 12 janvyè 2010 la ak konsekans li sou anviwonman an. Moun nan katye a konnen yo pote mak katastwòf la, e yo konsyan y ap pote mak sa yo pandan lontan. Nan espas pawòl yo ak nan lòt rankont, divès patisipan ak patisipant te bay temwayaj sou sa yo te viv pandan tranbleman tè a : kote yo te ye lè sa rive, vizyon tou kantite kadav yo wè nan chache moun ki disparèt. Li te trè enpòtan pou patisipan ak patisipant yo pou yo rakonte eksperyans sa. Konsa, yo pataje santiman laperèz yo, tristès, reziyasyon, epi santiman rekonesans poutèt yo an vi. *«Tout moun desoumen. Nou pa wè devan, nou pa wè dèyè ! Espas pawòl yo ba nou okazyon rakonte epi koute temwayaj yo. Sa te enpòtan pou chak grenn moun.»*

Sou baz temwayaj yo, enfòmasyon ak eksplikasyon syantifik te pote pou patisipan ak patisipant yo. Eksplikasyon yo te senp epi klè, yon fason pou pèmèt derefize koze ki vle fè kwè katastwòf la se pinisyon Bondye. Mòd esplikasyon sa a, se li ki sikile pi plis. Sa pa anpeche ke lapriyè ak chante moun yo t ap fè ansanm, te pote anpil rekonfò pandan evènman an kote tout bagay te tèt anba. Men tou, li te enpòtan pou byen fè konprann sa ki yon tranbleman tè. *« Nou aprann ke yon tranbleman tè se yon fenomèn natirèl. Se lasyans ki eksplike sa, se pa relijyon, ni kòlè Bondye.»* Konprann kòz tranbleman tè a te ede reflechi sou kesyon prevansyon an. *« Eksplikasyon nou jwenn sou tranbleman tè a pèmèt nou aprann kèk prensip ak jès pou rive sove lavi, sitou nan kay frajil nou abite yo. Prensip prevansyon yo, Leta ta dwe pran dispozisyon serye pou fè konnen yo epi aplike yo.»*

Patisipan ak patisipant yo konstate yo te tire leson de katastwòf la. *« Sa nou aprann e ki pozitif sou tranbleman tè a, se ke bonn volonte pa kont. Fòk atansyon pote sou fòmasyon, sou estrateji pou fè prevansyon, sou dyalòg anndan kominote a.»* Yo di tou yo te wè divès fòm solidarite tout bon, kit se bò kote moun ki pwòch yo, kit se bò kote moun yo pa t menm konnen. *« Tranbleman tè a aprann nou tou sa ki rele solidarite; pa sèlman solidarite entènasyonal la, men solidarite kominote yo tou. 12 janvyè 2010, pa t gen pòv, pa t gen rich! »*

An divès fwa, patisipan ak patisipant yo ensiste sou responsablite chak moun nan chanje konpòtman, nan respekte epi fè respekte prensip



Quartier de Ti Bwa, 2008

nan bati kay ak nan ibanism (règleman sou ki kote pou bati, kòman pou amenaje yon zòn, kouman pou trete espas piblik, peyizaj ak anviwonman). Responsablite sa enpotan, ni pou manm kominote a, ni pou Leta. Sa pa t

anpeche patispan ak patisipant yo konstate chimen chanjman an ap long, ap difisil, akòz kondisyon frajil kay yo nan katye a. Move kondisyon moun ap viv ap ogmante risk pou moun pèdi lavi.

Diskisyon sou tranblemann tè a fè yo retounen sou kesyon fatra a. Nan katye a, plen fatra nan tout lari ak ravin yo. Mete sou sa, vin gen debri tranbleman tè a. « *Anviwonman nou genyen pou kounye a, se vitrin pou fatra ak debri ! Fatra yo, se yon pwoblèm pèmanan. Kote pou nou jete yo ? Ki lè pou nou jete yo ? Kote pou nou kenbe yo ? Pwoblèm nan konsène alafwa disiplin pèsonèl epi disiplin Leta. Men, an fenn kont, se responsablite pa nou.* » Anplis fatra ki soti nan kay, tranblemann tè a vin charye yon pakèt debri ki soti nan kay ki efondre yo.

Viv nan yon anviwonman ki gen ensalibrite sa favorize degradasyon tout aspè nan lavi a; sa ka menm rive bay konpòtman agresif. « *Lapwòpte ankouraje apèzman sosyal; salte ankouraje agresivite.* » Refleksyon sa yo te vin bay anpil echanj sou kesyon edikasyon ak sitwayènte. « *Yo pa edike elèv yo pou yo tounen sitwayen ak sitwayèn. Edikasyon ta dwe plis tabli sou konsekans zak yo, pase sou entèdi fè zak yo. Paregzanp, kou sekouris ta dwe rantre nan pwogram lekòl yo. Radyo yo ta dwe fè emisyon sou edikasyon sivik, sou dwa ak devwa moun.* » Vire tounen, menm konsta a ap fèt : « *Fòk nou chanje abitud nou, fòk nou chanje vizyon nou genyen sou lavi a.* »

**« Nou pa koupab, nou pa mechan : nou p
at merite pran tranblemann tè a. »**

(Yon patisipan)

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Patisipan ak patisipant yo fè anpil echanj sou lavi toulejou yo epi sou konsekans tranblemann tè a. Yo note enpòtans sa te genyen pou yo dèske yo jwenn eksplikasyon klè ak syantifik sou sa yon tranblemann tè ye. Sa pèmèt yo konprann pi byen lyen ki genyen ant anviwonman frajil katye a ak kantite dega ki te fèt yo. Refleksyon te fèt tou sou kesyon prevansyon an. Tout moun ta dwe konn sa, pou kapab fè bon reyaksyon lè gen katastwòf, epi rive limite dega yo, sitou pou sa ki konsène kantite moun ki mouri, andikape, blese, disparèt yo.

Poze pwoblèm anviwonman ak tranblemann tè a te mennen konsidere pwoblèm fatra a ankò. Fatra te parèt tankou yon michan obstak pou liyèn piblik nan katye a. Patisipasyon chak mou, kòm sitwayen ak sitwayèn, te konsidere tankou yon kondisyon enpòtan pou rebay Matisan eskanp figi I. Sa klè, aksyon sèvis piblik yo endispansab, men se patisipasyon abitan nan katye a k ap fè yo bay pi bon rannman.

Echanj ki fèt sou tranblemann tè a vin diminye enfliyans kwayans larelijyon pote sou tranblemann tè a. Kwayans sa yo te fè pifò moun santi yo koupab, kit se nan pami patisipan ak patisipant yo, kit se nan rèz kominote a. Toupatou, touswit apre tranbleman tè a, ou te tande moun k ap rele « Jezi ! », k ap priye, k ap chante. Se te fason pa yo pou yo mande Bondye fè yon aksyon, paske moun yo te santi bra yo anile devan gwo katastwòf sa. Li te enpòtan pou koze sa yo te pale. Bi diskisyon yo, se pa t konbat kwayans moun. Se te pito prezante eksplikasyon lasyans bay sou tranblemann tè a, pou sa ka ede diminye

santiman ki fè moun santi yo koupab epi pou kòz katastwòf la parèt aklè.

Li enpòtan pou note kòman tout moun ki te patisipe nan seyans ki te fèt touswit apre tranbleman tèt a, te deklare jan sa te pote yo byen, paske sa te ba yo okazyon rakonte sa yo te viv epi tande istwa lòt moun.

DEFINISYON KÈK MO KLE

Devlopman dirab : estrateji k ap chache tabli bon jan ekilib ant moun ak anviwonman natirèl la, epi ki vle fè sa yon fason ki pou dire. Souvan yo konsidere devlopman dirab pote repons pou satisfè bezwen ki genyen jodi a, etan li veyatif pou pa kite okenn antrav pou jenerasyon k ap vini annapre yo.

Ekosistèm : sistèm nan yon milye natirèl kote tout sa ki vivan (plant, bèt) nan relasyon youn ak lòt.

Enèji renouvlab : se enèji ki soti nan lanati, ki pa p fini, tankou solèy, van, lanmè, latè.

Episant : pwen santral sou latè oubyen sou lanmè kote yon tranbleman tèt frape pifò.

Anviwonman : se tout kondisyon natirèl ak sosyal kote tout sa ki vivan ap evolye.

Ewosyon : Se tout sa k ap pwovoke degradasyon tèt a, ak dlo, van e lòt bagay ki nan atmosfè a.

Abita : Se tout sa ki konsène kondisyon lavi yon popilasyon nan zafè kay abitab .

Abita anachik : se lè kay abitab ap konstwi nenpòt kòman, san okenn règleman pa respekte, nan zafè materyo ak ibanizm (règleman sou ki kote pou bati, kòman pou anenaje yon zòn, kouman pou trete espas piblik, peyizaj ak anviwonman). Se lè kay ap plede bati an dezòd, vaykevay, san okenn otorite Leta pa mete ola. Se lè moun anvayi teren ki pa fèt pou bati epi yo monte kay sou yo.

Plak tektonik : kouch ekòs latè ki vin defòme ak deplase, lè gen tranbleman tèt oswa lè yon volkan pete.

Preveni : se pran devan pou anpeche yon bagay rive, etan prekosyon ak mezi ki nesesè ap pran. Mezi prevansyon dwe swiv sèten règleman byen defini.

Radmare oswa Tsunami (mo japonè) : lam vag lanmè ki trè wo, ki anvayi tèt yo e ki ka fè anpil dega. Lam nan se rezilta yon tranbleman tèt oswa yon vòlkan ki pete.

Replik : se sekous ki kontinye ap fèt apre manman sekous yon tranbleman tèt.

Richtè (Richter) (1900 – 1985) : Ameriken ki te espesyalize nan koze tranbleman tèt. Se limenm ki kreye, an 1935, yon zouti pou mezire fòs ak frap yon tranbleman tèt. Zouti a pote non li, li rele « Echèl Ritchè. »

Tranbleman tèt (seyis an franse): se lè latè tranble akòz mouvman plak tektonik yo. Sa pwovoke dega ki, selon fòs sekous la, ka grav oswa mwens grav. Jis jounen jodi a, yo pa ka prevwa ni ki jou, ni ki lè yon tranbleman tèt ap fèt.

FICH 6

SÈVIS PIBLIK



SITYASYN KI BAY PWOBLEM LAN

Sèvis piblik konsène kapasite Leta pou l reponn sèten bezwen ki esansyèl pou popilasyon an. Prensipal bezwen yo se jwenn dlo potab, elektrisite, asenisman, vwari, sekirite, òganize espas piblik la. Sèvis piblik pran tou an konsiderasyon sa ki rele sèvis sosyal de baz, tankou edikasyon, lasante, transpò, komunikasyon. Lajan ki pou pèmèt bay sèvis sa yo prevwa nan bidjè Leta, egal se depans piblik yo ye. Sèvis piblik yo la pou

Leta asire byennèt popilasyon an, nan mete an plas sèvis piblik yo. Se sou sa prensip dwa ak devwa sitwayen ak sitwayèn tabli.

Nan espas pawòl kote kesyon sa yo t ap diskite, patisipan ak patisipant yo te rete sitou sou zafè pa gen sèvis piblik nan Matisan, e lè genyen, yo pa mache byen. Dapre yo, si katye a nan si movèz eta, se paske Leta absan. Yo santi Leta bandonnen yo. Nan Matisan, sèvis de baz tankou dlo potab, elektrisite, sant sante, lekòl Leta, sekirite, sa preske pa egziste. Nan konsa,



Fontèn dlo nan Krepsak, 2008

fasilite lavi an kolektivite, pou pwoteje kominote a, pou fè prevansyon k ap pèmèt evite risk grav yo, pou satisfè bezwen de baz popilasyon an. Sous bidjè Leta se taks ki peye sou tout tranzaksyon ekonomik ak finansye, se enpo ki peye sou salè moun touche (kantite kòb ki peye bay leta nan kòb yon moun touche). An retou, pou taks ak enpo li pran sou aktivite sitwayen ak sitwayèn yo,

popilasyon an sètoblije degaje li kou l konnen, souvan nan chimen ki pa legal, pou li jwenn yon sèvis ki pa menm bon. Eli lokal yo ki se KASÈK yo (Konsèy administrasyon seksyon kominal) ak ASEK yo (Asanble seksyon kominal), popilasyon an konsidere yo tankou de pon ant kominote a ak Leta santral la. Men an reyalyte, eli lokal yo pa gen

okenn mwayen pou yo ofri sèvis bay popilasyon ki vote pou yo an.

Pwojè pak Matisan an pèmèt relanse deba sou relasyon kominote a ak sèvis piblik yo. Kòm pak la se yon espas piblik, depans fonksyonman pak la ta kapab andedan bidjè Leta a. Tout echanj sa yo vin fè diskisyon yo tabli sou nesosite pou toujou gen relasyon ak sèvis piblik yo, yon fason pou yo ka reponn ak bezwen popilasyon nan katye a. Se apati refleksyon sa yo FOKAL vin rantre nan pwojè jere fatra a, ki fè SMCRS (Sèvis metropoliten pou ramasaj fatra solid) vin pran fatra 3 fwa pa semèn nan katye a. Pwojè a fèt ak yon finansman Inyon ewopeyèn. FOKAL te kolabore tou ak òganizasyon de baz nan 4 zòn Matisan epi ak EDH (Elektrisite d Ayiti), pou yon pwojè elektrifikasyon katye an. Jefò sa yo montre gen moun ak òganizasyon ki gen volonte pou reyalize aksyon anfavè kominote a. Konsatou, depi 2 zan, pwojè Sante-Dwa FOKAL la favorize relasyon tabli ant kominote an ak MSPP (Ministè sante piblik ak popilasyon), espesyalman atravè BSC (Biwo sanite kominal). Se konsa dispozisyon vin pran pou fè tretman pou konbat sa ki sitire moustik ki bay maladi tankou malarya, lafyèv deng, filaryoz. Tout egzanp sa yo montre li posib pou jwenn sèvis piblik, lè òganizasyon yo jwenn alye yo ka konte sou yo, lè òganizasyon yo pran responsabilite yo, lè yo angaje pou travay nan enterè kominote a. FOKAL apiye demach òganizasyon ki ale nan sans sa.

Echanj yo te tabli tou sou wòl kolektivite teritoryal yo. Eli lokal yo ap viv nan kominote a, men yo pa sanble yo gen koneksyon ak pouvwa santral la, sòf pou yo al touche chèk yo. Diskisyon yo te montre gen yon vid nan lalwa sou kolektivite teritoryal yo. Konstitisyon an pa bay presizyon sou manda eli yo, epi Palman an poko janm vote yon lwa sou sa. Kontrèman a sa moun nan katye an gen

tandans kwè, eli lokal yo pa depann de lameri ; yo depann de Ministè enteryè ak kolektivite teritoryal la (MICT). Patispan ak patisipan yo montre yo enterese pou bon jan relasyon devlope ant eli lokal yo ak kominote a. Sa t ap yon fason pou ranfòse prezans Leta ak sèvis piblik yo nan katye a.

PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

Nan echanj yo, patisipan ak patisipan yo te touswit fè lyen ki genyen ant pwojè pak Matisan an ak ti amelyorasyon ki pote nan lavi katye a. Pou yo, pak la ankouraje sèvis piblik yo pou yo kòmanse retounen nan katye a (dlo, elektrisite, vwa aksè, sekirite, ramasaj fatra). Sa poko kont, men gen sèvis ki la kounye a. Kòm pak la se byen Leta, pou li sa byen fonksyone Leta ap sètoblize pi prezan nan katye a. « *Nou wè reyalite a kote SMCRS ap vin ranmase fatra, alòske anvan sa pa t konn fèt.* »

Anplis espas pawòl yo, patisipan ak patisipan yo te trè apresye atelye ki te fèt sou amenajman katye a kòm zòn ki nan yon vil. Se biwo ACT ak LGL ki te fè atelye yo. « *Atelye yo te itil anpil. Yo ede nou byen konprann ki sa sèvis piblik yo ka fè nan katye a.* »

Anpil deba fèt sou kesyon eli lokal yo (ASÈK, KASÈK) ki pa efikas ditou. « *Se nou menm ki vote ASÈK ak KASÈK yo, egal yo ta sanse konnen kominote kote yo soti a. Eli lokal yo fèt pou reprezante pwoblèm kominote a, an menm tan yo reprezante solisyon ki ta dwe pote. Yo se otorite ki ta dwe ap pran inisyativ. Men, ou ka menm mande tèt ou si se pa yo menm ki lakòz pa gen sèvis piblik nan katye a.* »

Sèvis piblik yo vin parèt tankou yon dwa tout sitwayen ak sitwayèn ka reklame, depi li ranpli devwa pa l. Òganizasyon de baz yo

konprann yo ka jwe yon wòl enpòtan nan siyale feblès Leta oswa absans li, nan mete annavan bezwen kominote a. « *Se tout dwa sitwayen ak sitwayèn yo pou yo egzije jwenn sèvis piblik. Si òganizasyon de baz yo reprezante kominote a tout bon, yo ta dwe kapab ranpli wòl sa.* »

Diskite sou pwoblèm sèvis piblik yo te bay patisipan ak patisipant yo okazyon pou yo wè epi byen konprann tout enpòtans lavi an kominote, ak patisipasyon chak moun nan amelyore lavi katye a. « *Sèvis piblik yo se yon dwa. Pwojè kolektif yo se yon devwa.* »

« *Lè ou denonse mankman oswa absans sèvis piblik yo, ou fè devwa w kòm sitwayen, kòm sitwayèn, epi ou pran wout pou kase chenn laperèz la.* »

(*Yon patisipan*)

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Etan y ap reflechi sou kesyon sèvis piblik la, ofiramezi patisipan ak patisipant yo vin pran konsyans sou sa ki dwa yo, sa ki devwa yo kòm sitwayen ak sitwayèn. Yo aprann reflechi sou sitiasyon katye yo sou relasyon ki tabli ak sèvis Leta yo. Chita tandè fèt sou difikilte ki genyen nan lavi yon kolektivite. Sa te klè, solisyon an chita nan patisipasyon kominote a ak nan jefò endividyèl yo.

An jeneral, eslogan pou lonje dwèt sou Leta se : «Pa gen Leta. Leta demisyone. » Patisipan ak patisipant yo te twouve sa twò fasil ; yo te twouve eslogan sa yo montre iyorans popilasyon an sou kòman machin administrasyon piblik la mache. Diskisyon yo pèmèt yo wè kòman Leta se



Poto EDH ki kouche nan katye Maniga, 2008

yon enstitisyon ki pa senp. Yo rive idantifye ministè ki responsab bay sèvis piblik yo. Pareganp, Ministè travo piblik, transpò, komunikasyon ak enèji (MTPTCE) responsab plizyè sèvis piblik tankou SMCRS (Sèvis metropoliten pou ramasaj fatra solid), EDH (Elektrisite d Ayiti), SEEUR (Sèvis antretyen ak ekipman pou zòn lavil ak zòn riral) ak DINEPA (Direksyon nasyonal sèvis dlo potab ak asenisman). Sa pa t anpeche retounen sou responsablite eli lokal yo. Patisipan ak patisipant yo di ankò, si yo te vote pou yo, se paske yo pwòch popilasyon an.

Presizyon te pote sou règleman ak prensip ki dwe swiv lè sèvis piblik yo prezan nan yon zòn. Sa ede pi byen konprann kesyon devwa yo ki makonnen ak dwa yo. Gen divès manyè pou patisipe kòm sadwa nan lavi kominote a, epi pou ranpli devwa w kòm sitwayen ak sitwayèn, devan kominote a ak Leta. Egzanp: peye sa w dwe peye pou dlo potab ak elektrisite ; respekte prensip ak règleman lè kay ap bati oswa rebati ; respekte ki jou ak ki kote pou mete fatra pou yo vin ranmase yo ; kite espas piblik la lib pou sikilasyon ka fèt nòmman.

Patisipan ak patisipant yo rive byen konprann tout devire ki genyen nan lavi yon kolektivite. Konsa tou, yo vin wè aklè jefò sa mande chak

moun pou l respekte tèt li, pou respekte lòt moun tou. Lè sitwayen ak sitwayèn yo gen konsyans yo gen devwa tou, lè yo gen sans responsabilite, sa fè yo an bon pozisyon pou reklame dwa yo. Lè konsa, demann kolektif pou jwenn yon sèvis piblik pou yon kominote gen plis chans pou l abouti.

DEFINISYON KÈK MO KLE

ASÈK : Asanble seksyon kominal, ki la pou asiste KASÈK yo.

KAMÈP : santral otonòm metropolitèn dlo potab. Sèvis la pa egzite ankò, se DINEPA ki ranplase l.

KASÈK : Konsèy administrasyon seksyon kominal, ki fòme ak 3 manm. Se moun k ap viv nan seksyon yo ki vote yo.

DINEPA : Direksyon nasyonal dlo potab ak asenisman. Sèvis la depann de Ministè travo piblik.

EDH : Elektrisite d Ayiti. Sèvis ki reskonsab bay kouran. Li depann de Ministè travo piblik.

Meri oswa Lakomin : Administrasyon Leta ki chaje jere yon komin.

MTPTCE: Ministè travo piblik, transpò, komunikasyon ak enèji.

SEEUR: Sèvis antretyen ak ekipman pou zòn lavil ak zòn rural. Sèvis la depann de MTPTC.

Sèvis piblik : Sèvis Leta mete an plas pou reponn ak bezwen de baz popilasyon an.

SMCRS: Sèvis metropoliten pou ramasaj fatra solid. Sèvis la sou responsablite 2 ministè, MTPTCE et ak MICT (Ministè enterye ak kolektivite lokal yo).

Ibanism : metòd ak teknik pou òganize ak amenaje vil, vilaj, espas piblik, elatriye.

FICH 7

PAK LA AK ÒGANIZASYON DE BAZ YO

SITYASYON KI BAY PWOBLÈM LAN

Nan lane 2008 FOKAL mete an plas nan Matisan yon pwogram « Enplantasyon kominotè ». FOKAL te chwazi l pou l te tabli yon dyalòg ak òganizasyon de baz nan katye a. Gen 2 rezon pou sa : toudabò, se pou yo te ka patisipe nan aktivite yo kòm òganizasyon dekwa pou aktivite yo pote fwi nan zòn pa yo. Dezyèmman, se pou pèmèt refleksyon sou pak la pran an konsiderasyon kolektivite a, patisipasyon sitwayèn lan. FOKAL te konsyan te gen risk pou gen òganizasyon ki kouri monte tèt yo akòz prezans li.

Ofiramezi, vin genyen plis pase 200 òganizasyon de baz ki enskri nan biwo FOKAL nan Matisan. Yo te vle patisipe nan divès aktivite k ap fèt pou reyalize pwojè pak la. Òganizasyon yo te sitou entere patisipe nan espas pawòl yo, nan

fòmasyon ak rankont ki te prevwa yo. Yo te vle tou gen opòtinite pou soumèt ti pwojè pou FOKAL finanse, epi wè tou si manm yo ta kapab jwenn djòb.

Pandan plis pase 3 zan, òganizasyon yo patisipe nan espas pawòl yo kote yo diskite de vizyon yo sou katye a, pwoblèm yo, bezwen kominote a, mankman yo, epitou lespwa yo genyen pou yo wè chanjman. Refleksyon yo pèmèt fè pòtre sityasyon jeneral kominote an, epi idantifye ki tèm ki merite diskite an priyorite pou yo jwenn solisyon. Òganizasyon yo genyen divès objektif: ankadre jèn, fanm oswa timoun; aktivite kiltirèl, espòtif, sosyal, ekonomik, anviwonmantal, elatriye. Òganizasyon yo te gen konsyans yo pa t byen chapante, e yo te mande ede yo ranfòse tèt yo. Sa pa anpeche yo vle konsidere tèt yo tankou yon « siman sosyal » pou kominote a. Sèten òganizasyon



Aktivite espò yon asosyasyon nan Matisan te òganize, 2009

fè gwo jefò pou rive travay ansanm sou yon pwojè kolektif k ap itil kominote an. Sitiyasyon sa prezante sitou nan chache jwenn sèvis piblik tankou elektrisite.

Brase lide te mennen reflechi sou kesyon òganizasyon an menm. Ki sa ki motive yon gwoup moun al fonde yon òganizasyon? Ki sa ki motive yon moun rantre nan yon òganizasyon? Eske se paske sa alamòd? Eske se paske vreman vre gen enterè komen? Eske se paske gen konpetisyon nan katye a ki fè yon òganizasyon pa rete dèyè lòt ki genyen yo? Eske se yon pwoblèm k ap chache rezoud? Eske se paske gen moun ki anvi parèt chèf? Eske se anbyans eleksyon ki fè sa, nesosite pou swiv yon lidè? Eske se pè pou pa rete izole? Eske se pou jwenn finansman? Li te enpòtan pou gade divès rezon ki ka motive yon moun oubyen yon gwoup moun fè yon òganizasyon, yon fason pou patisipan ak patisipan yo rekonèt tèt yo epi analize konsekans yo.

Brase lide sou rezondèt òganizasyon yo vin mennen nan lòt kesyon tankou : ki sa ki rele enterè komen, ki objektif yo genyen ki kapab reyalize, ki kalite moun ki anndan òganizasyon an? Èske gen eleksyon, ki manda ak ki wòl komite k ap dirije an pou ankouraje lòt moun vin manm, epi ki wòl manm yo, kondwi bak òganizasyon an, ak jere lajan li, ak resous pèsonèl li, plan d aksyon li, chache bourad lajan? Òganizasyon yo te rekonèt yo pa t klè sou tout kesyon sa yo. Men, dèske kesyon sa yo te vin poze, sa te louvri je yo, sa te fè yo wè jefò yo gen pou yo fè kit se anndan òganizasyon an, kit se parapòta kominote a. Sila ki patisipe nan espas pawòl yo te eksplike jan sa te difisil pou yo rive pataje ak lòt manm yo, enfòmasyon ak konesans yo resevwa. Toujou gen mefyans ki egziste nan relasyon ant òganizasyon yo. Atitid sa a merite chanje pou òganizasyon yo ka sòti nan izolman, nan fèmen tèt yo.

Patisipan ak patisipan yo te esplike tou, lè yon moun rantre nan yon gwoup dèfw, se yon fason pou li kouri pou kèk pwopozisyon y ap fè l, pwopozisyon ki ka mennen l nan komèt zak ilegal.

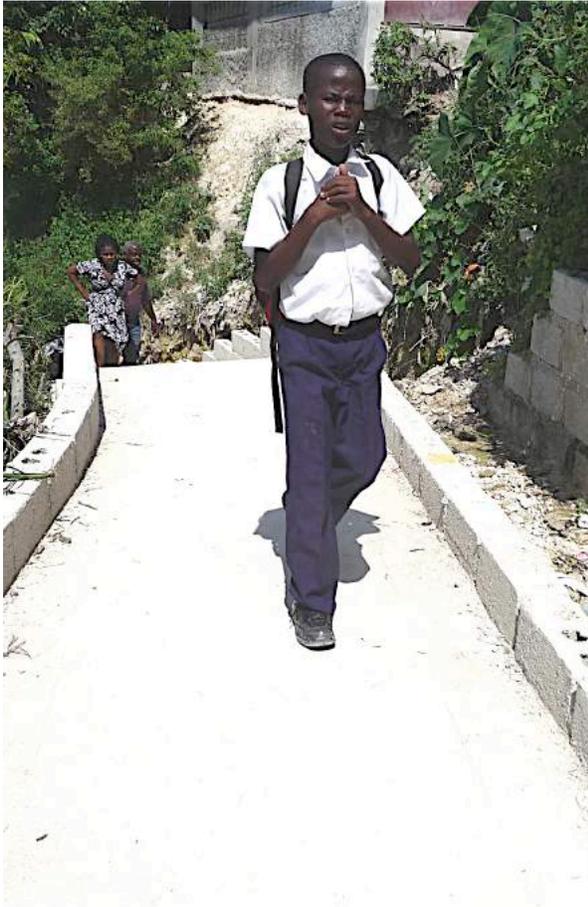
PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

Òganizasyon de baz yo te admèt mankman yo genyen nan zafè òganizasyon. Men pase yo te deplòtonnen sou sa, yo te pito ale sou sa yo ta dwe ye. « *Yon òganizasyon de baz ta dwe pyonye nan chache solisyon pou pwoblèm katye a.* » Tandans la se kwè òganizasyon yo ka fè travay sèvis piblik yo nan plas yo, oswa fè travay ki depase kapasite yo. Men yo swete : « *Sekirite katye a ta dwe sou kont òganizasyon de baz yo, se yon nesosite. Òganizasyon yo la pou korije mankman Leta.* »

An menm tan tou, patisipan ak patisipan yo te gen anpil fyète poutèt yo te reprezante yon òganizasyon nan espas pawòl yo, epitou paske se avèk yo dyalòg la t ap fèt pou gwoup la. « *Pou moun k ap viv izole nan katye yo, lè y aksepte antre nan yon gwoup, sa vle di chache plis fòs ak vizibilite. Sa vle di pran angajman pou reyalize yon seri objektif byen detèmine, san lage tout bagay sou do Leta. Wòl òganizasyon de baz yo, se oryente moun ki pa konnen si pou yo fè adwat oswa agòch ; se ba yo direksyon.* »

Men patisipan ak patisipan yo te admèt yo pa reponn ak atant kominote a. « *Òganizasyon yo dwe chapante ak disiplin tèt yo pi plis, epi obsève dapre ki règleman lavi nan sosyete y ap mache. Premye travay yon òganizasyon, se okipe lòt moun. Gen anpil feblès nan alyans ant òganizasyon yo ak kominote a. Òganizasyon yo ta dwe ede kominote a chanje kondisyon lavi l.*»

Dapre patisipan ak patisipant yo, imaj ak enpak pozitif pwojè pak la louvri wout pou òganizasyon de baz yo. Yo sèten yo byen plase pou fè lyezon ant pwojè a ak kominote an. Sa



Wout a pye yon òganizasyon nan katye a ranje, Beny, 2009

ap pèmèt fasilite dyalòg ak echanj enfòmasyon, bay esplikasyon, klarifye epi fè swivi. «Òganizasyon de baz yo ta dwe pòtwa pwojè pak Matisan an. Yo dwe travay pou chapante tèt yo byen, yon fason pou yo ka ranmase flanbo a lè FOKAL ap remèt Leta pak la. »

Pou rezoud pwoblèm atant kominote a ki pa tonbe daplon ak travay òganizasyon yo ap fè, patisipan ak patisipant yo te pwopoze, an divès fwa, pou yo t al pale nan radyo, an patikilye nan radyo kominotè yo, pou esplike

pwojè pak la epitou aktivite yo nan katye a. Dapre yo, sa t ap benefik pou tout kominote an.

*« Òganizasyon de baz yo se ma drapo pak la. »
(Yon patisipan)*

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Boukante pawòl ki fèt ant òganizasyon yo ede yo pran konsyans sou responsabilite sitwayèn yo parapòta katye a. Manm yon òganizasyon ekzije: pou gen disiplin nan fason y ap travay ; pou gen kapasite pou planifye aksyon yo, etan y ap detaye tout etap yo epi wè ki lè chak ap gen pou fèt ; pou jwenn mwayen pou fè aktivite yo mache ; pou konnen ki rezilta y ap chache. Òganizasyon de baz pa ka ranplase sèvis piblik yo. Òganizasyon yo dwe pote atansyon sou dizon kominote a, yon fason pou yo ka idantifye bezwen yo, triye bezwen ki koresponn ak kapasite yo, epi fè lyezon ak enstitisyon piblik oswa prive ki kapab pote solisyon.

Travay òganizasyon de baz yo pa fasil. Se sa ki fè anpil ladan yo pa rive dire, yo disparèt. Kondwi yon gwoup ki gen 15 oswa 20 moun ladan l, sa pran enèji, sa mande disponibilite ak konviksyon. Tout sa konte e se pa fasil pou rive kenbe kadans sa tout tan. Chak manm dwe devlope lakay li kapasite pou l respekte epi fè respekte objektif gwoup la. Objektif yo pa ka reyalize avèk 2 oswa 3 moun ki nan yon komite. Òganizasyon de baz mande pou gen koyezyon (inyon, solidarite) nan gwoup la ; e koyezyon bati sou konfyans manm yo genyen youn pou lòt. Fòk tou sa respekte, pou gen kredibilite ak

lidèchip nan yon kominote, pou aksyon yo fèt anfavè kominote an.

Patisipan ak patisipant yo te byen konprann tout enpòtans wòl chak manm nan yon òganizasyon. Yo retounen plizyè fwa sou kesyon sa. Se pa annik kritike yon fonksyonman ki deregle. Fòk ou konprann tou difikilte yo, fòk ou angaje w avèk kouraj. Se konsa, tipa tipa, ou ka rive janbe obstak yo.

An jeneral, patisipan ak patisipant yo montre yo anvi patisipe fon nan pwojè pak Matisan an, epi yo gen volonte pou sa. Yo mete anpil espwa sou aktivite ki marande ak pak la kòm mwayen pou yo valorize pwòp òganizasyon yo.

DEFINISYON KÈK MO KLE

Kredibilite : kapasite pou mete an konfyans, sou baz fòmasyon pwofesyonèl ki rekonèt, sou baz konpòtman ki respekte prensip ak liy kondwit, epi ki toujou kenbe tenn fas.

Dirabilite : se sa ki dire e ki pote rezilta pandan lontan.

Fezabilite : se sa ki reyalizab nan yon tan byen detèmine, dapre mwayen teknik, mwayen lajan. Ètid fezabilite se yon travay k ap chache tabli alavans ki kondisyon ki dwe reyini pou yon aksyon oswa yon pwojè rive reyalize nan tout aspè l, ki kapab teknik, ekonomik, mwayen lajan, politik, kiltirèl.

Mwayen : se kapasite pou mennen aksyon ki nesesè pou reyalize yon bi. Mwayen an kapab moral oswa entelektyèl, li kapab tou mwayen nan zafè lajan, teknik, fizik, elatriye.

Lidèchip : se kapasite yon moun oswa yon gwoup genyen pou konvenk lòt, pou mennen yo swiv yon direksyon oswa anbake yo nan yon aktivite. Lidèchip chita sou kredibilite ak konfyans.

Objektif : se bi ki vize, se rezilta ka p chache jwenn.

Òganizasyon : se lè plizyè moun regwoupe, sou baz yon enterè komen, pou chache reyalize de objektif byen detèmine.

Òganizasyon de baz : se moun ki regwoupe nan yon kominote. Òganizasyon an fèt nan lide pou fè konnen bezwen kominote a, pou chache bon jan solisyon pou pwoblèm ki prezante yo, etan li pran lidèchip la.

Planifikasyon : se prevwa tout etap ki nesesè pou rive demare yon aktivite, yon pwojè, yon aksyon.

Reyalizasyon : se fè aksyon, fè pwojè. Se sa ki akonpli.

FICH 8

SITWAYÈNTE AK SANTIMAN APATENANS



SITYASYON KI BAY PWOBLÈM LAN

Apwòch pwogram « Enplantasyon kominotè » a te chita sou kesyon sitwayènte an. Apwòch sa anpeche mete moun sou kote, lonje dwèt sou moun akòz relijyon, apatenans politik, sèks, koulè po, klas sosyal. Kesyon sitwayènte an se te pote mitan espas pawòl yo. Li pèmèt, alapapòt, poze pwoblèm egalite tout moun ki vin patisipe nan seyans yo.

Kesyon sitwayènte a nan mitan tout deba sou demokrasi, Repiblik, dwa, jistis, patisipasyon, souverènte. Refleksyon sou kesyon sitwayènte a toujou ap rapouswiv e definisyon an varye selon pozisyon ki pran an. Sèten moun ideyalize wòl sitwayen ak sitwayèn yo. Gen de lòt ki kritike l. An jeneral, lè y ap pale de

a parèt nan konstitisyon nou an, sitwayènte anglobe tout moun ki rekonèt tèt yo nan yon kominote politik, kiltirèl, ki gen menm lang. Sitwayènte poze kesyon dwa ak devwa moun, eta sivil pou tout moun, fason pou patisipe nan politik, obligasyon Leta ak obligasyon sitwayen ak sitwayèn yo, fason pou gen sitwayènte ayisyèn, espas piblik kote moun ap egzèse sitwayènte yo.

Konstitisyon an, ak lwa yo di kouman pou sitwayen ak sitwayèn fonksyone nan peyi a, kidonk nan kominote an. Kominote a se espas kote yo mete ansanm resous ekonomik, teknolojik ak kiltirèl. Men se sitou prensip yo, prensip moral, prensip politik. Lè moun vle aji kont kominote an, nan montre li nwizib pou lòt moun, lè moun pa respekte oswa



Reynyon ak òganizasyon nan katye a andedan Pak Matisan an, 2009

sitwayènte, y ap pale sou relasyon ant moun, sou apatenans a yon kominote, sou idantite. Pandan lontan, yo pa t konsidere fi yo nan zafè sitwayènte. Jounen jodi a, jan koze sitwayènte

pase anba pye devwa sivik ki prevwa nan konstitisyon an, lè moun vyole dwa lòt moun, li riske sibi sanksyon lalwa. Selon gravite zak ki komèt la, lalwa di ki kalite pinisyon moun

ki fotif la ap resevwa. Nan sèten ka, yo ka wete sèten dwa pou moun ki konsène a.

Depi nan kòmansman l, pwojè pak Matisan an trete moun k ap viv nan katye a tankou sitwayen ak sitwayèn. Li rekonèt tout moun gen dwa bay opinyon yo, tout moun gen devwa pou montre respè pou dizon lòt moun, kèlkilanswa sijè ka p diskite a, epi menm lè gen pozisyon ki lèt ak sitwon. Fòmasyon ak atelye sou kesyon sitwayènte an te gen yon karaktè espesyal; yo t ap fèt nan katye ki abitye pote non « zòn òlalwa », ki vle di zòn kote lalwa pa gen lavwa ochapit. Definisyon, prezizyon ak esplikasyon te pote sou mo yo. Sa te ede idantifye konpòtman ki pa sou chimen lalwa e ki pa anfavè kominote a. Sa te pemèt pote plis limyè sou lavi katye a, pwoblèm yo, ak solisyon ki ka pote. Depi gen priz konsyans sou kesyon sitwayènte a, sa vle di tou gen chanjman ki nesesè nan kopòtman endividyèl yo ak nan konpòtman kolektif yo. Priz konsyans la pemèt tou idantifye makfabrik kominote an, ak makfabrik Leta. Se konsa santiman apatenans ak yon zòn vin kreye, apatenans endividyèl ak kolektif.

Pak Matisan an, se pral yon kote moun aprann sa ki espas piblik, kidonk règleman ki pou swiv lè w an kominote. Se konpòtman sa k ap garanti siksè pak la, k ap fè li tounen yon egzanzp.

PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

An jeneral, patisipan ak patisipant yo konsidere gen lyen byen klè ant koze sitwayènte a ak pwojè pak Matisan an. « *Depi yon moun fèt li gen dwa, li apateni a yon kominote, li nan yon Leta. Pak la pral revalorize diyite sitwayèn chak moun*

nan kominote a. Sitwayènte, se santiman apatenans. Ou pa pou kont ou. Yon sitwayen oswa yon sitwayèn, se pa senpman yon moun ki vle itil kominote li. Sitwayènte, se rekonesans ak aplikasyon prensip ki komen, sa nou bay valè nan lavi toulejou »

Patisipan ak patisipant yo rive admèt ke tout moun, gason kou fi, se sitwayen, se sitwayèn. Yon bandi se yon sitwayen ki pase lalwa anba pye e ki, poutèt sa, ap gen pou sibi sanksyon lalwa prevwa. « *Kèlkanswa moun k ap viv nan kominote a, se yon sitwayen. Yon bandi se yon moun ki chwazi pou li viv òlalwa. »*

Pou patisipan ak patisipant yo, wòl òganizasyon de baz yo fondamantal, sitou nan sa ki konsène lyen ant manm kominote a. « *Tou sa k ap fèt nan pak la ak nan katye a ta dwe ranfòse epi kontinye. Se òganizasyon yo ki dwe okipe sa. Se devwa yo pou yo devlope sitwayènte an. Si dwa yo egziste, kouman pou fè konnen yo, pou jwi yo ? Òganizasyon yo dwe kapab ede nan sansibilize kominote a. Nou pap vanse si nou rete sèlman nan gade sa k pa mache ; paregzanzp mankman oswa absans sèvis Leta yo. Nou pa ka rete nan plede ap repete sa, fòk nou fè aksyon tou. »*

Echanj sou kesyon responsablite sitwayèn lan pwovoke yon revèy kay manm òganizasyon yo, sa dige angajman yo, sa fè yo wè se yon okazyon pou yo chita lidèchip yo nan zòn yo. « *Fòk nou reveye konsyans nou, fòk nou kreye motivasyon pou nou ale fè aksyon. Sa rantr nan estim nou genyen pou pwòp tèt nou. Fòk nou devlope yon vizyon sou chanjman an. Se responsablite pa nou pou nou fè kominote a byen konprann kesyon sitwayènte a. Se preske yon obligasyon moral. Sitwayènte, se rekonesans ak aplikasyon prensip ki komen, sa nou bay valè nan lavi toulejou. »*

Patisipan ak patisipant yo ensiste sou wòl edikasyon genyen nan priz konsyans sitwayèn. Yo deplore pa gen edikasyon sivik nan pwogram

lekòl yo. « Yo pa edike elèv tankou sitwayen ak sitwayèn. Sekirite ak sitwayènte, sa kòmanse ak edikasyon sivik; malerezman pa gen sa ankò nan lekòl yo. »

Santiman apatenans lan diskite anpil. «Pak la pral ogmante santiman apatenans katye a. Santiman sa fèb toujou, men l ap ranfòse ak pwojè yo. » Patisipan ak patisipant yo pa t aksepte etikèt zòn òlalwa a . « Nou pa vle tandè pale de Matisan kòm si se yon bann kanibal k ap viv la. Kòm kwadire, yo dèfize admèt se moun k ap viv la. Medya yo jwe yo gran wòl nan mete etikèt sou do katye a. Matisan, se la mwen fèt, se la m ap viv. Kòm kominote Matisan an pòv, eske sa vle di li pa merite gen yon pak? » Tout patisipan ak patisipant yo dakò pou di : «Nan santiman apatenans la, gen yon bagay ki pi gran pase w, se nan sitwayènte an nou jwenn li. »



Selebrasyon jounen entènasyonal fanm, 2013

Patisipan ak patisipant yo di anpil fwa satisfaksyon yo pou atelye biwo ACT ak LGL te òganize sou amenajman katye Matisan an. Sijè ki te diskite yo te konsène kesyon ki enpòtan pou lavi katye a, lavi jodi ak lavi demen : vwa daksè, kay pou rete, sèvis piblik tankou dlo, elektrisite, transpò, mache, risk pou anviwonman, edikasyon, sante, travay, elatriye. Matisan se yon vre katye nan yon vil; moun k ap viv ladan l gen responsabiltè pou amelyore kondisyon lavi a. Se pa akize

Leta sèlman, poutèt mankman ak feblès li, fòk nou wè tou kòman noumenm nou ka aji. « Lè se nou ki lakòz pwoblèm yo, se nou menm, kòm sitwayen ak sitwayèn, ki dwe chache jwenn solisyon pou yo. Se nou menm ki pou fè pwojè ansanm, ki pou fè yo dire. Kominote a gen wòl pa li pou li jwe. Manifeste ansanm, reyalize aksyon ansanm, sa enpòtan. Chanje konpòtman vle di mennen aktivite ki nouvo, kit yo endividyèl, kit yo politik, kit yo sitwayèn...»

Sitwayènte, se pratike yon relasyon ant prive ak piblik, yon relasyon ki pa janm kanpe. Si yon règleman bon pou yon moun, li ta dwe bon pou tout moun. Yon moun ki pa yon sitwayen, ki pa yon sitwayèn, ki sa l ye?

(2 patisipan)

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Kesyon sitwayènte a parèt nan tout sesyon yo, nan tout espas pawòl yo. Sa pèmèt patisipan ak patisipant yo mete lòd nan lide yo, di sa yo panse, aksepte yo konteste lide yo tou. Paregzanp, yo te sezi aprann sitwayènte se pa selman lè yon moun vin gen laj majorite legal (18 tan); sa pa konsène sèlman moun ki anfòm, ki an sante; se pa sèlman pou moun k ap mennen aktivite politik. Yo te sezi tou aprann moun andikape se sitwayen, sitwayèn tou, menm jan ak tout lòt. Li te nesè tou pou esplike sa chanje mantalite vle di. Se pa geri yon pwoblèm mantal, se pran chimen pou aksepte rekonsidere kwayans ak sètitud ou yo, dèfwà ki rantre fon nan lespri ou e ki pa toujou vre.

Nan fouye zo nan kalalou, patisipan ak patisipan yo vin dekouvri jan li enpòtan pou pa kouri fè jijman sou lòt moun apati de kwayans ou genyen selon relijyon w oswa koulè politik ou. Santiman apatenans yo genyen pou katye yo te parèt tou natirèlman. Lè yo deklare yo vle rete Matisan, yo pa gen ni lentansyon, ni posiblité kite zòn nan, sa te mennen yo tire pwòp konklizyon yo : fòk yo aksepte sèten kontrent, fòk yo aksepte chanje sèten konpòtman. Sitwayènte, se zafè tout moun.

Yon lòt pwèn ki te diskite anpil, se dwa ki genyen pou egzijè pou Leta ranpli devwa li yo. Diskisyon yo te mennen reflechi sou kòman òganizasyon yo enplike nan chache solisyon pou pwoblèm kominote a. Sa vin mennen rantre nan idantifye ki sevis Leta yo (ministè ak lòt ensititasyon piblik) òganizasyon yo dwe kontakte. Sa te pemèt soti nan pawòl vag, kote se annik blame Leta san pote okenn prezisyon.

Patisipan ak patisipan yo te rive konprann ka gen yon tansyon ant 2 bagay y ap chache : sou yon bò, yo bezwen byen ankre nan yon kote pou yo aprann viv pi byen, epanwi tèt yo. Sou yon lòt bò, yo bezwen kenbe kontak ak zòn an pwovens kote paran yo soti an. Sa pa toujou fasil pou jere. Patisipan ak patisipan yo byen konprann nesite pou yo pataje santiman apatenans sa ak lòt moun nan katye a, yon fason pou diskisyon ka fèt sou sa sitwayènte a ye. Lè yo konsidere feblès Leta, sa reveye sans devwa yo kòm sitwayen ak sitwayèn, lè konsa, y ap an pi bon pozisyon pou reklame dwa yo.

DEFINISYON KÈK MO KLE

Apatenans : santiman ki lye yon moun ak yon kolektivite, yon kominote, yon peyi, yon rejyon.

Atachman : santiman ki lye yon moun ak yon lòt, ak yon gwoup, ak yon peyi.

Sitwayènte : se yon relayson ant moun, gason kou fi; se apatenans a yon kominote; se yon idantite. Sitwayènte eksprime dwa ak devwa kolektivite a aksepte, kidonk se yon aspè nan souvèrènte a.

Kominote : gwoup moun k ap viv nan yon menm zòn, ki gen enterè komen, ki pataje yon istwa, yon kilti ak yon lang.

Defisit sitwayènte : mankman nan rekonesans dwa ak devwa sitwayen ak sitwayèn yo.

Dwa moun : rekonesans diyite tout moun genyen, kèlkilanswa moun lan. Se baz libète, jistis ak lapè.

Dwa ak devwa sivik : se libète ak obligasyon sitwayen ak sitwayèn genyen. Yo garanti nan konstitisyon ak règleman lalwa pou pwoteje libète endividyèl ak kolektif.

Eksklizyon : se mete moun sou kote, poutèt rezon politik, istorik, relijye, kiltirèl.

Majinalizasyon : se lè yon kategori moun oblije kanpe lwen nan sosyete a akòz sityasyon yo.

Règ : se liy kondwit ki dwe swiv nan enterè kolektivite a, ou byen pou pemèt yon aktivite abouti.

Responsablite : konpòtman ki montre yon moun gen konsyans zak li epi aksepte konsekans zak li yo.

Sanksyon : pinisyon lalwa prevwa pou moun lè yo komèt yon fot.

Stigmatizasyon : konpòtman ki blame, kondane, izole moun, san pa gen dlo ki pou lave l.

FICH 9

ICI
TEST DE
GROSSESSE
cont.tension

SANTE AK DWA LASANTE



SITYASYON KI BAY PWOBLÈM LAN

Pwoblèm sante nan Matisan te kòmanse abòde nan espas pawòl ki te tabli sou kesyon sekirite, salibrite ak anviwonman yo. Li te enpòtan pou tounen sou koze sante an, pou fouye li sou jan moun konprann maladi, liyèn, tretman, aksè nan swen sante epi dwa pou jwenn lasante.

kont maladi ak bon lamanjay epi ak yon anviwonman ki sen ? Ki kote moun yo ale pran laswenyay lè yo malad oswa lè yo fè aksidan ? Kouman moun yo konprann epi trete maladi mantal ? Eske yo konsidere lasante tankou yon dwa ? Tout kesyon sa yo te pèmèt pran konsyans enpòtans yo ak sou tout devire tounen yo genyen ladan yo.

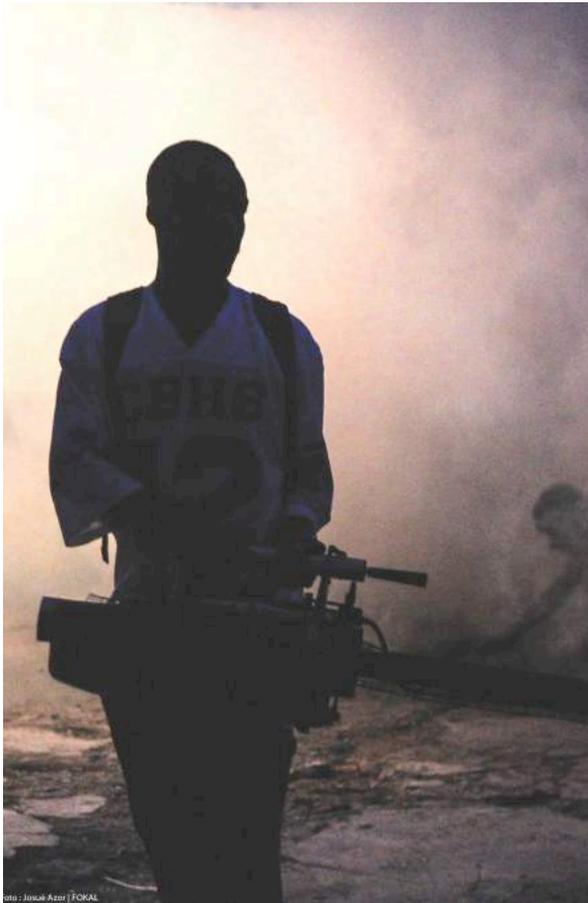


Selebrasyon jounen mondyal pou lite kont maladi VIH/SIDA, 2011

Diskisyon yo te tabli sou sante kominotè ak sou wòl òganizasyon yo genyen nan fè pwomosyon pou koze sante popilasyon an pran an konsiderasyon nan kesyon ki konsène kondisyon lavi l. Kòman moun k ap viv nan katye a kapab òganize pou jwenn enfòmasyon sou maladi ak sou konsekans yo pote ? Ki kalite maladi ou plis jwenn nan katye a? Ki mwayen kominote a genyen nan men l pou li bay tèt li laswenyay, pou li jwenn laswenyay ? Kòman pou rive fè prevansyon

Li pa t fasil pou fè wè makòday ki genyen ant lasante ak dwa moun, pou montre kòman dwa pou jwenn lasante se yon dwa moun, se yon dwa sivik, paske li konsène byennèt fizik ak mantal. Se responsablite Leta pou li bay sèvis lasante, an patikilye pou sila yo ki pa kapab peye doktè ak doktèz prive. Sante kominotè pa vle di sèlman konstwi dispansè, sant sante ak lopital pou resevwa malad. Sante kominotè sitou vle di fè yon travay edikasyon popilè pou konsyantize moun sou nesosite pou yo chache enfòmasyon sou maladi

yo, sou sa ki lakòz yo, sou sa ki pèmèt rekonèt yo, sou swen tout moun ka bay, sou ki kote pou ale lè moun malad, fè aksidan, lè fanm yo ansent, kit se nan kote piblik oswa prive. Tout enfòmasyon sila yo kapab ekri



Fimigasyon pou lite kont maladi moustik bay, Matisan, 2012

nan de fich, epi moun nan kominote a, ki enterese epi dispoze travay nan sans sa a, kapab transmèt enfòmasyon sa yo.

Tout sa se koze ki konsène ekip sante-dwa. Pou mete sou pye yon rezo ajan ak ajant ki responsab ekip sa yo, fòk ou chwazi manm òganizasyon de baz ki vle epi ki dakò pou : swiv fòmasyon sou kesyon lasante ak sou lyen sa genyen ak dwa moun ; mennen ankèt pou jwenn bon jan enfòmasyon sou maladi

yo, sou liyèn, sou sa moun manje ak bwè, sou fatra, sou matyè fekal, sou kote moun konnen yo ka ale pran laswenyay; ranpli tout fich ki nesèsè pou gaye enfòmasyon yo ; patisipe tanzantan nan rankont pou fè swivi ak evalyasyon aksyon yo, sa k ap pèmèt korije erè epi kontinye kore fòmasyon yo.

Pwogram Sante-Dwa ki fèt nan katye a tabli relasyon ak Ministè sante piblik ak popilasyon (MSPP). Se ministè a ki reyalize fòmasyon sou maladi yo epi ki vin flite kote ki gen moustik k ap gaye maladi yo. Pwogram Sante-Dwa a kore Biwo sanitè kominal la, ki se yon sèvis ministè lasante, pou pèmèt li amelyore kòdinasyon ant divès aktè k ap travay sou kesyon lasante nan katye a.

Pwogram Sante-Dwa a kapab ankouraje popilasyon an vin rantre nan fè pledwaye (plede yon kòz) devan sèvis piblik yo. Nan ka Ministè lasante, sa ka fèt nan analize sa ki te prevwa nan plan estratejik ministè a, epi konpare aksyon ki te prevwa yo ak sa ki reyalize. Paregzanp, sa ka fèt sou kesyon lasante ki konsène popilasyon an dirèkteman, tankou : sa ki prevwa pou kanpay vaksinasyon, kolera, Sida ; ki politik ki prevwa pou maladi kontajye yo, elatriye.

PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

Premye sa ki soti nan echanj yo, se koze move akèy ak move swen moun ki malad, moun ki fè aksidan ak fanm ki ansent jwenn lè yo prezante nan yon sant sante Leta : plede tann jouk ou tounen pwa tann, mankman nan espikasyon sou swen k ap bay la, mankman nan detekte maladi a, mankman nan tretman ki bay ak nan zafè medikaman, moun k ap bay sèvis la ki depasyante, elatriye. « *Nou bezwen yo koute nou*

anvan yo preskri nou medikaman. Nou bezwen konprann, nou bezwen fè konnen nou pa santi nou byen. »

Moun yo viv konpòtman sa yo tankou yon manke dega. Yo santi yo san defans anfas sitiyasyon sila yo. Moun yo byen konprann yo gen dwa pou jwenn swen lasante. Men sa rete yon pawòl anlè, paske an reyalyte yo toujou ap konfwonte difikilte pou yo gen aksè nan sant sante ki gen renome, ki mande pri yo ka sipòte. Sa fè yo vin ale konsilte doktè ak doktèz prive ki pa toujou ofri tretman ki garanti gerizon. Kòm yo gen okazyon konpare, yo konstate nan sèten ka sèvis sante piblik yo pi bon pase sèvis prive yo. « *Se pa paske w ap peye ki fè w ap jwenn pi bon sèvis. »*

Anpil diskisyon te fèt sou kòman pou entèprete siy lè maladi ap rante sou yon moun. Dapre konsepsyon ki plis gen pye nan sosyete a, maladi ak lanmò pa janm gen kòz natirèl. Nan espas pawòl yo, entèpretasyon mistik la te prezan kay anpil patisipan ak patisipant. Ki fè, yo ale kay ougan pou kwape malefis ki bay maladi ak soufrans. « *Lè yon moun malad, yo di se akòz malefis, se djab k ap manje l. Men sa pa ta dwe anpeche ale chache laswenyay kay doktè. »*

Kondisyon lavi a gen konsekans sou sante popilasyon an : ensekirite, kè sote an pèmanans, ensalibrite, chomaj, lamizè, mal manje, anpile pil sou pil, elatriye. « *Kondisyon lavi a ka aji sou yon moun. Ou blije adapte w ak kondisyon ki difisil yo paske ou pa gen chwa. Men kondisyon yo ka chanje, konpòtman yo tou. Lè yon moun konprann li pa ta dwe ap viv nan malsite, li ka pran desizyon pou chanje sa.»*

Patisipan ak patisipant yo te byen apresye fòmasyon sekouris la. Nan moman trablemann tè a, yo te wè jan sa te itil. Yo deklare yo enterese mete men pou gen ekip sante-dwa nan katye a. Sèten menm dispoze vin swiv

fòmasyon epi patisipe nan ankèt k ap fèt yo. Esplikasyon te bay sou sa ki rele premye swen. Presizyon te pote tou sou wòl doktè ak doktèz, enfimyè ak enfimyè, oksilyè, sekouris ak matwòn.



Fòmasyon premye swen nan Matisan, 2013

« Konprann zafè lasante, se konprann sekirite pou tèt ou, se fè prevansyon. »
(Yon patisipant)

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Kesyon lasante a te louvri pòt pou anpil echanj fèt sou konsepsyon patisipan ak patisipant yo genyen sou sante fizik, sante mantal, maladi ak soufrans; kidonk konsepsyon yo genyen sou lavi ak lanmò. Tout sa ki konsène moun parèt tankou mistè. Li te enpòtan pou rive demele koze a nan pote espikasyon ak presizyon, nan diskite sou kwayans yo, menm lè sa pa fin fè moun yo chanje lide nèt. Ki sa ki pase lè yon timoun gen yon gwo lafyèv? Lè yon pèsanaj

fè yon endispozisyon? Lè pye yon vye granmoun ap anfle? Sa pou fè lè yon moun ap soufri? Ki rekou ki genyen? Men tou, se pa ti soulajman lè gen gerizon! Se pa ti kontantman lè yon ti moun malad ap reprann kò li!

Refleksyon te fèt sou tout kesyon sa yo ki enpòtan nan lavi chak grenn moun. «*Se mèt kò ki veye kò.* » Chak granmoun responsab lasante l. Pou sa, li dwe veyatif sou premye siy li wè, li pa dwe rete tann ka l fin angrave anvan l ale pran laswenyay kay doktè oswa doktèz. Koze medsin prevansyon an te pèmèt pi byen konprann enpòtans enfòmasyon; enfòmasyon ki pèmèt evite epidemi, divès maladi ak aksidan, ni pou tèt ou, ni pou moun ki pwòch ou. Medsin tradisyonèl la kapab pote yon gwo konkou tou nan fè prevansyon ak tretman.

Koze maladi espikosomatik (maladi pwoblèm emosyon bay) te parèt lè patisipan ak patisipant yo te pale sou fason yon konn santi kò yo faya, san yo pa ka di ki sa k ap fè yo mal, san yo pa ka esplike eta yo. Doktè ak doktèz epi lòt kategori moun k ap bay swen pa toujou rive idantifye kòz pwoblèm lan. Esplikasyon te bay pou fè konprann sèten pwoblèm fizik se rezilta yon chòk yon moun te viv. Lè konsa, se kò a k ap fè konnen sa ki poko ka di ak pawòl; se tankou si kò a t ap pale. Se nan gade lavi anfas, nan pale sou jan lavi a pase, se nan konsa pawòl ka soti sou maladi espikosomatik epi se sa k ap pèmèt trete maladi a.

Esplikasyon te bay tou sou dwa lasante ak sou pawòl ki dwe eskprime sa. Tout moun k ap chache laswenyay gen dwa pou poze kesyon sou konsta ki fèt sou eta li, sou tretman y ap ba li, elatriye. Se lapawòl tou k ap pèmèt mete an plas ekip sante-dwa yo nan katye a. Ekip sila yo sitou gen arevwa ak koze fòmasyon, enfòmasyon ak pledwaye; se pa yon zafè bati sant sante ak lopital.

DEFINISYON KÈK MO KLE

Deyontoloji oswa kòd etik pwofesyonèl : règleman ak obligasyon ki pou respekte nan yon pwofesyon, nan yon metye.

Maladi fizik : move eta lasante divès siy oswa doulè kapab montre.

Maladi mantal : maladi nan sèvo ki aji sou konpòtman, sou langaj ak sou lavi yon moun an sosyete, epi ki ka fè moun lan mal pou adapte li nan lavi toulejou l.

Matwònn oswa fanm saj : moun ki pa doktè men ki swiv fanm ki ansent, ki akouche yo epi ki bay manman an ak ti bebe ki fenk fèt swen.

Òd medsen, òd enfimye : asosyasyon moun k ap pwofese lamedsin, ka p travay kòm enfimye, epi ki dakò aksepte swiv règleman ki tabli sou fonksyonman pwofesyon yo, yon fason pou sèvi enterè kolektivite a.

Prevansyon : se tout dispozisyon ki pran pou evite sèten risk. Konsilte kay doktè oswa doktèz chak ane, se yon bon egzanp prevansyon kont maladi.

Epsikosomatik : pwoblèm fizik ki prezante akòz chòk yon moun pran.

Sante : Byenèt fizik ak mantal ki aji sou lavi yon moun ak sou lavi kominote a.

Sante kominotè : Enterè komen manm yon kominote genyen pou byennèt kolektivite a, pou moun ka jwenn swen lasante.

Sante piblik : Dispozisyon leta pran pou pwoteje lasante popilasyon an, ogmante kantite tan yon moun ap viv; vaksinasyon, depistaj, prevansyon, kondisyon lavi ki desan.

Sekouris : Moun ki fòme pou pote premye sekou bay viktim aksidan ak katastwòf.

FICH 10

MEMORYAL PAK MATISAN AN





Vizitè nan memoryal Matisan an, 2012

SITYASYON KI BAY PWOBLÈM LAN

Katastwòf tranbleman tèt 12 janvye 2010 la lakòz anpil lanmò, disparisyon, moun andikape, kay ak enfrastrikti detwi nan Matisan. Moun k ap viv nan katye a kontinye pote mak katastwòf la nan kò yo ak nan kè yo. Malgre move kondisyon lavi ki toujou la, konstwi yon memoryal ayisyen nan pak Matisan an sa vle di anpil bagay. Se rete kwè nou ka ede lavi reprann ak diyite epi ak yon rekonesans sitwayèn ki nouvo. Sa vle di respekte ak onore moun ki te mouri yo, nan fè memoryal la aksesib pou moun katye a epi pou tout kalite moun ki vle vin vizite li.

Memoryal pak Matisan an inogire 12 janvye 2012, 2 zan apre katastwòf la. Te gen yon

seremoni ekimenik ak selebran ki soti nan 4 relijyon ki pratike ann Ayiti (katolik, vodou, pwotestan ak mizilman). Anviwon 500 moun te patisipe. Pifò envite yo se te moun katye a. Seremoni ekimenik la se te yon senbòl pou jou espesyal sa. Sa te enpòtan nan yon peyi kote majorite popilasyon an toujou ap chache Bondye, kèlkanswa non yo ba li dapre kwayans relijyèz yo, kit se kwayans pèsònèl, kit se kwayans familyal. Memoryal la pa gen okenn apatenans relijyèz, li louvri pou tout moun, san distenksyon. 2 lane apre tranbleman tèt a, li te enpòtan pou komemore dat la ak yon seremoni kote n ap sonje epi salye mò nou yo, tout moun ki disparèt nan katastwòf la, san yo pa janm jwenn kò yo. Sonje tou sa, se fè lavi kontinye mache, se derefizè dòmi bliye, se patisipe nan fè dèy nou.

Memoryal la raple nou tout nou egal ego anfas lanmò. Nan sans sa a, memoryal la fè nou gen imilite, li fè nou sonje nou tout gen pou n ale yon jou. Memoryal la se yon kote ki mande rekèyman, e se sa ki pèmèt pran sans balans ki genyen ant lavi ak lanmò. Sa ka petèt ede tou gade devan, etan nou toujou gen konsyans gen yon fen.

Memoryal la favorize yon refleksyon sou kòman pou fè dèy, sou kouman pou kenbe rasin memwa nou. Kouman pou fè jwenn kè poze, kouman pou fè panse blesi chòk la bay, ak tout kantite moun ki mouri ak disparèt yo? Moun ki te pwòch, fanmi, zanmi, moun ou te rekonèt, moun ou te senpman konn wè. Memoryal la bèl, silans vlope li, lanati antoure li. Nou ka wè sa tankou yon ochan pou lavi, pou renesan, pou lespwa.

Depi li fin inogire, memoryal pak Matisan an louvri pou piblik la. Chak jou anpil moun vin vizite. Antre a gratis.

PAWÒL PATISIPAN AK PATISIPANT YO

Patisipan ak patisipant yo deklare fyète yo lè yo wè pak Matisan an tounen yon reyalyte. « *Pou nou menm, se premye reyalizasyon ki montre gen pak tout bon. Pak la louvri pou piblik la.* »

Nan okazyon echanj ki fèt sou moun ki mouri ak disparèt yo, tan te pran pou byen esplike wòl senbolik memoryal la. Li te enpòtan pou chak moun rive pale sou soufrans li, sou jan li desounen, sou dezespwa li, sou jan li santi l chavire kòm moun ki chape anba katastwòf la. Anpil patisipan ak patisipant rakonte jan sa te difisil pou yo te aksepte disparisyon yon moun pwòch yo, yo te blije antere vit, san

kavo, san lantèman. Sa te pi rèd ankò lè se moun ki disparèt, san kite tras. « *Yon moun ki disparèt, se yon moun ki pa gen okenn plas ankò. Ou pa konn kote li ye. An sekre, ou kontinye ap tann li.* » Kwaksa, toujou rete yon enkyetid, yon kilpabilite (repwòch w ap fè tèt ou), paske ou pa sèten ou te fè tout sa ki te nesèsè pou onore mò yo ak sila ki disparèt yo. Sa fè memoryal la vin parèt tankou yon kote espesyal. Se premye espas piblik andedan pak la ki pèmèt soti nan espas pawòl pou rantre nan yon espas meditasyon. « *Pwojè pak Matisan an mete an plas espas pawòl yo. Sou baz sa a, nou fè yon travay sou memwa ak sou dèy. Vwalatilpa, jodi a, gen yon memoryal ki se yon kote pou rekeyi, pou sonje sila yo ki pa la ankò.* »

Nan echanj ki fèt sou kesyon dèy la, sèten patisipan ak patisipant rakonte an detay kouman sa konn pase nan lokalite kote yo soti a. Paregzanp, nan zòn Leyogàn, gen seremoni « kraze tonèl » ki fèt pandan 9 jou. Pwòch defen an abiye ak rad diferan koulè, selon plas li nan kòd fanmi an. Veye yo gen bon anbyans ladan yo. Yo fèt nan lide pou akonpaye defen an sou wout pou li travèse nan lòt monn lan. Sou nevyèm jou a, yo konsidere defen an fin janbe, li rive. Li ka kite vivan yo kontinye viv an pè.

Diskisyon yo te tabli tou sou espas ki dwe rezève pou mò ak pou vivan. Plas mò se nan simityè sa ye. Anpil patisipan ak patisipant pa dakò ak zafè kenbe sann yon defen nan yon po nan kay la, jan sa ap fèt chak jou pi plis. Dapre yo, sa anpeche defen yo jwenn plas yo epi sa anpeche vivan yo kenbe plas pa yo tou. Sa ka lakòz latwoublay nan tèt moun ki gen pratik sa, san yo pa janm konprann sa ki pwovoque sa. Priz de dèy se yon bagay ki enpòtan paske se sèl fason pou separe lavi ak lanmò. Se sèl jan pou defen an jwenn repò etènèl li.



Manm yon òganizasyon nan Sore kap plante yon pye ilan ilan nan memwa viktim tranbleman tè 12 janvye 2010 la, Pak Matisan, 2013

Echanj sou travay memwa a te mennen retounen sou kesyon prevansyon an. Fòk ou sonje sa k te pase pou kapab tire leson epi aprann prevwa, yon fason pou ka pran bon jan dispozisyon ki adapte ak sitiyasyon an. « *Travay memwa a pèmèt fè travay prevansyon an. Lè ou sonje, se pou evite refè menm erè yo, se pou kapab chanje move konpòtman, se pou rive fè prevansyon.* » Fòk nou pran an konsiderasyon katastwòf ki pase yo, pou nou sa konstwi yon memwa pou prevansyon, yon fason pou ka prevni sa ki ka kòz malè. Memoryal pak Matisan an se yon kote ki kenbe rasin memwa n.

« Nou menm Ayisyen ak Ayisyèn, nou sèvi ak sa ki te pase, men nou pa wè enpòtans pase a vre. Jodi a, tranbleman tè a sou tou nasyonal dèyè tèt nou. »

RANMASE LIDE SOU REFLEKSYON YO

Patisipan ak patisipant yo te apresye vizit gide yo te fè ak yo nan memoryal la. Sa te pèmèt yo jwenn espikasyon sou jan memoryal la òganize, sou chemen ki gen ladan l, sou jaden an, sou tonb yo, sou bandwòl la. Alèkile, nan katye a, gen yon espas ki dedye pou memwa dividal moun ki peri ak disparèt nan tranbleman tè 12 janvye 2010 la. An tan ke senbòl, memoryal la rebay defen yo ak vivan yo diyite yo. Lide pou fè yon memoryal soti nan espas pawòl ki fèt aprè tranbleman tè a.

Nan echanj yo, anpil kesyon poze sou zafè moun ki disparèt yo, sou enpòtans senbòl nan ka lanmò ak sou fè dèy. Sa pa t fasil. Sou yon bò, sa te mande pou pran distans ak konsekans tranbleman tè a sou lavi w epi, sou yon lòt bò, fòk ou te plede pale de lanmò. Li te nesèsè pou ensiste sou tan sa pran pou fè dèy, pou rive aksepte lanmò sa yo. Sa te fè patisipan ak patisipant yo sonje pratik ki konsène lanmò nan sèten zòn nan peyi a. Pratik sa yo pèmèt onore mò yo e yo enpòtan. Patisipan ak patisipant yo te regrèt yo pa kapab kenbe pratik sa yo nan Matisan, akòz kondisyon yo ki pa pèmèt sa; pa gen espas lakou pou sa.

Memoryal la pako fini nèt, men chak jou gen anpil moun ki vin vizite l. Trankilite ak serenite espas la, espesyalman jaden an, bay anpil atirans. Gen anpil travay edikasyon ki pou fèt pou aprann moun, sitou jèn yo, respekte espas la ki se yon kote pou prezève rasin memwa n. Konsa tou, gen règleman ki dwe swiv nan sèvi ak yon espas piblik tankou memoryal la. Sa enpòtan, lè nou konsidere sa

memoryal la reprezante parapòta katastwòf 12 janvye 2010 la ki souke tout sosyete a.

DEFINISYON KÈK MO KLE

Simityè : kote yo antere moun ki mouri. Se yon espas fizik ak senbolik.

Disparisyon : moun yo pa wè ankò, ki disparèt san kite tras.

Fineray : seremoni solanèl ki fèt lè yon moun mouri. Se fè lantèman.

Fos komin : twou ki fouye nan tè epi kote yo mete divès kadav ansanm.

Ensinerasyon : se lè yo boule kadav kò yo yon kote ki prevwa pou sa, pou fè yo tounen sann.

Memwa : se kapasite pou gen konsyans sou sa ki te pase (sa ki te di, zak ki te fèt), pou pa dòmi bliye.

Memoryal : yon kote yo bati yon moniman oubyen fè yon jaden pou rann omaj epi sonje moun ki mouri yo.

Rityèl : se tout pratik ki tabli selon yon tradisyon e ki fèt nan yon seremoni.

Sepilti : se kote yo antere kò yon moun ki mouri yo. Se kav, se fòs kote yo mete kadav kò yo.

Senbolik : Se tout sa ki reprezante senbòl ki enpòtan dapre kilti yon kominote.

Travay dèy : Se demach ki pèmèt yon moun rive aksepte lanmò yon moun ki te pwòch li.

Travay memwa : Se demach pou sonje epi pale sou evènman ki te pase yo. Demach la ka genyen ladan l tou refleksyon pou tire leson ki ka itil pou demen.

Annexe 1

2008 - 2012

Nom de l'organisation		Session I Le projet du Parc de Martissant	Session II Séisme et environnement	Session III Santé/Droits	Session IV Parc et quartier	Session V Parc, mémoire et mémorial	Total
1	Association des citoyens pour le développement de Martissant (ACDM)		1	1	1		3
2	Association Culturelle et Educative des Jeunes pour l'Avancement de Martissant (ACEJAM)	1					1
3	Action Chrétienne d'Aide aux Enfants Vulnérables des Communautés Défavorisées (ACHADHAITI)	1					1
4	Ann Chanje Figi La Kay (ACHFLA)	1					1
5	Ann Chanje Lakay (ACHLA)					1	1
6	Association pour le Développement de Grand ravine (ADGR)		1				1
7	Association pour le Développement Intégral des Jeunes de Martissant (ADRJM)	1	1		1		3
8	Association des Femmes Actives pour le Développement de Martissant (AFADEM)		1	1	1		3
9	Association des Frères pour le Développement socioéconomique d'Haïti (AFDESH)	1					1
10	Association des Femmes en Mouvement (AFEM)		1				1
11	Association Foi et Oeuvre en Marche (AFOM)	1					1
12	Association des Femmes Vaillantes de Martissant (AFVM)		1				1
13	Association des Jeunes Artistes pour la Littérature (AJAL)	1		1			2
14	Association des Jeunes Artistes pour la Littérature Libérale et le Support (AJALLS)	1		1			2
15	Association des Jeunes Artistes de Martissant en Action (AJAMA)		1				1
16	Association des Jeunes de Crepsac pour l' Avancement et le Progrès de Martissant (AJCAP)	1	1	1	1	1	5
17	Association des Jeunes Citoyens Haïtiens pour l'Epanouissement Educatif et Socioculturel (AJCHPEESC)	1					1
18	Association des Jeunes pour le Développement de Fort-Mercredi (AJDFM)		1				1
19	Association des Jeunes pour le Développement de la Population de Mapou/Fort-Mercredi (AJDPMF)						
20	Association des Jeunes Combattants Haïtiens (AJECHOH)						
21	Association des Jeunes Exemplaires de Fontamara (AJEF)	1				1	2
22	Association des Jeunes de l' Eglise de la Foi Apostolique de Martissant (AJEFAM)		1				1
23	Action des Jeunes Progressistes de Martissant pour le Développement Social (AJEPMADS)		1				1
24	Association des Jeunes Eduqués et Professionnels pour la Réussite Réelle du Pays (AJEPRORP)		1				1
25	Association de la jeunesse active (AJEUNAC)				1		1

62	Comité Organisé pour le Développement du Morne Jean-Pierre (CODEMOJEP)		1			1
63	Coordination des Femmes Actives pour le Développement de Fontamara 27 (COFADEF)		1			1
64	Collectif des Femmes Solidaires pour l'Avancement de Fontamara (COFESAF)				1	1
65	Comité de Gestion de l'Eau de Baigne/Soray (COGEBSO)	1				1
66	Collectif des Groupes Rénovateurs en Action (COGRA)		1			1
67	Collectif des Organisations de Martissant (COM/ASPSB)	1				1
68	Conscience Morale (COMOR)				1	1
69	Conseil National pour l'Education Civique (CONAEC)		1	1		2
70	Organisation Haitienne pour un Nouveau Cadre de Développement (CONHSEDE)	1				1
71	Coalition des Organisations pour le Relèvement de la 3e circonscription/Volontariat pour le Reboisement et la Protection de l'environnement (CORECS/VORPE)		1			1
72	Comité pour la Réhabilitation de Martissant (CRM)	1				1
73	Coordination et Rassemblement de la Mission pour le peuple (CRMP)				1	1
74	DRAM'ART	1			1	3
75	Echo Spirituel				1	1
76	Femmes en Action pour le Développement de Martissant (FADM)	1				1
77	Foyer Culturel et Social des Jeunes Filles de Martissant (FCSJFM)				1	1
78	Foyer d'Encadrement des Petits Haïtiens (FEPH)				1	1
79	Fédération Haïtienne des organisations Indépendantes (FHOI)		1			1
80	Formation Intellectuelle pour la Rénovation Educative et Socioculturelle Haïtienne (FIRESCH)	1				1
81	Foyer Culturel pour le Développement (FOCUD)	1	1		1	3
82	Fondation David Wilfrid pour le Développement Social (FODAWIDES)				1	1
83	Front des Jeunes pour le Développement Culturel et Social (FROJEDECS)		1			1
84	Les Futuristes de la Jeunesse Haïtienne (FUJEH)	1				1
85	Grande Association de Jeunes pour le Progrès et le Développement Socio-économique (GAJPDSE)	1	1		1	4
86	Groupe des Amis Professionnels en Informatique et Gestion de Martissant (GAPIGM)		1			1
87	Groupe d'Appui et de Réflexion pour l' Avancement Local (GARAL)				1	1
88	Groupe de Citoyens Actifs pour l'Education Civique des Masses (GCAECM)		1			1
89	Groupe des Femmes en Action pour le Développement de Decayettes (GFAD)	1		1		2
90	Groupe des Jeunes en Réflexion de Martissant ((GJRM)		1			1
91	GLAGIPPE		1			1
92	Groupe de Recherche pour une Alternative Nouvelle (GRAN)	1		1	1	3
93	Groupe d'Assistance Sociale de Martissant (GRAS-Ma)		1			1

94	Groupe d'Assistance Sociale des Personnes en Difficulté (GRASPEDEF)	1				1
95	Groupe de réflexion Nationale pour l'Avancement d' Haiti (GRENAH)	1				1
96	Haïti Future (HAFU)	1		1		2
97	Initiative des Citoyens pour le Développement des Zones (ICDZO)				1	1
98	Initiative de Développement Positive pour une Haiti Meilleure (IDDPHAM)		1			1
99	Initiative de Développement en Education et en Encadrement renforcé (IDEER)		1			1
100	Initiative Destinée aux Œuvres de Loisirs et d'Encadrement (IDOLE)	1			1	2
101	Initiative des Jeunes pour une Autre Génération (IJAG)	1	1		1	3
102	Intégration Nationale pour le Développement Exceptionnel (INDEX)		1	1		2
103	Jeunesse en Action pour l'Emergence de l'Etre Haitien (JAEH)	1				1
104	Jeunes Actifs et progressistes de Soray (JAPS)			1	1	2
105	Jeunes Rénovateurs de Martissant pour une Nouvelle Haiti (JERMANAH)	1				1
106	Konsej Moral Abitan Kap Lité (KMAL)		1	1		2
107	Kodinasyon Oganizasyon Matisan Pou Avansman Nasyon an (KOMAN)	1				1
108	Kodinasyon Oganizasyon Matisan Pou Avansman Nasyon an (KOMAN)	1				1
109	Konbit Tibwa an Aksyon Pou Devlopman (KOTAD)	1	1		1	4
110	Lancement Réaliste des Leaders Vaillants (La RELEV)		1			1
111	Le Petit Lectorat	1		1		2
112	Lutte Collective pour le Progrès Intégral de Martissant (LUCOPIMAR)		1			1
113	Music, Art & Production (M&AP)		1			1
114	Mouvement Artistique pour la Renaissance Sociale (MARS)				1	1
115	Mouvement pour l'Encadrement Social de la Jeunesse Haïtienne (MESJH)		1			1
116	Mouvement d'Intégration et d'Epanouissement des Jeunes (MIEJ)		1			1
117	Motivation du Développement de la Grande Ravine (MODGRA)				1	1
118	Mouvement des Petits Marchands d' Haiti (MPMHA)	1	1	1	1	4
119	Mouvement Socioculturel pour le Développement (MSCD)	1	1			2
120	Mains Unies pour le Soutien des Jeunes et Enfants Démunis d' Haiti (MUSJEDH)		1			1
121	Nouvelle Vision pour une Autre Société (NOVAS)	1		1		2
122	Organisation pour la Bonne parole de Nazareth et le Plan pour le Développement (OBPNPD)		1			1
123	Organisation pour le Développement Bellevue Fort-Mercredi (ODBELLEFORM)		1			1
124	Organisation pour le Développement d' Haiti (ODDH-OJIAH)	1				1
125	Organisation pour le Développement Durable des Gens de Martissant (ODGDM666)		1			1

126	Organisation Espoir des Jeunes de Martissant (OEJM)	1				1
127	Organisation des Femmes Fortes (OFF)	1		1		2
128	Organisation des Femmes en Lutte pour le Développement de Martissant (OFLDM)		1			1
129	Organisation des Femmes Militantes de Sion (OFMS)		1			1
130	Organisation des Humanistes pour Combattre la Pauvreté (OHCP)		1			1
131	Organisation des Jeunes pour l'Avenir (OJA)	1		1		2
132	Organisation des Jeunes en Action pour le Développement d'Haïti (OJADHA)	1				1
133	Organisation des Jeunes Dévoués pour la Paix de Martissant Socio-éducative (OJDPMSE)	1				1
134	Organisation des Jeunes Chrétiens pour l'Espoir (OJECE)		1	1		2
135	Organisation des Jeunes Lumineux pour le Développement du Travail (OJLPDT)		1			1
136	Organisation des Jeunes progressistes de la Nouvelle Jérusalem pour le Développement de Ti-Bois (OJPNJDT)	1				1
137	Organisation des jeunes pour le Relancement Socio- culturel de Martissant (OJRSM)		1			1
138	Organisation des Jeunes Visionnaires pour le Développement (OJVD)	1				1
139	Organisation des Jeunes Visionnaires Dévoués pour la Paix de Martissant (OJVIDPM)	1				1
140	Organisation des Jeunes Visionnaires pour la Rénovation d'Haïti (OJVRCH)	1				1
141	Organisation pour la Libération des Femmes de Martissant (OLFM)				1	1
142	Organisation des Mitoses pour le Développement (OMD)	1				1
143	Organisation pour la Modernisation et le Développement des Infrastructures en District (OMID)		1			1
144	Organisation pour l'Avancement d'Haïti (OPAH)	1				1
145	Organisation des Penseurs Unis pour une Communication Améliorée (OPUCA)		1			1
146	Organisation des Résistants pour l'Avancement de Martissant (ORAM)	1	1	1	1	4
147	Organisation des Artistes Missionnaires en Action (ORAMA)		1			1
148	Organisation pour la Restauration et l'encadrement de la Jeunesse Haïtienne (ORGREJHA)				1	1
149	Organisation Socioculturelle et Educative pour le Développement d'Haïti (OSCEDH)	1		1		2
150	Organisation de Sensibilisation au Développement de la Communauté (OSEDEC)		1			1
151	Organisation Socioculturelle pour l'Epanouissement et le Progrès des Jeunes de Baigne à Martissant (OSEPBJM)	1		1		2
152	Organisation Tet Ansanm Refijye Ayisyen (OTARA)		1			1
153	Organisation des Travailleurs Actifs pour le Fondement et l'Education Socioculturelle d'Haïti (OTRAFESH)		1			1
154	Organisation de l'Union des Jeunes de la Route des Dalles (OUDJD)				1	1

155	Organisation et Union des Progressistes pour le Développement (OUPD)		1	1			2
156	Plan d'Intégration Humaine pour le Développement Social (PIHDS)	1		1	1		3
157	Point de Réflexion et d'Action pour une Nouvelle Société (PRANS)	1		1			2
158	Regroupement des Femmes Déterminées (REDFANM)		1				1
159	Rezo Edikatif Zanmi Lajenès (REZAJ)	1					1
160	Regroupement des Jeunes pour le Développement de Haut Deslouis-Decayettes (RJDHDID)				1		1
161	Reseau pour la rehabilitation sociale d'Haiti		1	1	1		3
162	Solidarité Citoyenne pour le Développement Humain (SCDH)	1	1	1	1		4
163	Société Civile Jeunes Baigne (SCJB)	1					1
164	Sant Edikasyon Kominotè (SEK)			1			1
165	Société pour l'Epanouissement Social du Haut Martissant (SEMAH)	1		1			2
166	Société Nationale des Patriotes (SONAP)				1		1
167	Société Progressiste de Jasmin (SOPJA)		1				1
168	Savants Organisés et Unis pour le Développement Culturel Educatif et Social (SOURCES)				1		1
169	Sensibilisation des Professeurs Aidant les Enfants Démunis (SPAED)				1		1
170	Travailleurs pour l'Intégration et le Progrès Social (TIPS)	1					1
171	Troupe Rationnelle des Artistes en Feu (TRAF)	1					1
172	Union des Citoyens Conséquents pour l' Avancement de Martissant (UCCAM)	1	1		1	1	4
173	Union des Citoyens pour le Développement de Baigne (UCIDEB)	1		1			2
174	Unique Foyer des Jeunes d'Haïti (UFJH)	1		1	1	1	4
175	Unanimité des Jeunes pour le Développement Socioculturel (UJDSC)	1		1	1		3
176	Volontariat Intégré pour le Développement Social et Economique (VIDSE)	1	1	1	1	1	5
Total		83	72	39	46	17	257

Annexe 2

Liste des sous-quartiers de Martissant représentés aux Espaces de parole

2008-2012

1	<i>Baigne</i>
2	<i>Barreau</i>
3	<i>Crepsac</i>
4	<i>Dalles</i>
5	<i>Dantès</i>
6	<i>Décayettes/Cajou</i>
7	<i>Délouis</i>
8	<i>Douyon</i>
10	<i>Fontamara 27</i>
11	<i>Grand Ravine</i>
12	<i>Jeannot</i>
13	<i>Littoral/Cité Lajoie</i>
14	<i>Manigat</i>
15	<i>Martissant 1</i>
16	<i>Martissant 7</i>
17	<i>Martissant 19</i>
18	<i>Martissant 23</i>
19	<i>Romulus</i>
20	<i>Soray</i>
21	<i>Ti-Bois</i>
22	<i>Toulon</i>
23	<i>Vaval</i>

"Dès les premiers espaces de parole,
les discussions ont tourné autour
des questions suivantes :

"Qu'est-ce qu'un parc ? Qu'est-ce que le parc
de Martissant ? Quel est le rôle de FOKAL dans
la mise en œuvre du projet du parc ?

Quel accueil la population réserve-t-elle au parc
de Martissant ? Le parc aura-t-il une incidence sur
la vie des organisations et des habitants du quartier ?

Qu'est-ce que l'espace public ?

Qu'est-ce que le bien public ?"

Il a fallu approfondir ces questions et accueillir les
réflexions et suggestions des participants. FOKAL a
dû aussi expliquer le caractère novateur d'un tel
projet dont la réalisation allait dépendre de la volonté
de tous les acteurs concernés (l'État, la municipalité,
les élus locaux, la société civile).

Sauver ce boisé dans une ville où les espaces verts sont
quasi inexistant, créer le premier jardin botanique
public du pays, doter un quartier marginalisé d'un parc
naturel, mobiliser toutes les ressources humaines, tech-
niques et financières nécessaires, autant de défis à relever
qui exigent vision, conviction et persévérance."

"Depi nan premye moman espas pawòl yo, kesyon sila yo te
kòmanse poze: "Kisa yon pak ye ? Kisa ki pak Matisan an ?
Ki wòl FOKAL nan pwojè a ? Kouman kominote a ap akeyi koze
pak la ? Eske pak la ap gen konsekans sou lavi òganizasyon, sou lavi
moun nan katye a ? Kisa ki rele espas piblik ? Kisa ki rele byen piblik ?

Kesyon sa yo te merite fouye. Sa fèt nan ranmase dizon patisipan yo.
FOKAL te sètoblize eksplike nouvote ki genyen nan yon pwojè
konsa ki depann de volonte tout aktè ak aktris ki konsène yo
(Leta, lameri, administrasyon lokal yo, òganizasyon nan kominote a).

Se pa ti defi piti ki genyen nan yon pwojè konsa ki vle sove yon zòn ki
byen bwaze, nan yon vil ki pa gen sa ankò ; ki vle kreye premye jaden
botanik piblik nan peyi a ; òganize yon pak natirèl nan yon katye defavorize ;
mobilize moun, mwayen lajan ak mwayen teknik. Pou rive leve tout defi
sa yo, sa mande vizyon, konviksyon ak pèsèverans."